

Sommet économique de Naples

du 8 au 10 juillet 1994

Cahier d'information



CANADA



LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E
2 92E80002 9E05 E

Printed on
recycled paper



Imprimé sur du
papier recyclé

DOCS
CA1 EA511 94N16 EXF
Naples Economic Summit (1994 :
Naples, Italy)
The Naples Economic Summit July
8-10, 1994 : background
information. --
43267949



Table des matières

Le Sommet économique de Naples	1
Graphiques comparatifs sur l'économie	4
Le Canada : situation économique et perspectives	10
Une approche du G-7 face à l'emploi : perspectives canadiennes	13
Le Canada et les sommets économiques	20
La situation économique mondiale	25
Le Canada, l'Uruguay Round et l'Organisation mondiale du commerce	29
L'aide canadienne aux économies en transition	31
L'ex-Yougoslavie	40
La sécurité nucléaire	42
La prolifération nucléaire	44
Le maintien de la paix	46

Le Sommet économique de Naples

Le Sommet économique de cette année, le vingtième en date, réunira les leaders des sept démocraties les plus industrialisées et le président de la Commission européenne dans la ville de Naples, en Italie, du 8 au 10 juillet. Le dernier jour de la rencontre, le président de la Russie, M. Boris Eltsine, se joindra aux participants pour s'entretenir avec eux de questions politiques d'intérêt commun.

La croissance et la création d'emplois, les relations avec la Russie, la réforme économique en Ukraine et le commerce international seront au premier plan des grands thèmes économiques dont discuteront les leaders du G-7. Ils examineront notamment les questions de prolifération et de sécurité nucléaires, les relations bilatérales et multilatérales avec l'Ukraine, l'assistance aux pays en développement, les questions environnementales et le blanchiment de l'argent.

Les politiques économiques adoptées au Sommet de 1993, et appliquées depuis dans l'ensemble des pays du G-7, ont permis de stimuler la croissance économique et la création d'emplois. La reprise économique, désormais bien établie en Amérique du Nord et au Royaume-Uni, commence à s'installer, quoique lentement, en Europe continentale. Au Japon, la récession semble terminée, mais l'économie reste lente.

Le chômage, cependant, est encore à un niveau bien trop élevé dans tous les pays du G-7. Si sa hausse récente est de nature cyclique, on reconnaît de plus en plus que le chômage est en bonne partie d'ordre structurel, et que même une croissance économique vigoureuse ne réussira pas à le faire disparaître. Les résultats de la Conférence du G-7 sur l'emploi et de la Réunion des ministres de l'OCDE seront étudiés à Naples, pour voir quelles mesures concrètes les membres du G-7 peuvent prendre ensemble. Le Canada entend réclamer des mesures propres à favoriser la croissance de son économie et la création d'emplois au pays.

Les discussions devraient porter sur l'aboutissement heureux des négociations commerciales multilatérales de l'Uruguay Round et la mise en oeuvre des accords issus des négociations. La libéralisation plus poussée des échanges commerciaux reste une priorité. Les leaders feront valoir la nécessité d'établir sans tarder l'Organisation mondiale du commerce, pour que l'assise institutionnelle du système commercial multilatéral reste solide, surtout à un moment où les économies nationales sont aux prises avec les sérieux

problèmes posés par l'intégration économique mondiale et la mutation des relations économiques et politiques. L'importance de poursuivre les travaux sur les nouveaux dossiers du commerce, comme les normes de travail et les politiques de concurrence, sera aussi examinée.

La stabilité économique et politique de la Russie, de l'Ukraine et des nouveaux États indépendants de l'ex-Union soviétique, de l'Europe centrale et orientale continue d'être source de préoccupation pour les leaders du G-7. Les pays du Sommet apportent à ces États, par la voie des institutions financières internationales, une assistance monétaire et technique substantielle, en complément des ressources qu'ils engagent eux-mêmes en vue d'assurer leur transition vers l'économie de marché.

Les leaders passeront en revue la mise en oeuvre du programme d'aide du G-7 à la Russie annoncé à Tokyo en avril 1993, l'efficacité du Groupe de soutien de la mise en oeuvre établi à Moscou, l'assistance technique fournie pour appuyer les réformes politiques et économiques, l'évolution du Fonds monétaire international et la réunion des ministres des Finances du G-7 tenue à Washington en avril 1994.

Le soutien apporté par les pays du G-7 à l'Ukraine sera aussi examiné à Naples. Les leaders étudieront comment les Occidentaux peuvent inciter les nouveaux décideurs à procéder, rapidement et avec efficacité, aux réformes politiques et économiques qui s'imposent. L'accession de l'Ukraine au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires retiendra également l'attention.

Compte tenu de la situation dans une grande partie de l'ex-Union soviétique, en Irak et en Corée du Nord, les problèmes que posent la sécurité et la prolifération nucléaires restent une importante préoccupation en matière de sécurité internationale. La question de la sécurité des centrales nucléaires de conception soviétique, installées partout en ex-Union soviétique et dans les pays d'Europe centrale et orientale, sera abordée. Les leaders détermineront le meilleur moyen d'assurer la sécurité de ces centrales. Ils discuteront aussi des mesures propres à encourager le gouvernement ukrainien à se doter de bonnes stratégies énergétiques ce qui facilitera et accélérera la fermeture de la centrale de Tchernobyl — objectif prioritaire du G-7.

Les leaders sont décidés à renforcer la coopération internationale afin de venir à bout des problèmes que pose le crime organisé, notamment le blanchiment de l'argent. Les entretiens porteront vraisemblablement sur les réalisations du Groupe spécial d'experts financiers (GSEF), créé au Sommet économique de 1989 et ayant pour mandat d'établir des mesures normalisées pour la

répression des activités de blanchiment de l'argent dans les pays de l'OCDE, à Hong Kong et à Singapour. Il sera également question de la Conférence des Nations Unies sur le crime organisé transnational, qui doit se tenir à Naples en octobre.

Les leaders se pencheront sur l'aspect qualitatif de leur aide publique au développement et traiteront de la façon d'intégrer les pays en développement dans l'économie mondiale, par le biais du commerce et des investissements. Ils examineront en outre le traitement de la dette des pays les plus pauvres, ainsi que la croissance démographique.

Le maintien de la démocratie en Afrique du Sud dépend de l'appui international. Les leaders discuteront du retour de l'Afrique du Sud dans la communauté internationale et examineront les nouvelles possibilités de commerce et d'investissement qui s'offrent.

Comme par les années passées, les leaders et leurs ministres passeront en revue les questions politiques de l'heure, et ils s'attarderont aux dossiers de la Bosnie, d'Haïti, du Rwanda et de la Corée du Nord.

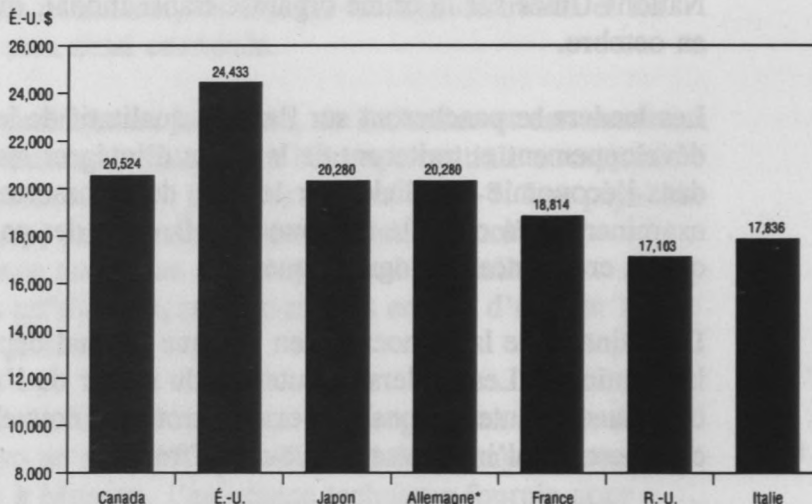
Le dernier jour du Sommet, le Président Boris Eltsine se joindra aux leaders du G-7 afin de discuter de dossiers politiques urgents dont la Bosnie, la Corée du Nord, le Moyen-Orient, les Nations Unies, le maintien de la paix, le Rwanda et Haïti.

GRAPHIQUES COMPARATIFS SUR L'ÉCONOMIE*

GRAPHIQUE 1

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PAR HABITANT, 1993

Le Produit intérieur brut (PIB) par habitant sert souvent à comparer les niveaux de vie de différents pays. Pour assurer la comparabilité des données, une seule monnaie est utilisée (le dollar américain) et les taux de change sont ajustés pour refléter le pouvoir d'achat relatif des différentes monnaies. On constate ainsi qu'en 1993, les États-Unis avaient le plus haut niveau de vie parmi les pays du G-7; le Canada venait au deuxième rang et le Japon et la partie occidentale de l'Allemagne, au troisième.



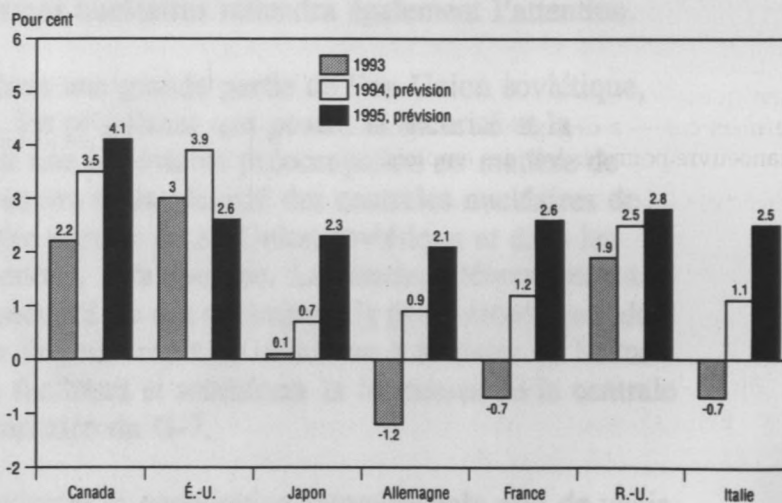
* Les données ont trait à l'Allemagne fédérale.
Source : OCDE et ministère des Finances du Canada.

GRAPHIQUE 2

CROISSANCE DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT RÉEL, 1993-1995

Les économies du G-7 sortent d'une récession et d'une reprise lente. En 1993, la croissance du PIB réel a été modeste; seule l'économie américaine a dépassé son taux « potentiel » de croissance (c.-à-d. le taux de croissance de la capacité productive de l'économie).

On prévoit en 1994 un raffermissement de la croissance dans toutes les économies du G-7. La progression la plus forte devrait être aux États-Unis, ce qui renforcera la reprise canadienne. En Allemagne, d'importantes augmentations d'impôt et la faible confiance provoquée par des taux élevés de chômage limiteront la reprise. Au Japon, la relance devrait être modeste en raison des ajustements des valeurs d'actif qui se poursuivent et de la contrainte qu'exerce l'appréciation antérieure du yen sur les exportations. Toutes les économies du G-7 sauf celle des États-Unis connaîtront une accélération de leur croissance en 1995. Le Canada devrait afficher la progression la plus forte au fur et à mesure que la reprise s'étendra.



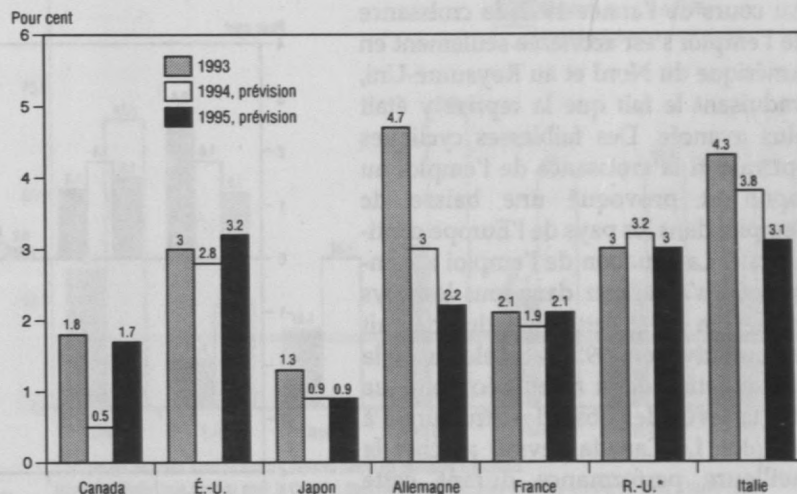
Source : Perspectives de l'économie mondiale du FMI, printemps 1994.

* À moins d'indication contraire, les données des graphiques sur l'Allemagne sont celles de l'Allemagne unifiée.

GRAPHIQUE 3

AUGMENTATION DES PRIX À LA CONSOMMATION, 1993-1995

En 1993, le taux d'inflation est resté faible au Canada, mais c'est au Japon qu'il a été le moins élevé de tous les pays du G-7. En 1994, l'inflation continue de diminuer en Europe, au Canada et au Japon en présence d'importantes capacités excédentaires. Aux États-Unis, le recul des prix pétroliers en 1993 et une bonne tenue des coûts contribuent à modérer l'inflation dans une économie qui approche d'un taux maximal d'utilisation des capacités. L'inflation devrait rester modérée en 1995 dans l'ensemble des pays du G-7. On s'attend à ce que ce soit au Japon et au Canada que l'inflation restera la plus faible.



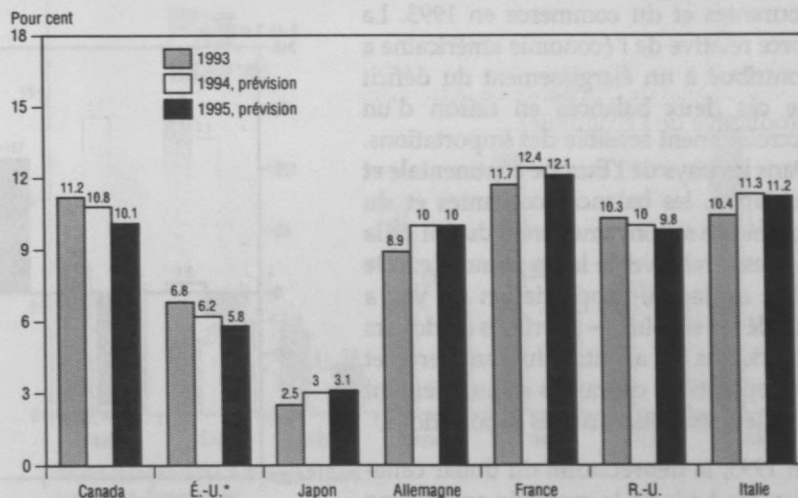
*Inflation des prix de détail excluant les taux d'intérêt hypothécaires.
Source : Perspectives de l'économie mondiale du FMI, printemps 1994.

GRAPHIQUE 4

TAUX DE CHÔMAGE, 1993-1995

Les taux de chômage ont augmenté en 1993 dans les pays de l'Europe continentale membres du G-7 et au Japon. Aux États-Unis, au Canada et au Royaume-Uni, une expansion de la production — bien que plus modeste dans les deux derniers cas — a dégagé une marge de manoeuvre pour générer des emplois.

D'ici 1995, les taux de chômage commenceront à diminuer ou à se stabiliser dans tous les pays du G-7 sauf le Japon. Ils devraient continuer à reculer au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni tout au cours de 1995. On s'attend en 1995 à ce que les taux de chômage des pays de l'Europe continentale se stabilisent ou reculent légèrement en raison du caractère graduel de la reprise projetée. Au Japon, le taux devrait augmenter davantage puisque les problèmes de bilan des entreprises et les difficultés du secteur bancaire ne se résorberont que lentement.



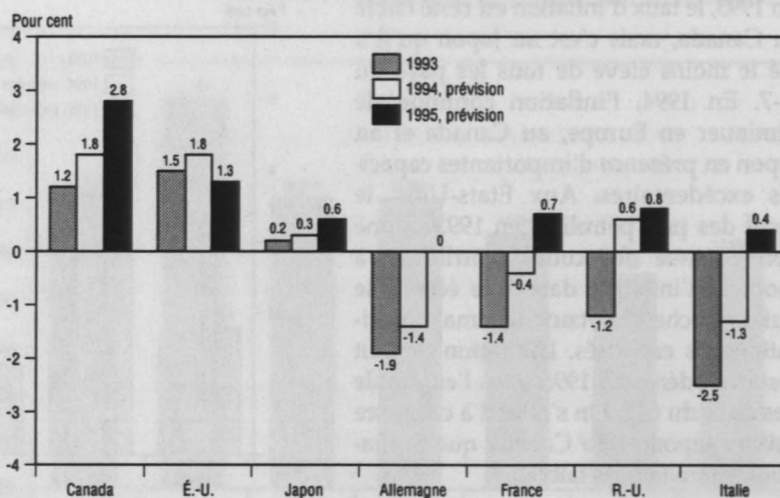
*En janvier 1994, les É.-U. ont adopté une nouvelle méthode d'enquête. Pour fins de comparaison avec 1993, les projections sont établies avec l'ancienne méthode d'enquête.

Source : Perspectives de l'économie mondiale du FMI, printemps 1994.

GRAPHIQUE 5

CROISSANCE DE L'EMPLOI, 1993-1995

Au cours de l'année 1993, la croissance de l'emploi s'est accélérée seulement en Amérique du Nord et au Royaume-Uni, traduisant le fait que la reprise y était plus avancée. Des faiblesses cycliques ont ralenti la croissance de l'emploi au Japon et provoqué une baisse de l'emploi dans les pays de l'Europe continentale. La situation de l'emploi a commencé à s'améliorer dans tous les pays du G-7 en 1994. Cette évolution devrait se poursuivre en 1995, parallèlement à la consolidation de la reprise économique et à la levée des obstacles structurels à l'emploi. Le Canada devrait afficher la meilleure performance durant cette période.



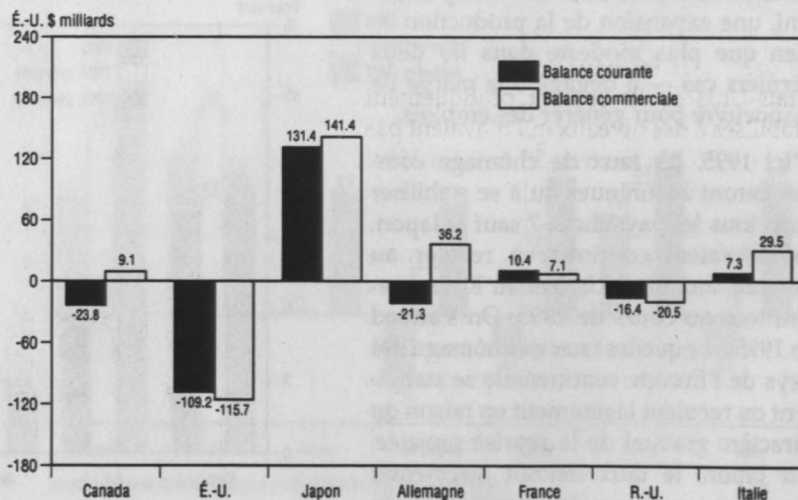
Source : Perspectives de l'économie mondiale du FMI, printemps 1994.

GRAPHIQUE 6

BALANCES COURANTES ET DU COMMERCE, 1993

Les différences dans la croissance du PIB réel des pays du G-7 et l'évolution des taux de change ont influé sur les balances courantes et du commerce en 1993. La force relative de l'économie américaine a contribué à un élargissement du déficit de ces deux balances en raison d'un accroissement sensible des importations. Dans les pays de l'Europe continentale et au Japon, les balances courantes et du commerce se sont améliorées du fait de la faiblesse relative de leurs économies. De plus, au Japon, l'appréciation du yen a gonflé les surplus — exprimés en dollars américains — au titre du commerce et des opérations courantes en augmentant la valeur en dollars de ses exportations.

En 1993, la dépréciation du dollar canadien vis-à-vis de la monnaie américaine depuis la fin de 1991 a amélioré la compétitivité des biens canadiens sur les marchés étrangers et a contribué à augmenter le surplus commercial du Canada et à diminuer le déficit de la balance courante.

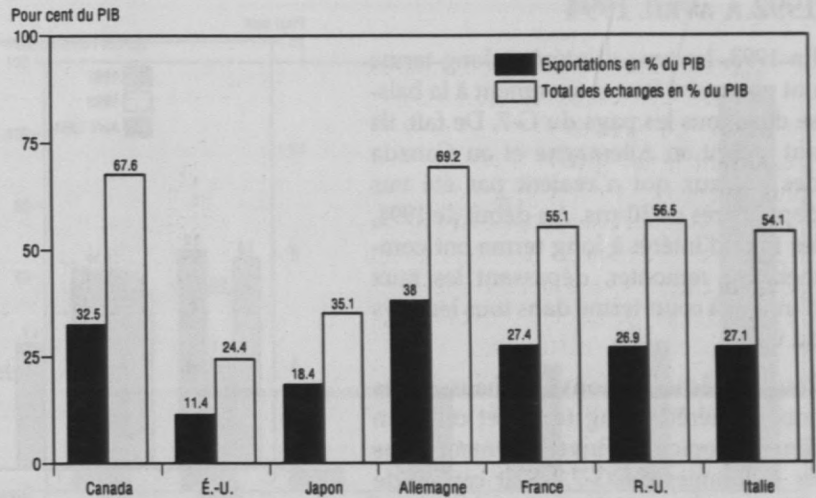


Sources : Statistique Canada pour le Canada; Data Resources Inc. pour les États-Unis et les pays d'outre-mer.

GRAPHIQUE 7

LE COMMERCE DES BIENS ET SERVICES EN PROPORTION DU PIB, 1993

Les échanges commerciaux comptent pour une part considérable de l'activité économique des pays du G-7, d'où l'importance du succès des négociations de l'Uruguay Round de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce. Au Canada, le commerce bilatéral représente près de 70 % du PIB. Il revêt aussi beaucoup d'importance pour les pays européens et particulièrement pour l'Allemagne. Dans le cas des États-Unis et du Japon, les échanges, bien qu'ils représentent une proportion beaucoup moins grande de la production totale, sont néanmoins importants eu égard à la taille des économies américaine et japonaise.



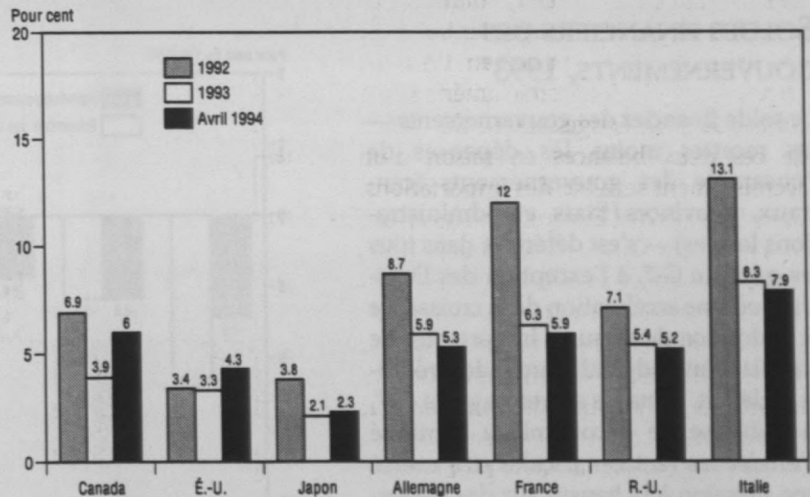
*Toutes les données sont en dollars indexés selon les comptes nationaux.

Sources : Statistique Canada pour le Canada; Data Resources Inc. pour les États-Unis et les pays d'outre-mer.

GRAPHIQUE 8

TAUX D'INTÉRÊT À COURT TERME, 1992 À AVRIL 1994

En 1993, les taux d'intérêt à court terme ont poursuivi leur mouvement à la baisse dans tous les pays du G-7, sauf aux États-Unis où ils se sont pratiquement stabilisés à des niveaux qui n'avaient pas été vus depuis environ 30 ans. En 1994, les taux d'intérêt américains amorçaient une remontée après que la Réserve fédérale américaine ait commencé à augmenter les taux d'intérêt à titre de mesure préventive contre l'inflation. Au Canada, les taux d'intérêt ont augmenté en 1994, certains investisseurs s'inquiétant de l'évolution de leurs actifs en dollars canadiens — malgré des perspectives excellentes de faible taux d'inflation et de bon rythme de croissance économique. Dans les pays européens, les taux d'intérêt ont continué de diminuer en 1994, reflétant les baisses graduelles et régulières des taux directeurs en Allemagne et la faiblesse persistante des économies nationales.



*Niveaux en fin d'exercice. Euro-taux à 90 jours.

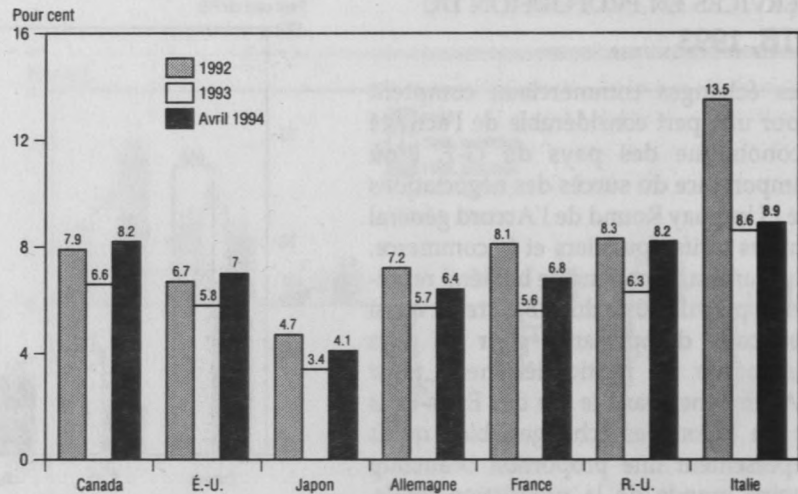
Source : Data Resources Inc.

GRAPHIQUE 9

TAUX D'INTÉRÊT À LONG TERME, 1992 À AVRIL 1994

En 1993, les taux d'intérêt à long terme ont poursuivi leur mouvement à la baisse dans tous les pays du G-7. De fait, ils ont atteint en Allemagne et au Canada des niveaux qui n'avaient pas été vus depuis près de 30 ans. Au début de 1994, les taux d'intérêt à long terme ont commencé à remonter, dépassant les taux d'intérêt à court terme dans tous les pays du G-7.

Pour empêcher de nouvelles hausses des taux d'intérêt à long terme et créer un climat propice à l'investissement dans les économies du G-7, il est capital de consentir des efforts vigoureux pour réduire les déficits et la dette des gouvernements et de s'engager de façon crédible à stabiliser les prix. Les plus bas taux d'intérêt à long terme restent au Japon, qui a un bon dossier de contrôle de l'inflation et une solide position financière. Les plus hauts taux sont en Italie.



*Niveaux en fin d'exercice du rendement des obligations gouvernementales à 10 ans.

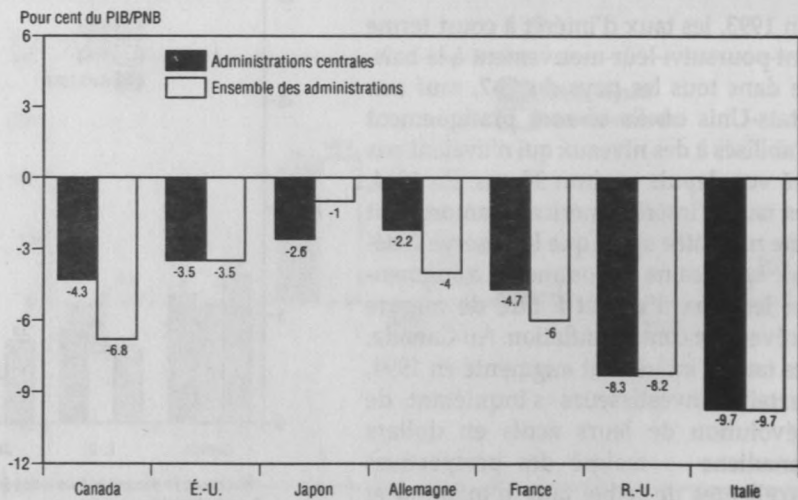
Sources : Ministère des Finances pour le Canada et les États-Unis, Data Resources Inc. pour les pays d'outre-mer.

GRAPHIQUE 10

SOLDES FINANCIERS DES GOUVERNEMENTS, 1993*

Le solde financier des gouvernements — les recettes moins les dépenses de l'ensemble des gouvernements (centraux, provinces/États et administrations locales) — s'est détérioré dans tous les pays du G-7, à l'exception des États-Unis où une accélération de la croissance et l'adoption de mesures importantes de stabilisation budgétaire ont aidé à réduire le déficit. Dans les autres pays du G-7, la faiblesse de l'économie a continué d'éroder les rentrées fiscales et a exercé une pression à la hausse sur des dépenses sensibles à la conjoncture comme les prestations de chômage et l'aide sociale.

En pourcentage du PIB parmi les pays du G-7, c'est l'Italie qui avait le déficit le plus élevé, suivie du Royaume-Uni et du Canada. Les déficits provinciaux comptent pour environ 40 % du déficit gouvernemental général au Canada.



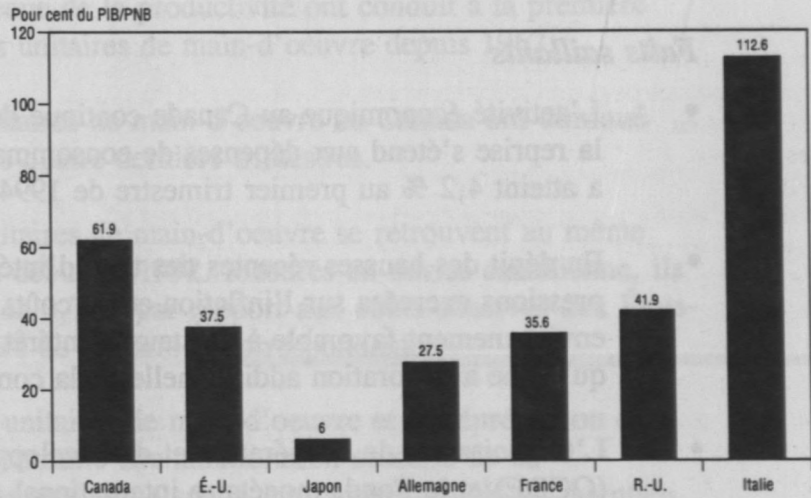
*Selon les comptes nationaux.

Sources : Estimations définitives et Statistique Canada pour le Canada; estimations définitives et Department of Commerce pour les États-Unis; prévision et Perspectives économiques de l'OCDE, décembre 1993, pour les autres pays.

GRAPHIQUE 11

DETTE PUBLIQUE NETTE DES GOUVERNEMENTS, 1993

La dette publique nette représente la dette moins les actifs financiers des gouvernements. Parmi les pays du G-7, c'est le Japon qui avait la dette nette la plus faible par rapport au PIB.



Sources : Estimations définitives et Statistique Canada pour le Canada; estimations définitives et Department of Commerce pour les États-Unis; prévision et Perspectives économiques de l'OCDE de décembre 1993, pour les autres pays.

Perspectives économiques

- Les perspectives économiques des pays développés sont généralement en croissance, mais la croissance est plus faible que dans les années précédentes. La croissance de l'emploi s'est ralentie depuis le début des années 1990. Cependant, le taux de chômage reste élevé.
- Les perspectives économiques des pays en développement sont plus faibles. Les perspectives sont incertaines en raison de la faible croissance et de la dette élevée. Le Japon a la dette la plus faible par rapport au PIB.

Le Canada : situation économique et perspectives

Faits saillants

- L'activité économique au Canada continue de prendre de la vigueur et la reprise s'étend aux dépenses de consommation. La croissance réelle a atteint 4,2 % au premier trimestre de 1994.
- En dépit des hausses récentes des taux d'intérêt au Canada, les faibles pressions exercées sur l'inflation et les coûts de production créent un environnement favorable à des taux d'intérêt faibles et stables de même qu'à une amélioration additionnelle de la compétitivité.
- L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et le Fonds monétaire international (FMI) prévoient que la croissance réelle au Canada sera parmi les plus fortes des pays du G-7 en 1994 et 1995.

Situation économique

- Au cours de la dernière mi-année, la reprise s'est renforcée et s'est élargie aux dépenses de consommation.
 - La croissance réelle moyenne a atteint 4 % entre octobre 1993 et mars 1994, comparativement à environ 2,5 % au cours de l'année précédente.
 - Les dépenses de consommation ont augmenté de 3,7 % au premier trimestre de 1994, la plus forte augmentation en deux ans et demi.
 - La confiance des consommateurs a crû fortement au cours des deux derniers trimestres.
- La croissance de l'emploi s'est raffermie depuis janvier et l'emploi se rapproche maintenant de son sommet d'avant la récession. Cependant, le taux de chômage demeure élevé — 10,7 % en mai.
- Les tensions inflationnistes et salariales demeurent très faibles.
 - Le taux d'inflation (une année sur l'autre) mesuré par l'indice des prix à la consommation a diminué de 0,2 % en mai. En excluant les récentes coupures dans les taxes sur le tabac, le taux d'inflation aurait été d'environ 1 %.

- Les faibles augmentations enregistrées dans les ententes salariales et une croissance soutenue de la productivité ont conduit à la première diminution des coûts unitaires de main-d'oeuvre depuis 1962.
 - Les coûts unitaires de main-d'oeuvre au Canada ont diminué dans trois des quatre derniers trimestres.
 - Les coûts unitaires de main-d'oeuvre se retrouvent au même niveau qu'au début de 1992. Mesurés en devise canadienne, ils ont diminué de 3,7 % par rapport aux coûts observés aux États-Unis, au cours de la période correspondante.
- La baisse des coûts unitaires de main-d'oeuvre et la dépréciation du dollar canadien ont entraîné une amélioration sensible de la compétitivité internationale du Canada, un facteur crucial au maintien de l'excellente performance du Canada au chapitre des exportations.
- Les faibles tensions inflationnistes ont permis une réduction importante des taux d'intérêt depuis le printemps 1990. Cette diminution ne s'est toutefois pas effectuée sans secousses.
- Les taux d'intérêt ont augmenté récemment au Canada, mouvement en partie imputable à la hausse des taux aux États-Unis, et en partie aux craintes des marchés financiers relativement à la situation budgétaire et à l'incertitude politique au Canada. Toutefois, l'excellente performance du Canada en matière d'inflation et son engagement à réduire le déficit créent un environnement favorable à des taux d'intérêt faibles et stables.

Perspectives économiques

- Pour fins de planification, le budget de février 1994 posait l'hypothèse que la croissance réelle serait de 3 % en 1994 et de 3,8 % en 1995. Depuis lors, plusieurs facteurs ont influé sur les perspectives économiques :
 - les taux d'intérêt sont plus élevés qu'anticipés; mais,
 - l'économie démontre plus de vigueur que prévu et la dépréciation du dollar a fourni un stimulus important aux industries exportatrices et aux industries nationales affrontant la compétition étrangère.
- Les hypothèses de planification budgétaire demeurent conservatrices en comparaison des hypothèses utilisées par les principales agences internationales de prévision et par les organismes du secteur privé.

- Le FMI prévoit que le Canada enregistrera une croissance réelle de 3,5 % en 1994 et de 4,1 % en 1995. Par ailleurs, l'OCDE prévoit que la croissance sera encore plus forte, de 3,7 % en 1994 et de 4,3 % en 1995. Selon ces prévisions, le Canada se classerait au deuxième rang des pays du G-7 en 1994 (derrière les États-Unis) et au premier rang en 1995.
- Les organismes de prévision du secteur privé au Canada — avant la publication des données des comptes nationaux du premier trimestre — anticipaient une croissance réelle de 3,5 et 3,8 % respectivement en 1994 et 1995.
- Bien que la croissance de l'emploi devrait suivre le raffermissement de l'activité économique, le retour des travailleurs découragés à la population active limitera la baisse du taux de chômage en 1994 et 1995.
- On prévoit le maintien du niveau de capacité de l'économie canadienne en situation excédentaire pour encore un certain temps, ce qui devrait contribuer à contenir les pressions inflationnistes et de coût.

Une approche du G-7 face à l'emploi : perspectives canadiennes

Le chômage reste en tête du programme de travail en matière de politique à l'échelle mondiale. Il a été un thème central au Sommet économique de Tokyo de 1993 et à la réunion des ministres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) en juin 1994. En mars 1994 se tenait à Détroit la Conférence du G-7 sur l'emploi, une rencontre entièrement consacrée au thème de l'emploi.

Les politiques économiques adoptées en 1993 et mises en oeuvre par les pays du G-7 ont contribué à stimuler la croissance de la demande et à relancer la croissance de l'emploi. La reprise économique en Amérique du Nord et au Royaume-Uni est maintenant bien enclenchée, alors qu'elle se met en branle graduellement en Europe continentale. La récession au Japon semble avoir passé le creux de la vague. L'OCDE vient, pour la première fois en trois ans, de faire une révision à la hausse de ses prévisions de croissance.

Néanmoins, le chômage reste à un niveau élevé inacceptable. Il est vrai que la hausse récente du chômage est cyclique, mais il est de plus en plus admis que le chômage dans les pays du G-7 est en grande partie structurel et que cette particularité perdurera même pendant les périodes de solide croissance économique. Les gouvernements sont d'accord avec l'OCDE pour dire que pour favoriser la croissance et l'emploi, il faut disposer de politiques macroéconomiques qui se renforcent mutuellement et sont fondées sur une faible inflation et une solide situation financière; cela nécessite aussi des réformes structurelles renforçant la souplesse des économies et la capacité des entreprises et des personnes à réagir aux conditions nationales et internationales en constante évolution.

Faits et questions clés

Le taux de chômage moyen dans les pays du G-7 est de 7,1 %, soit une hausse par rapport aux 5,7 % enregistrés en 1990 (graphique A). On compte maintenant près de vingt-quatre millions de chômeurs. L'OCDE prévoit que le taux de chômage moyen dans les pays du G-7, l'an prochain, ne baissera que très peu, car les diminutions qui se produiront au Canada, au Royaume-Uni et aux États-Unis seront partiellement neutralisées par d'autres hausses dans les pays de l'Europe continentale et au Japon. Au Canada, le taux de chômage devrait passer de 11,2 % en 1993 à environ 10 % en 1995.

La récente hausse du chômage dans les pays du G-7 est largement attribuable à la récession mondiale. Toutefois, les gouvernements s'inquiètent de plus en plus d'une tendance à la hausse à long terme (graphique B), qui porte à croire que le chômage demeurera un problème sérieux même en période de croissance économique, à moins que des mesures appropriées ne soient prises. En fait, une grande partie du chômage pris dans son ensemble tient à des facteurs d'ordre structurel qui empêchent l'adéquation de l'offre et de la

demande sur les marchés du travail. Ces obstacles structurels constituent un « plancher » qui fait que le taux de chômage reste à un niveau élevé inacceptable même en période de croissance économique vigoureuse.

Le chômage de longue durée constitue également un sérieux problème, en particulier en Europe (graphique C). En 1992, près de 50 % des chômeurs recensés au sein de l'Union européenne étaient sans emploi depuis plus d'un an, comparativement à 11,2 % (13,8 % en 1993) au Canada. Cela ne veut toutefois pas dire que le Canada n'a pas un problème de chômage de longue durée. S'ils représentent encore un nombre relativement petit, les chômeurs de longue date constituent un pourcentage important et croissant du chômage dans son ensemble.

Le chômage chez les jeunes est particulièrement important. Au Canada, le taux de chômage chez les jeunes atteint près de 18 %, soit un niveau nettement plus élevé que chez les personnes plus âgées. D'autres pays industriels connaissent un phénomène semblable. Dans les pays de l'Union européenne, par exemple, le taux de chômage chez les jeunes a atteint en moyenne près de 21 % en 1993, comparativement à 10,6 % pour la population active dans son ensemble. Toutefois, les pays où il existe des programmes d'apprentissage très sophistiqués, comme en Allemagne, ont un taux de chômage beaucoup moins élevé chez les jeunes. Le Canada et d'autres pays du sommet peuvent donc apprendre en échangeant leurs expériences respectives pour ce qui est du passage de l'école au marché du travail et à l'égard d'autres questions.

Conférence du G-7 sur l'emploi à Détroit

À la conférence du G-7 sur l'emploi qui a eu lieu à Détroit en mars dernier, les ministres des Finances, du Travail, de l'Industrie et des Affaires sociales des pays du G-7 ont convenu de la nécessité de procéder à des réformes structurelles pour faciliter l'adaptation de leur économie aux changements. Ils ont affirmé le rôle fondamental du secteur privé dans la création des emplois et que celui des gouvernements est de faciliter la création d'emplois en supprimant les obstacles et en renforçant les marchés. Les ministres ont insisté sur la nécessité de rendre le travail plus attrayant que le chômage, l'importance d'assurer des possibilités d'emploi, d'enseignement et de formation aux chômeurs et aux travailleurs non qualifiés.

Les ministres ont également souligné l'importance d'une approche intégrée où les réformes structurelles sont appuyées par de solides politiques macroéconomiques destinées à créer un climat stable, propice à la création d'emplois dans le secteur privé. Un système d'échanges internationaux ouvert et en expansion fait aussi partie d'une telle approche, car il favorise la hausse de la demande pour des biens et des services à l'échelle mondiale.

Étude sur l'emploi de l'OCDE

Le Secrétariat de l'OCDE a présenté son étude sur l'emploi, effectuée sur une période de deux ans, aux ministres de l'OCDE en juin 1994. L'idée maîtresse du rapport est qu'un chômage élevé a de multiples causes, mais découle en fin de compte d'une incapacité des économies d'innover et de s'adapter aux changements provoqués par une gamme de facteurs, dont les progrès technologiques et la structure changeante des échanges commerciaux dans le monde.

Le rapport de l'OCDE comporte toute une série de recommandations en matière de politique. Chacune s'applique à divers degrés aux économies respectives; dans leur ensemble, elles prennent la forme d'une stratégie globale visant à réduire le chômage. Cette stratégie est parfaitement en accord avec les grandes priorités du Canada.

En ce qui concerne la politique macroéconomique, les auteurs de l'étude recommandent que les gouvernements poursuivent fermement leurs politiques budgétaires à moyen terme axées sur la réduction du déficit et la stabilité soutenue des prix.

Reconnaissant le rôle des facteurs structurels dans le mouvement ascendant à long terme du chômage, les auteurs de l'étude recommandent que les pays membres instaurent des mesures visant à :

- nourrir un climat propice à l'entrepreneurship qui favorise la création de nouvelles entreprises et permette à toutes les entreprises d'accroître l'efficacité et l'emploi;
- réformer l'assistance sociale et les politiques fiscales pour renforcer l'encouragement au travail et à l'embauche;
- encourager des politiques dynamiques concernant le marché du travail qui lient les prestations à la recherche active d'un emploi ou à la formation;
- contribuer à l'innovation technologique et à la diffusion de nouvelles technologies pour créer des emplois à haute productivité et à salaire élevé;
- améliorer les compétences grâce à une meilleure éducation et à l'apprentissage continu;
- remédier au chômage chez les jeunes en facilitant le passage de l'école au travail;
- accroître la souplesse au chapitre du temps de travail.

Réponse et objectifs du Canada en fait de politique

Tout en admettant qu'il n'existe pas de solutions miracles, le gouvernement canadien relève le défi de créer des conditions propices à la création d'emplois et à des emplois de meilleure qualité. Le gouvernement a adopté une approche à trois volets.

Premièrement, les politiques macroéconomiques appropriées sont maintenant en place. L'engagement du gouvernement de maintenir l'inflation à un faible niveau et de réduire, et en fin de compte d'éliminer, le déficit budgétaire facilitera le maintien de taux d'intérêt peu élevés et stimulera la croissance et la création d'emplois.

Deuxièmement, le gouvernement a déjà pris un certain nombre de mesures qui auront des répercussions sur la création d'emplois et amélioreront la capacité de l'économie à s'adapter aux changements.

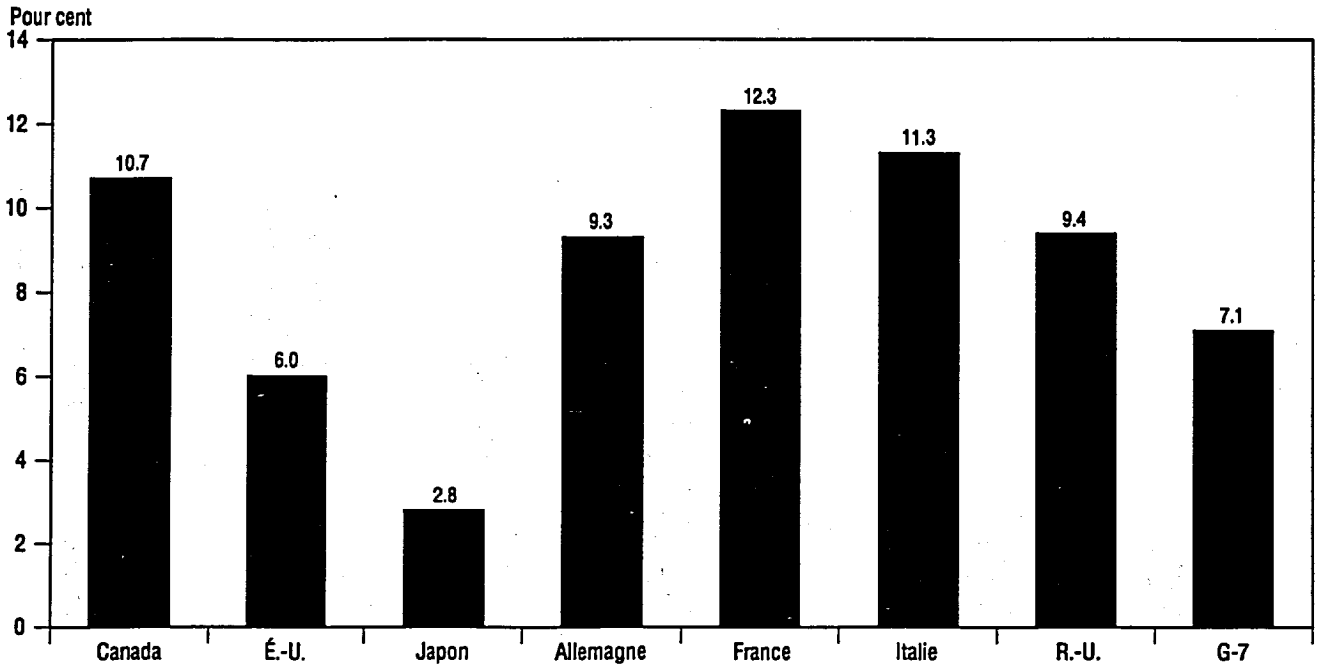
- Le gouvernement fédéral a lancé, de concert avec les autres paliers de gouvernement, un programme national d'infrastructure de 6 milliards \$.
- Les taux de cotisation à l'assurance-chômage seront ramenés au niveau de 1993 pour les années 1995 et 1996, afin de réduire les coûts en main-d'oeuvre des entreprises. Ces diminutions ont été réalisées par des modifications au programme d'assurance-chômage renforçant le lien entre les antécédents de travail et les droits aux prestations d'assurance-chômage.
- Le gouvernement a accru le financement du Conseil national de recherches en 1994-1995 ainsi que les fonds réservés à la recherche en milieu universitaire en 1995-1996.
- Le nécessaire est fait pour s'assurer que le Canada saisit les possibilités liées à la mise en place et à l'exploitation d'une autoroute nationale de l'information.
- Le Réseau technologique canadien et le Programme de partenariats technologiques sont maintenant une réalité. Ils visent à aider la PME à commercialiser les nouvelles technologies.
- Pour s'attaquer au problème du chômage chez les jeunes, le gouvernement travaille à l'élaboration du Programme de jeunes stagiaires dont l'objectif est d'offrir des possibilités d'éducation structurée. En outre, le Service jeunesse est mis sur pied pour permettre aux jeunes sans emploi de vivre des expériences de travail communautaire et faciliter le passage de l'école au travail.

Troisièmement, en collaboration avec les provinces et de concert avec d'autres intéressés, le gouvernement entreprend un examen en profondeur du système de sécurité sociale du Canada. Dans le cadre de cet examen, des fonds ont été mis de côté pour des initiatives stratégiques prises conjointement par les deux paliers de gouvernement pour étudier les façons d'axer davantage les programmes canadiens de soutien du revenu sur les emplois. Le but ultime de ces réformes est de créer un système qui soit adapté aux réalités d'aujourd'hui, en multipliant les débouchés et les stimulants, tout en maintenant la sécurité du revenu pour ceux qui en ont besoin.

Dans le cadre de cette approche, le Groupe de travail sur le temps de travail et la répartition du travail a été créé. Sous la direction du ministre du Développement des ressources humaines, le groupe a pour tâche d'aider le gouvernement à définir les choix qui pourraient aider les Canadiens à établir un meilleur équilibre entre leurs responsabilités professionnelles et familiales, qui accroîtraient l'accès à l'emploi et élargiraient les possibilités d'éducation et de formation.

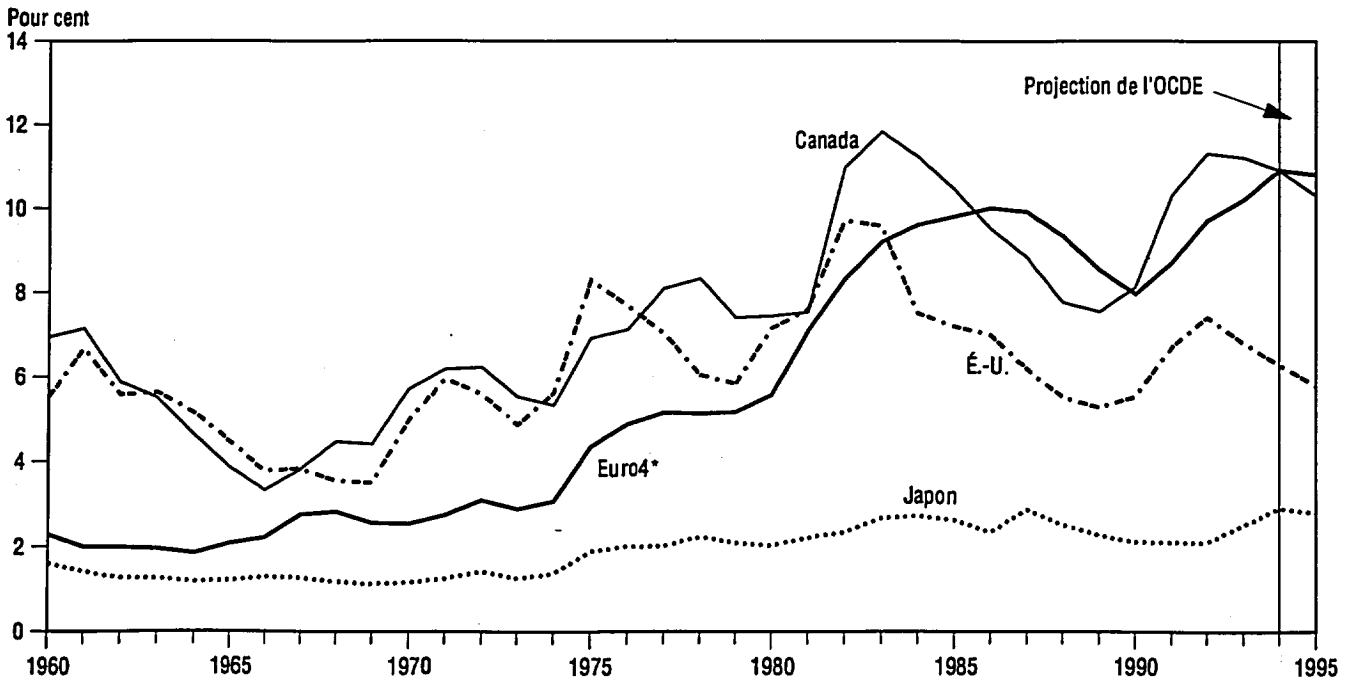
Prises dans leur ensemble, ces politiques stimulent la création d'emplois aujourd'hui et à long terme.

Graphique A
Taux de chômage récents* dans les pays du G-7



*Mai 1994 pour le Canada, les États-Unis et le Royaume-Uni; avril pour les autres sauf l'Italie pour laquelle les données se rapportent au premier trimestre de 1994.
Sources : Base de donnée DRI et Ministère des Finances.

Graphique B
Tendances des taux de chômage dans les pays du G-7

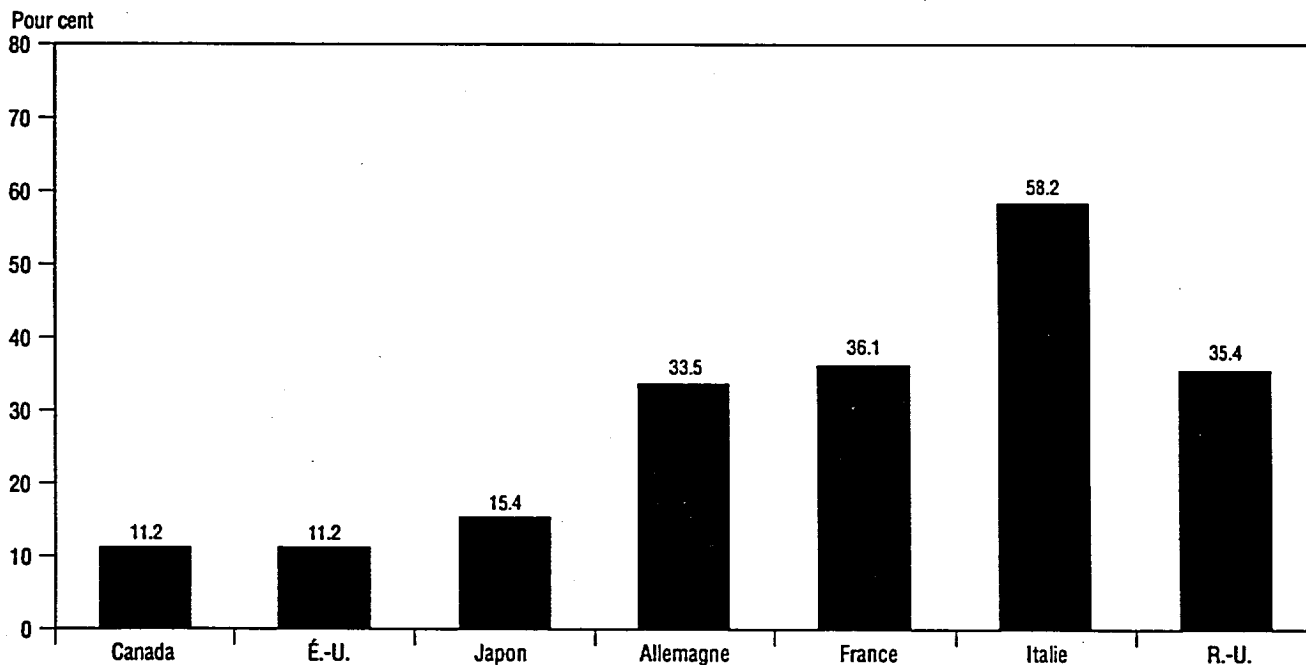


*Euro4 comprend l'Allemagne, la France, l'Italie et le Royaume-Uni.
Source: OCDE.

Graphique C

Incidence du chômage de longue durée dans les pays du G-7

(Pourcentage des sans-emploi depuis au moins 12 mois)

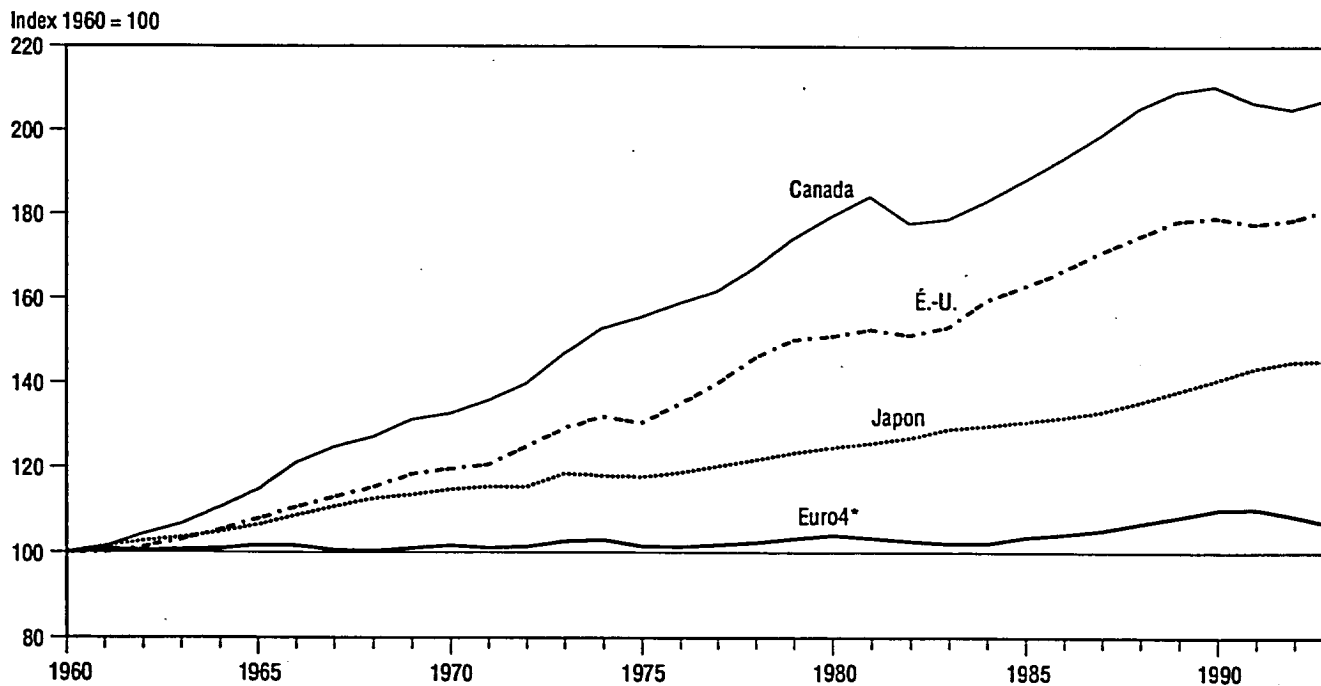


*Les données se rapportent à 1992; toutefois, il existe des données plus récentes pour le Canada (13,8 pour cent en 1993) et pour les États-Unis (11,6 pour cent en 1993).

Source: OCDE.

Graphique D

L'emploi dans les pays du G-7



*Euro4 comprend l'Allemagne, la France, l'Italie et le Royaume-Uni.

Source: OCDE.

Le Canada et les sommets économiques

Historique des sommets

Les sommets économiques annuels sont la composante la plus visible d'un vaste processus de consultation et de coopération auquel participent les sept pays les plus industrialisés. Il existe des liens étroits entre les discussions qui ont lieu durant les sommets et les rencontres du Groupe des Sept Ministres des Finances et les travaux effectués dans d'autres instances internationales dont l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale, et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Ces rencontres et ces instances sont autant d'instruments avec lesquels les gouvernements des pays du G-7 cherchent à analyser et à gérer une économie mondiale de plus en plus interdépendante.

Le Sommet de Naples est l'aboutissement de préparatifs qui se seront étalés sur un an. Les questions inscrites à l'ordre du jour ont été examinées au cours de trois réunions préparatoires des « sherpas », représentants personnels des participants au Sommet. Le représentant personnel du Premier ministre Chrétien est M. Reid Morden, sous-ministre des Affaires étrangères.

Le premier sommet économique, une initiative du Président français, M. Valéry Giscard d'Estaing, a eu lieu à Rambouillet en 1975. Les dirigeants des États-Unis, du Royaume-Uni, de la République fédérale d'Allemagne, du Japon et de l'Italie se sont alors réunis pour discuter des grandes questions économiques de l'heure dans un cadre informel et relativement peu structuré. Le Canada s'est joint au groupe en 1976, au Sommet de Porto Rico, à l'invitation du Président américain, M. Gerald Ford. La Communauté européenne, qui allait devenir l'Union européenne, a reçu le statut d'observateur au Sommet de Londres en 1977; elle est représentée aux sommets par le Président de la Commission européenne.

Les premiers sommets ont été axés sur le redressement économique. Les participants y ont convenu de mesures propres à soutenir une expansion économique stable et à réduire les taux élevés de chômage sans accroître les pressions inflationnistes. Ils ont reconnu en outre qu'il fallait apporter des modifications structurelles aux économies nationales pour faire face à l'augmentation du prix du pétrole et aux nouvelles réalités économiques.

Au début des années 80, la lutte contre l'inflation est devenue une grande préoccupation. Les leaders se sont alors entendus sur la nécessité de restreindre les emprunts de l'État et la croissance de la masse monétaire. Ils ont ensuite cherché à harmoniser leurs politiques pour élargir, renforcer et

soutenir la relance qui a suivi la récession de 1981-1982. Depuis, le maintien de la stabilité économique et de la prospérité par la réduction de l'inflation, des taux d'intérêt et des déficits budgétaires est l'une des grandes priorités des sommets économiques.

Étant donné l'importance grandissante accordée, après le Sommet de Tokyo en 1986, à la coordination des politiques économiques par les pays du Sommet, il a été convenu que les ministres des Finances du Canada et de l'Italie se joindraient à ceux des États-Unis, de la France, du Royaume-Uni, de l'Allemagne et du Japon pour former le Groupe des Sept (G-7). Les ministres, les gouverneurs des banques centrales et les hauts fonctionnaires des pays du G-7 se rencontrent entre les sommets pour discuter des performances et des politiques économiques de leurs pays, ce qui renforce davantage la coopération économique et monétaire.

Après que l'activité économique eut ralenti dans les pays occidentaux en 1990, l'accent a été mis sur les politiques susceptibles de tonifier et de soutenir la reprise à l'échelle mondiale. En 1992, les pays du G-7 se sont entendus sur la nécessité de procéder à des ajustements de leurs marchés du travail afin de lutter contre le chômage élevé. En 1993, les participants au Sommet de Tokyo ont mis en place une stratégie de croissance globale en vue de créer des emplois. Dans le sillage de cette initiative, les États-Unis ont accueilli à Détroit au printemps de 1994 une Conférence sur l'emploi qui a permis aux ministres des pays du G-7 de procéder à un échange de vues et d'expériences sur les moyens de réduire le chômage et de créer des emplois. La réunion ministérielle de l'OCDE à Paris en juin a été l'occasion de nouvelles discussions à ce sujet.

Les leaders du Sommet discutent régulièrement de questions liées au commerce international. De concert avec ses partenaires, le Canada cherche à libéraliser les marchés mondiaux des biens et services.

À l'initiative du Canada et avec l'appui des États-Unis, les dirigeants ont exprimé pour la première fois, à Tokyo en 1986, leur inquiétude au sujet des subventions et des mesures protectionnistes qui faussent les échanges agricoles mondiaux. En conséquence, lorsque se sont amorcées les négociations commerciales multilatérales de l'Uruguay Round en septembre 1986, l'agriculture est devenue l'un des grands points d'un ordre du jour ambitieux qui englobait le commerce des biens et des services, l'adoption de nouvelles règles commerciales et la mise en place d'une organisation commerciale multilatérale pour gérer les ententes négociées.

Bien que les questions macroéconomiques et commerciales aient toujours dominé l'ordre du jour des sommets, d'autres grands dossiers y ont aussi occupé une place importante au fil des ans. Les déclarations des dirigeants sur des problèmes internationaux comme le terrorisme, le trafic des stupéfiants et les atteintes aux droits de la personne attirent l'attention de la communauté

internationale sur ces questions et conduisent souvent à des mesures spécifiques. Ainsi, au Sommet d'Ottawa en 1981, l'attention portée aux relations entre pays développés et les pays en développement a mené au Sommet Nord-Sud de Cancun, au Mexique. Par ailleurs, la sensibilisation croissante aux problèmes environnementaux depuis le Sommet de Toronto en 1988 a influé sur l'issue de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement tenue à Rio de Janeiro en 1992, et elle a fait du jumelage du développement économique et de la protection de l'environnement une priorité internationale.

Les derniers sommets se sont penchés sur la reconstruction de l'Europe centrale et orientale. En 1989, les leaders ont demandé à la Commission des Communautés européennes de faire le nécessaire pour coordonner l'aide aux réformes en Pologne et en Hongrie. Depuis, une assistance coordonnée par le G-24, les membres de l'OCDE, a été offerte à tous les pays de la région.

C'est en 1989 que le Président Mikhaïl Gorbatchev a écrit aux leaders du Sommet pour leur faire part de son objectif d'intégrer l'Union soviétique au système économique international. Au Sommet de Houston en 1990, les dirigeants ont demandé au FMI, à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), à l'OCDE et à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) de procéder à une étude conjointe de l'économie soviétique et de recommander des mesures de réforme. L'année suivante, aussitôt après le Sommet de Londres, les dirigeants ont rencontré le Président Gorbatchev pour discuter de ses plans de réforme. En 1992, après le Sommet de Munich, ils ont rencontré le Président Boris Eltsine afin de passer en revue la situation dans son pays et d'annoncer un plan global d'aide à la Russie. Avant le Sommet de Tokyo en 1993, le G-7 dévoilait un plan assorti d'un budget de 43 milliards \$ US prévoyant le rééchelonnement de la dette, un soutien des mesures de stabilisation par l'entremise du FMI, l'octroi de prêts par l'entremise de la Banque mondiale pour l'exécution de projets et l'importation de produits de première nécessité, ainsi que le financement d'un programme de privatisation.

Depuis quelques années, l'ampleur des sommets du G-7 a semblé disproportionnée par rapport aux résultats obtenus, et bon nombre ont dit douter que ces rencontres puissent déboucher sur des initiatives concrètes. Les sommets sont d'abord et avant tout des rencontres privées entre des leaders élus qui ont pour tâche d'équilibrer les intérêts de leur nation et le besoin d'une approche collective face aux problèmes économiques et politiques de l'heure. Sur certaines questions, les leaders conviennent qu'une action concertée doit venir compléter les initiatives prises, à titre individuel, par leurs gouvernements. Il peut s'agir d'une initiative d'envergure qui retient l'attention du public, le plan d'aide à la Russie et à l'Europe orientale par exemple, ou d'une mesure qui passe inaperçue, comme la création, au Sommet de Munich, d'un fonds pour la sécurité nucléaire doté de crédits de 141,4 millions \$.

La plupart des recommandations de réforme des sommets visent à simplifier la formule et à multiplier les entretiens privés entre les leaders.

Rôle du Canada au Sommet économique

Le Canada s'est joint aux pays du Sommet en 1976, époque d'instabilité et de changement. Le choc pétrolier, l'instabilité des marchés financiers et l'incertitude économique mettaient en relief la nécessité d'un meilleur dialogue et de politiques plus cohérentes entre les grandes démocraties industrialisées. Comme les approvisionnements d'énergie et de matières premières étaient incertains, les abondantes ressources naturelles du Canada avaient une grande importance pour les pays occidentaux.

Nation tributaire du commerce extérieur, le Canada a toujours favorisé une libéralisation progressive des échanges. Toute mesure ou décision ayant un impact sur les taux de change est d'une importance cruciale pour lui; c'est pourquoi il se doit d'être à la table des décideurs.

L'importance pour le Canada de participer aux sommets s'est fait de plus en plus sentir au fil des ans. La mondialisation des finances, du commerce et de l'information durant les années 80 et 90, combinée aux interventions commandées par l'effondrement du bloc soviétique, a accentué la nécessité de la coopération économique internationale. La prospérité et la sécurité du Canada dépendent directement de sa capacité d'influencer les affaires internationales, et son rôle aux sommets économiques restera déterminant. Son engagement reconnu en faveur de l'instauration d'un système international fondé sur le droit ajoute d'ailleurs à la crédibilité de sa participation.

La plus grande utilité des sommets économiques tient probablement au fait qu'ils servent à situer la politique économique des pays du G-7 dans un cadre commun. En montrant à la communauté internationale que les dirigeants des sept grandes économies industrialisées peuvent s'entendre sur une approche concertée de promotion de la croissance économique, les sommets donnent confiance aux milieux d'affaires, aux gouvernements et aux consommateurs partout dans le monde.

Les sommets peuvent aussi servir à promouvoir des enjeux politiques importants pour le Canada. Par exemple, les mesures prises par le G-7 à l'appui des réformes dans les pays de l'ex-Union soviétique et de l'Europe centrale et orientale ont servi la cause de la sécurité dans le monde et assuré une répartition plus équitable des charges entre les donateurs. En retour, le succès des mesures de transition institutionnelle et économique dans ces pays suscite des occasions d'affaires pour les exportateurs et les investisseurs canadiens.

Le Canada peut en outre profiter des sommets pour débattre des questions qui intéressent tout particulièrement les Canadiens. Au Sommet de Londres en 1991, par exemple, il a obtenu que les leaders signent une déclaration très ferme invitant instamment la communauté internationale à protéger les ressources biologiques marines et à respecter les régimes adoptés par les organisations régionales de pêche.

Pays sans passé colonialiste, partisan déclaré du multilatéralisme et important donateur, le Canada a pu jouer un rôle utile d'intermédiaire entre les grandes puissances industrielles et les pays moins développés. Il s'est par ailleurs servi des sommets pour promouvoir plusieurs initiatives au profit des pays moins développés, comme la proposition qu'il a faite au Sommet de Toronto en 1988 de rééchelonner leur dette à des conditions plus favorables.

Le Canada accueillera le prochain sommet économique à Halifax, en Nouvelle-Écosse, à l'été de 1995. Il aura alors une occasion privilégiée d'orienter les discussions du G-7 sur les questions d'importance nationale et internationale, alors même que la distinction entre les deux s'estompe de plus en plus. Le Canada a déjà été l'hôte de deux sommets, à Montebello (Québec), près d'Ottawa, en 1981 et à Toronto en 1988.

La situation économique mondiale

Il y a eu, depuis un an, une amélioration marquée de la situation économique et des perspectives à court terme dans les principaux pays industrialisés. La relance s'est confirmée en Amérique du Nord et au Royaume-Uni. Elle a d'ailleurs été particulièrement vive aux États-Unis. Les économies du Japon et des pays de l'Europe continentale semblent avoir touché le fond et montrent des signes encourageants de reprise.

Aux États-Unis, la reprise modeste constatée au moment du dernier sommet s'est considérablement accélérée et les décideurs se concentrent maintenant sur des mesures susceptibles de soutenir la croissance en prévenant toute nouvelle flambée inflationniste. Les économies européennes pour leur part semblent réagir aux réductions des taux d'intérêt amorcées il y a près de deux ans. Toutefois, l'emploi a connu une progression lente de façon générale et dans certains cas a même régressé. Les taux de chômage sont donc restés à des niveaux inacceptables et il se peut qu'ils continuent d'augmenter au cours de l'année dans certains pays du G-7. Au Japon, la croissance est toujours handicapée par la baisse des valeurs d'actif et les effets négatifs de l'appréciation du yen sur la compétitivité à l'échelle internationale.

En moyenne très forte, la croissance dans les pays en développement a tout de même beaucoup varié d'une région à l'autre. L'Asie continue d'afficher une croissance robuste, alimentée par de hauts niveaux d'investissement dans les économies dynamiques de l'Asie orientale, y compris celles de la Chine, de la Corée et des pays du sud-est asiatique. Les pays africains sont ceux qui ont connu les taux de croissance les plus faibles, mais leurs perspectives semblent s'être améliorées par suite des récentes réformes économiques. Les pays en développement de l'hémisphère occidental continuent de croître à un rythme qui correspond environ à la moitié du taux moyen de croissance de l'ensemble des pays en développement. La croissance au Moyen-Orient a ralenti par rapport au rythme rapide de 1992, en partie à cause du recul des cours pétroliers.

Les anciennes économies à planification centrale des pays de l'est de l'Europe et de l'ex-Union soviétique continuent de supporter les coûts de transition associés à leur transformation en économies de marché. Depuis le début des réformes économiques, la production a fléchi de façon marquée dans ces pays. Il faut cependant noter que les données officielles ne reflètent généralement pas la croissance explosive qu'y connaît le secteur privé naissant. En outre, certains signes donnent à penser que la production s'est stabilisée dans les pays de l'Europe centrale et que la croissance devrait être sur le point de reprendre après quatre ans de déclin. Dans nombre de républiques de l'ex-Union soviétique, la situation est moins reluisante; la production continue de fléchir et l'inflation reste élevée en raison de l'approche sporadique des réformes économiques.

L'inflation dans les grands pays industrialisés a continué de reculer pour une troisième année consécutive. Elle est passée de 3,1 % en 1992 à 2,8 % en 1993. En 1993, le taux d'inflation au Canada a été de 1,8 % en moyenne, soit le plus faible des pays du G-7 (après celui du Japon). Dans le monde en développement, l'inflation est restée élevée dans l'hémisphère occidental et dans les pays de l'ex-Union soviétique. C'est en Asie qu'elle a été la plus faible.

En 1993, les écarts de croissance entre les pays ont contribué à un accroissement substantiel des déséquilibres des balances courantes, notamment en ce qui concerne le solde excédentaire du Japon et le solde déficitaire des États-Unis. Les exportations américaines ont été limitées par la croissance plus faible des principaux partenaires commerciaux des États-Unis, alors qu'une forte demande intérieure stimulait les importations. Le Fonds monétaire international (FMI) prévoit que le déficit de la balance courante des États-Unis augmentera en 1994 et en 1995.

Il y a eu une certaine agitation sur les marchés financiers internationaux cette année après que la Réserve fédérale américaine eut décidé en février de relever les taux publics d'intérêt à court terme afin de prévenir une remontée de l'inflation. Ce relèvement a provoqué de fortes hausses des taux à long terme dans la plupart des pays industrialisés, y compris le Canada, où il y a peu de signes d'un recul de ces taux. Le dollar américain a faibli par rapport au yen et au deutsche mark, en partie par suite de l'accroissement du déficit de la balance courante américaine ainsi que des incertitudes parmi les investisseurs concernant l'importance de nouvelles hausses dont pourrait décider la Réserve américaine et le moment qu'elle choisirait pour intervenir.

L'amélioration des perspectives de croissance soutenue et le recul du chômage demeurent le double objectif de la politique économique au sein des pays du G-7. À cette fin, les pays du G-7 continuent d'appuyer l'initiative coopérative de croissance qu'ils ont adoptée au dernier sommet et qui met l'accent sur le renforcement des politiques macroéconomiques et des réformes structurelles se renforçant mutuellement. Des mesures concrètes ont été prises, conformément à ce programme, pour créer des conditions propices au maintien de faibles taux d'intérêt et à une période prolongée de croissance non inflationniste.

Dans sa lutte contre son déficit budgétaire, l'Administration américaine a pris des mesures sérieuses qui ont entraîné une réduction sensible des taux d'intérêt à long terme et contribué à une remontée de l'investissement. Les récentes fluctuations sur les marchés des capitaux internationaux ont cependant annulé une partie des progrès réalisés. En dépit de la vive réaction des investisseurs plus tôt cette année, quand la Réserve fédérale a augmenté ses taux d'intérêt, la politique monétaire de cette dernière vient à point nommé. En intervenant maintenant pour prévenir des pressions inflationnistes, la Réserve fédérale aide à soutenir la croissance et la création d'emplois.

Le Japon se distingue des autres grands pays industrialisés par le fait qu'il est entré en récession avec un faible niveau d'endettement. Il a mis à profit la marge de manoeuvre que lui donnait cette situation pour adopter trois grands trains de mesures de stimulation. Certains signes récents permettent de croire que ces mesures, en stimulant la demande intérieure, ont amélioré les chances de redressement de l'économie japonaise et de réduction de l'excédent de la balance courante.

En Allemagne, une baisse des pressions inflationnistes sous-jacentes et les progrès au chapitre de la réduction du déficit ont permis un recul important des taux d'intérêt au cours des deux dernières années. Cette évolution a permis un allègement des conditions monétaires dans l'ensemble de l'Europe ainsi qu'une reprise graduelle de l'économie allemande.

Le Canada contribue à l'initiative de croissance du G-7. Le récent budget a introduit une stratégie globale destinée à permettre au Canada d'abaisser son déficit à 3 % du PIB d'ici à 1996-1997. Le gouvernement s'est également engagé à prendre d'autres mesures par la suite pour éliminer le déficit. Ces mesures stimuleront la croissance et l'emploi en réduisant de façon durable les taux d'intérêt à long terme.

Une saine politique monétaire a aussi conduit à une réduction soutenue de l'inflation et a aidé à créer les conditions propres à une croissance durable. L'engagement qu'a pris le Canada d'atteindre des objectifs spécifiques en matière d'inflation, objectifs qu'il a récemment reconfirmés et prolongés jusqu'à la fin de 1998, constitue une indication supplémentaire de la volonté du Canada de poursuivre ces politiques.

Les gouvernements des pays du G-7 reconnaissent que même si la mise en oeuvre de ces saines politiques macroéconomiques contribuera sans aucun doute à l'amélioration des perspectives de croissance durable, il faudra aussi procéder à des réformes structurelles pour résorber les taux inacceptables de chômage. À la conférence des G-7 sur l'emploi, tenue à Détroit en mars dernier, les ministres ont convenu de l'importance de réformes qui accentueraient la souplesse des marchés du travail et de la nécessité de lever les obstacles, de nature fiscale et réglementaire, à la création d'emplois sous l'impulsion du secteur privé.

Le Canada prend des mesures en ce sens. Le gouvernement est déjà intervenu pour réduire les désincitations à l'emploi dans le système canadien d'assurance-chômage. L'amélioration du fonctionnement des marchés du travail est l'un des principaux objectifs de l'actuel examen de notre régime d'aide sociale. Nous avons l'intention de faire de la formation une priorité et d'utiliser le changement technologique de façon à assurer la hausse du niveau de vie.

Les efforts des administrations du G-7 jetteront les assises d'une croissance mondiale plus vigoureuse et plus durable. Dans son rapport, *Perspectives de l'économie mondiale*, le FMI prévoit que la croissance dans les pays du G-7 sera en moyenne de 2,5 % cette année ainsi qu'en 1995, soit une hausse par rapport à une croissance de 1,5 % l'an dernier. Il prévoit aussi qu'elle connaîtra une progression sensible dans les autres pays industriels. Dans les pays en développement, le rythme de croissance devrait continuer d'être vif et atteindre en moyenne 5,5 % cette année. Globalement, la production des anciennes économies à planification centrale devrait subir une contraction d'environ 6 % cette année. Le FMI prévoit cependant que la croissance reprendra au rythme de 1,5 % l'an prochain.

Les prévisionnistes, dont le FMI, s'entendent pour dire que le Canada affichera l'un des plus forts taux de croissance au sein du G-7 cette année et qu'il sera en tête de liste en 1995. Selon le FMI, le PIB réel canadien devrait augmenter de 3,5 % en 1994 et de 4,1 % en 1995. En outre, le taux d'inflation devrait rester l'un des plus faibles du G-7.

Le Canada, l'Uruguay Round et l'Organisation mondiale du commerce

Le Canada, qui est l'un des pays du monde dépendant le plus du commerce, avait à coeur de voir aboutir les Négociations commerciales multilatérales de l'Uruguay Round, non seulement parce qu'elles promettaient d'élargir l'accès aux marchés et de renforcer les règles et les institutions commerciales, mais aussi pour voir la croissance intérieure et l'emploi se développer.

Un accord historique mettant fin à sept ans de négociations entre les membres du GATT fut signé à Marrakech (Maroc) en avril 1994. Les signataires doivent maintenant traduire les intentions de cet accord dans les faits. C'est dans cette perspective que s'inscrivent les objectifs commerciaux du Canada au Sommet du G-7. Pour qu'ils se réalisent, cependant, il faut reconnaître d'entrée de jeu deux priorités immédiates : faire adopter des lois nationales efficaces et mettre sur pied une Organisation mondiale du commerce (OMC) forte qui remplacera le Secrétariat du GATT.

Tout d'abord, les 124 pays signataires doivent procéder rapidement à l'adoption des textes législatifs nécessaires à la mise en oeuvre de l'accord de Marrakech. Tant que dure ce processus, c'est important que les gouvernements s'en tiennent à l'esprit et à la lettre de l'accord. Sur ce point, le Canada exhorte ses partenaires du G-7 à résister énergiquement aux pressions internes pour faire plus que le nécessaire, autrement cela pourrait mener à un accroissement, plutôt qu'à une diminution, des obstacles au commerce. La façon dont cette question importante sera résolue déterminera la crédibilité des ententes signées à Marrakech et, au bout du compte, influera sur l'avenir du système commercial multilatéral.

À l'automne, le ministre du Commerce international devrait demander au Parlement d'entériner l'accord de Marrakech et d'approuver l'entrée du Canada à l'OMC. Le Canada, qui a joué un rôle majeur dans l'élaboration de l'OMC, souhaite qu'elle soit une institution qui tienne compte des intérêts de tous.

En outre, le Canada exhorte ses partenaires du G-7 à user de toute leur influence pour que l'OMC soit suffisamment forte pour faire entrer le monde de plain-pied dans le XXI^e siècle et faire contrepoids aux pressions dues à l'incertitude et au protectionnisme économiques. Il est d'ailleurs essentiel que l'OMC fonctionne sans heurts pour pouvoir mener à terme les négociations restées inachevées, notamment en ce qui concerne les services financiers, les télécommunications et les marchés publics.

Il faut aussi décider des conditions d'admission des membres à l'OMC. L'élargissement de l'Organisation ne peut que renforcer le système de commerce réglementé, ce qui sera à l'avantage des pays concernés. Toutefois,

le Canada juge que tout pays qui veut être admis à l'OMC doit se montrer prêt à la transparence et à l'économie de marché, prêt à embrasser les principes fondamentaux du système d'échanges multilatéral et à améliorer de façon réelle l'accès à son marché. Par ailleurs, l'OMC ne devrait pas imposer aux membres aspirants des conditions plus rigoureuses que celles gouvernant les membres actuels.

Le système des échanges est confronté à de nouveaux problèmes qui tiennent aux effets de l'intégration économique mondiale sur les économies nationales. Le rapport entre les politiques d'environnement, de concurrence et d'investissement, les normes de travail, etc. et la dynamique du commerce international sont des questions mal connues et de nature à semer la discorde dans les milieux du commerce mondial. Le Canada n'en est pas moins d'avis que certains principes doivent sous-tendre leur développement.

Par exemple, le Canada n'est pas en faveur des sanctions commerciales comme moyen d'imposer une règle de conduite. Toute considération de justice mise à part, dans notre monde de plus en plus interdépendant, où le seul véritable dénominateur commun est le système des conditions du marché, tous y perdraient à laisser un pays se servir de sa puissance économique pour imposer ses propres règles. Les nations doivent aussi veiller à ce que les nouvelles règles ne deviennent prétexte à un nouveau protectionnisme. À cet égard, le Canada est sensible aux préoccupations des pays développés ou en développement qui craignent de voir leurs exportations se heurter à de nouvelles barrières. Le Canada veut faire en sorte que les règles du système commercial multilatéral complètent les objectifs généraux d'ordre social plutôt que de les défavoriser.

La nouvelle réalité commerciale obéit à l'intégration mondiale qui s'étend au fonctionnement et à l'interaction des grandes institutions multilatérales. La création de l'OMC vient compléter le système multilatéral de reconstruction d'après-guerre esquissé à Bretton Woods — un ensemble de règlements, de méthodes et d'institutions devant assurer le bon fonctionnement de l'économie mondiale. Il faudra que l'OMC, le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et l'Organisation de coopération et de développement économiques travaillent de concert et se complètent, chacun dans sa sphère de compétence.

L'aide canadienne aux économies en transition

Depuis 1989, année où a débuté la transformation radicale de l'Europe centrale et orientale et de l'ex-Union soviétique, le Canada a fourni bilatéralement et multilatéralement à ces pays une aide sur les plans humanitaire et technique, ainsi qu'en matière de sécurité nucléaire.

Les programmes sont administrés par la Direction générale de l'assistance à l'Europe centrale et orientale du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international.

Assistance technique

Le programme canadien d'assistance technique vise à promouvoir la démocratie, à faciliter la transition vers l'économie de marché et à multiplier les liens du Canada avec ces pays dans les secteurs du commerce et de l'investissement.

Lancé en 1989 sous la forme d'un programme de coopération économique avec la Hongrie et la Pologne doté d'un modeste budget de 11,4 millions \$, le programme touche aujourd'hui quatorze pays et il a engagé jusqu'à maintenant des dépenses de 126 millions \$ dans environ 900 projets. Dans chaque cas, l'expertise canadienne correspond à des besoins établis par le gouvernement du pays bénéficiaire. Le développement du secteur privé, l'environnement, l'agriculture, l'énergie ainsi que le développement démocratique et la saine gestion publique sont les secteurs prioritaires.

Le programme met l'accent sur la formation pratique en milieu de travail et sur le transfert de compétences et de savoir-faire. Il favorise les contacts de personne à personne et les projets susceptibles d'avoir un effet au niveau local et mise largement sur les connaissances linguistiques et les liens culturels des groupes ethniques canadiens. L'aide financière canadienne sert de catalyseur; les fonds de contrepartie provenant des organisations et des pays bénéficiaires donne au programme une bien plus grande envergure que si le gouvernement canadien devait en assumer seul le financement.

Le secteur privé canadien y prend une part importante. Entre autre, le programme à frais partagés Renaissance-Europe de l'Est aide les entreprises canadiennes à établir des coentreprises et à exploiter les débouchés possibles en matière de commerce et d'investissement.

Pays de l'ex-Union soviétique

Russie

L'assistance canadienne aux économies en transition — rééchelonnement de la dette, crédits à l'exportation, aide technique et humanitaire — est conforme au cadre établi au Sommet de Tokyo.

Le programme canadien d'assistance technique à la Russie a été lancé au Sommet économique de Londres en juillet 1991. Depuis, quelque 170 projets d'une valeur d'environ 66 millions \$ ont été approuvés. Ce programme, qui fournira 150 millions \$ en aide sur cinq ans, vise six domaines prioritaires : l'énergie, le développement du secteur privé, l'agriculture, le développement démocratique et la saine gestion publique, le développement du Nord, les questions nucléaires et les questions de sécurité.

L'assistance canadienne dans le secteur de l'énergie vise pour l'essentiel la prestation de conseils en matière de réglementation et de législation, la gestion d'entreprise et la formation technique. Le programme de formation de quarante gestionnaires de centrales électriques est l'une des initiatives clés du Canada dans le secteur de l'énergie; il durera deux ans et aura un budget de 2,2 millions \$. Le programme renforcera la capacité de formation interne dans les centrales russes.

Les activités reliées au **développement du secteur privé** comprennent la formation des gestionnaires, les services financiers aux entrepreneurs et le programme Renaissance-Europe de l'Est, dont le but est de promouvoir le commerce et l'investissement entre le Canada et la Russie. Le Canada participe au projet de développement économique de la ville de Zhoukovsky (durée de deux ans et budget de 500 000 \$) qui a pour objectifs de conseiller le milieu des affaires, d'établir un fonds de prêts aux petites entreprises et de former les entrepreneurs. Le Canada participe en outre à la phase-pilote du Fonds de 300 millions \$ financé conjointement par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et le G-7. Il participe aussi au programme spécial de restructuration et de privatisation du G-7 en Russie.

L'aide à l'**agriculture** va à la réforme agraire, aux systèmes de manutention et de distribution des grains et à la création de coopératives rurales. Un projet de coopératives de crédit agricole, d'une valeur de 2,5 millions \$, aide à mettre en place un réseau de vingt coopératives de crédit agricole en Russie rurale et le cadre juridique et réglementaire nécessaire.

Le Canada appuie le **développement démocratique et la saine gestion publique** en Russie sur différents plans : formation en droits de la personne, réforme électorale, fédéralisme, éducation civique et questions féminines. Dans le cadre du Programme des bourses Eltsine pour la démocratie, des fonctionnaires russes viennent effectuer au Canada des stages de formation et de travail au sein d'organismes publics. Le Canada monte un projet de fédéralisme coopératif (durée de deux ans et budget de 2,9 millions \$) afin d'aider les gouvernements centraux et régionaux à instaurer une forme réalisable de fédéralisme coopératif.

La stratégie de **développement du Nord** est axée sur le développement économique et social des Autochtones et les problèmes environnementaux propres au Nord. Au nombre des contributions du Canada figure un

programme de gestion des infrastructures et des travaux publics (durée de trois ans et budget de 1,2 million \$), ayant pour but d'aider le gouvernement de la république de Sakha à gérer ses programmes de travaux publics.

Le Canada intervient dans les questions nucléaires et les questions de sécurité en participant à la reconversion de l'industrie de défense et à la mise sur pied du Centre international pour la science et la technologie de Moscou et du Programme canadien de sécurité nucléaire. L'une de ses principales initiatives est le Programme de sûreté et de génie nucléaires (budget de 8,75 millions \$) qui fournit de l'aide au niveau de l'analyse de la sécurité, des améliorations de la conception et des pratiques opérationnelles.

Ukraine

Le Canada a établi un partenariat spécial avec l'Ukraine, partenariat qui comprend des contacts politiques de haut niveau, une aide économique et un réseau de liens avec des entreprises canadiennes et des Canadiens d'origine ukrainienne.

Le Canada a été un chef de file en ce qui concerne l'assistance technique offerte à l'Ukraine. Depuis l'annonce du programme d'assistance technique au Sommet économique de Londres en 1991, plus de soixante projets bilatéraux d'une valeur globale de 27 millions \$ sont en cours ou ont été réalisés, dont certains dans le cadre du programme Renaissance-Europe de l'Est. Au cours de sa visite en Ukraine en avril, le ministre des Affaires étrangères du Canada a annoncé que le Canada avait décidé d'accroître son aide par un programme d'aide au démantèlement des arsenaux nucléaires (15 millions \$) et par diverses initiatives nouvelles en matière d'assistance technique et humanitaire (11,8 millions \$). Le programme d'assistance technique à l'Ukraine vise six secteurs prioritaires : le développement démocratique et la saine gestion publique, le développement du secteur privé, la santé, l'environnement, l'agriculture, et les questions nucléaires et les questions de sécurité.

L'aide canadienne au développement démocratique et à la saine gestion publique est axée sur le renforcement des institutions démocratiques, le soutien de l'établissement d'un système juridique et judiciaire moderne et la mise en place d'une fonction publique professionnelle. Un programme d'assistance électorale de 2,5 millions \$ a permis à l'Ukraine d'organiser ses premières élections parlementaires démocratiques qui ont été tenues en mars. Par le biais de l'initiative Institut de l'administration publique et gouvernements locaux (durée de trois ans et budget de 4,5 millions \$), le Canada dispense au gouvernement ukrainien des conseils sur les politiques et la formation du secteur public.

Le Canada apporte son soutien au jeune secteur privé de l'Ukraine en fondant des coentreprises, en l'aidant à établir des coopératives de crédit et en prêtant main-forte aux petites et moyennes entreprises. Le programme

Renaissance-Europe de l'Est a fourni des fonds de plus de 1 million \$ à des sociétés canadiennes, sur la base du partage des coûts, pour appuyer des études de faisabilité, établir des coentreprises et faire de la formation dans certaines entreprises.

L'aide canadienne à la santé est axée sur les soins dispensés aux mères et aux bébés, sur la réforme du secteur de la santé et le contrôle réglementaire des programmes de vaccination. Le projet médical *Osvita*, dont la réalisation sera échelonnée sur deux ans et qui est doté d'un budget de 2,5 millions \$, permet à 120 médecins canadiens bénévoles de donner à leurs homologues ukrainiens la formation voulue pour dispenser de meilleurs traitements aux mères et à leurs bébés. Le Canada aide aussi l'Ukraine à élaborer une stratégie nationale de réforme du secteur de la santé.

L'aide du Canada à l'environnement se traduit par un programme de développement de la gestion de l'environnement (durée de trois ans et budget de 5 millions \$). Le programme permettra à l'Ukraine de s'attaquer à sa priorité environnementale la plus pressante, l'assainissement du Dniepr.

Les principaux domaines d'aide canadienne à l'agriculture comprennent la préparation de cours à l'intention des gestionnaires d'exploitations agricoles et leur formation, les transferts de technologie, la formation en agro-alimentaire et le développement d'un système cadastral. De plus, un projet de gestion de l'industrie laitière (durée de deux ans et budget de 630 000 \$) aide les exploitants laitiers à moderniser leurs opérations.

Afin d'apporter son aide aux questions nucléaires et aux questions de sécurité, le Canada contribue à mettre sur pied un centre pour la science et la technologie en Ukraine. Il compte fournir une assistance au secteur nucléaire civil dans le cadre de son Programme de sécurité nucléaire et du nouveau programme d'aide au démantèlement des arsenaux nucléaires (durée de trois ans et budget de 15 millions \$), programmes qui font partie des mesures adoptées par les pays occidentaux pour procéder au démantèlement en Ukraine.

Kazakhstan

C'est en 1993 que le Canada a commencé son programme d'assistance technique au Kazakhstan; le programme porte sur des secteurs à grand potentiel commercial et des secteurs où le Canada a les compétences et la technologie voulues, comme le pétrole et le gaz, l'exploitation minière et l'agriculture. Plus de dix projets d'une valeur globale de 1,2 million \$ ont été approuvés, et des fonds additionnels de 900 000 \$ ont été affectés par l'entremise d'institutions multilatérales.

Pays baltes

Depuis 1991, le gouvernement du Canada a engagé plus de 14 millions \$ dans l'assistance technique à l'Estonie, à la Lettonie et à la Lituanie. Ces fonds sont destinés à financer plus de quatre-vingt projets, surtout dans cinq secteurs prioritaires : le développement démocratique et la saine gestion publique, l'agriculture, l'éducation, la santé ainsi que le commerce et l'investissement. Au nombre des grandes initiatives en cours, se trouvent un projet de 2,4 millions \$ pour la formation des fonctionnaires en matière de politique économique et un projet d'assistance municipale de 1,2 million \$ pour Riga, Tallinn et Vilnius.

Europe centrale et orientale

Pologne

Le programme canadien d'assistance technique à la Pologne a débuté en 1989. Plus de quatre-vingt-dix projets, d'une valeur approximative de 14 millions \$, sont en cours ou ont été réalisés. Le Canada a aussi fourni une aide alimentaire d'environ 12 millions \$ en 1989-1990. Le développement du secteur privé, l'agriculture, le développement démocratique et la saine gestion publique ainsi que le commerce et l'investissement constituent des secteurs clés du programme. Le Fonds des entrepreneurs Canada-Pologne, d'une valeur de 32 millions \$, qui a récemment été annoncé, représente une initiative majeure destinée à soutenir le développement du secteur privé.

Hongrie

En 1989, au moment du lancement du programme canadien d'assistance technique à la Hongrie, ce pays est devenu le deuxième de la région, après la Pologne, à recevoir une telle assistance du Canada. Environ 110 projets, d'une valeur totale de plus de 13,7 millions \$, sont en cours ou ont été réalisés. Le développement du secteur privé, les institutions financières, le commerce et l'investissement, l'environnement ainsi que le développement démocratique et la saine gestion publique comptent parmi les domaines prioritaires. Le secteur privé canadien s'est montré très intéressé à investir en Hongrie; trente-cinq projets, d'une valeur de près de 1,2 million \$, ont été approuvés dans le cadre du programme Renaissance-Europe de l'Est.

République tchèque et Slovaquie

Le programme canadien d'assistance technique à la République fédérale tchèque et slovaque (RFTS) a été établi en 1990. Environ 125 projets, d'une valeur de près de 12 millions \$, ont été approuvés. Par suite de la dissolution de la RFTS et de la proclamation de deux républiques distinctes en janvier 1993, le Canada a mis en place deux programmes distincts : l'un pour la République fédérale tchèque et l'autre pour la Slovaquie. L'énergie, l'environnement, les transports, les télécommunications, le développement démocratique et la saine gestion publique, ainsi que le commerce et

l'investissement comptent parmi les secteurs prioritaires en République tchèque. En Slovaquie, on met l'accent sur l'énergie, l'environnement, l'agriculture, le développement démocratique et la saine gestion publique ainsi que sur le commerce et l'investissement.

Roumanie

Depuis la création en 1991 du programme canadien d'assistance technique à la Roumanie, quelque cinquante projets, d'une valeur de 11 millions \$, ont été approuvés. La privatisation, les institutions financières, le développement démocratique et la saine gestion publique ainsi que le commerce et l'investissement constituent les secteurs d'intervention prioritaires. Étant donné l'importance des investissements canadiens dans le domaine de l'énergie nucléaire en Roumanie, la sécurité nucléaire et l'aide à la réglementation ont aussi bénéficié d'un soutien dans le cadre du programme.

Programmes régionaux

Le programme d'assistance technique du Canada comprend un certain nombre de projets régionaux pouvant répondre à des besoins communs tout en profitant d'économies d'échelle.

Depuis 1989, le Canada a approuvé le financement de cinquante projets. D'une valeur de près de 23 millions \$, ce financement inclut des contributions à des organisations multilatérales. Les projets viennent compléter les programmes bilatéraux d'assistance technique dans la région et comprennent des initiatives spéciales de personne à personne dans le cadre desquelles des volontaires canadiens se rendent dans la région pour y travailler dans différents secteurs.

Assistance humanitaire

Au début de 1994, l'assistance humanitaire consentie par le Canada aux pays de la région a passé le cap du 100 millions \$. La moitié de cette assistance a été acheminée en ex-Yougoslavie par l'entremise des agences internationales de secours. Les fonds ont été utilisés pour acheter de l'aide alimentaire au Canada et pour appuyer le travail de la Croix-Rouge et des institutions spécialisées des Nations Unies qui s'occupent des personnes déplacées, des femmes et des enfants victimes de violences sexuelles et d'autres civils touchés par la guerre.

Le Canada a beaucoup contribué au programme Assistance-solidarité de la Croix-Rouge pour la Russie, l'Ukraine, les pays baltes et d'autres pays de l'ex-Union soviétique. Des médicaments et des fournitures médicales d'une valeur de 25 millions \$ ont été fournis à des maternités et à des hôpitaux pour enfants ainsi qu'au Programme des infirmières visiteuses de la Croix-Rouge en Russie et en Ukraine. De plus, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a reçu une somme de 8,5 millions \$ afin d'exécuter un programme de vaccination en Russie, en Ukraine et en Biélorussie.

La région transcaucasienne de l'ex-Union soviétique a aussi reçu de l'aide humanitaire; les contributions versées atteignent près de 6 millions \$, dont la moitié pour les victimes des conflits en Géorgie.

Sécurité nucléaire

La création du Programme canadien de sécurité nucléaire a été annoncée en juin 1992. Le Canada y a affecté 30 millions \$ sur trois ans pour les activités tant bilatérales que multilatérales. Il participe aux côtés d'autres pays au travail fait pour améliorer la sécurité des réacteurs nucléaires de conception soviétique dans les pays d'Europe centrale et orientale et de l'ex-Union soviétique. La BERD s'est dotée d'un compte de sécurité nucléaire pour financer les projets ne faisant pas partie de programmes bilatéraux. Le Canada y a versé 7,5 millions \$.

Les fonds canadiens d'aide bilatérale seront dépensés dans trois secteurs : la sécurité nucléaire, l'aide à la réglementation et la gestion des services publics. Les principaux bénéficiaires sont la Russie, l'Ukraine et la Lituanie où se trouvent de vieux réacteurs de type RBMK de conception soviétique semblables aux réacteurs de Tchernobyl.

Aide multilatérale

La Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), le Fonds monétaire international (FMI) et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ont établi des programmes d'investissement dans les pays de la région et ils leur offrent une aide économique et de l'assistance technique.

En plus de ses apports de capital aux programmes d'investissement des banques de développement, le Canada participe aux programmes multilatéraux d'aide économique et d'assistance technique en finançant des projets et des activités et en mettant son expertise à la disposition des intéressés. Les fonds de fiducie suivants ont été établis :

- À la BERD, le Fonds canadien de coopération technique permet à la Banque d'engager des consultants canadiens dans le cadre de ses projets. Le Canada a versé au fonds 2,4 millions \$ depuis sa création en décembre 1991.
- À la BIRD, le Fonds canadien de coopération technique créé en juin 1992 permet à la Banque d'engager des consultants canadiens dans le cadre de missions à court terme reliées à ses projets. Le Canada y a versé 3,4 millions \$.

- Toujours à la BIRD, un fonds distinct de 1 million \$ sert à appuyer la participation canadienne à des projets dans le secteur du pétrole et du gaz dans les pays de l'ex-Union soviétique.
- Depuis janvier 1992, des contributions totalisant plus de 1 million \$ ont été versées au Centre pour la coopération avec les économies européennes en transition de l'OCDE.

Financement du commerce

Par l'entremise de la Société pour l'expansion des exportations (SEE) et de la Commission canadienne du blé (CCB), le Canada a accordé aux pays d'Europe centrale et orientale et de l'ex-Union soviétique des lignes de crédits et d'autres modalités de financement du commerce devant servir à l'achat de différents biens et services. Il a également garanti des emprunts au titre de la balance des paiements dans le cadre d'une initiative du G-24.

Russie

- Ligne de crédit de 1,5 milliard \$ US de la CCB.
- Ligne de crédit de 150 millions \$ de la SEE pour l'achat de produits alimentaires autres que le blé.
- Ligne de crédit de 100 millions \$ de la SEE pour l'achat de biens et services canadiens.
- Ligne de crédit de 30 millions \$ de la SEE pour l'achat de matériel et de services médicaux, sanitaires et éducatifs destinés à des enfants et à des jeunes.

Ukraine

- Ligne de crédit de 50 millions \$ de la SEE.

Kazakhstan

- Financement du commerce de 20 millions \$ de la SEE.

Pays baltes

- Lignes de crédit de 10 millions \$ accordées par la SEE à l'Estonie, à la Lettonie et à la Lituanie.
- Assurance à court terme disponible auprès de la SEE.

Pologne

- Assurance à court terme disponible auprès de la SEE.

Hongrie

- Ligne de crédit de 15 millions \$ US de la SEE.
- Financement ponctuel additionnel, à moyen et à long termes, disponible auprès de la SEE.
- Garanties d'emprunt au titre de l'aide à la balance des paiements de 13,5 millions \$.

République tchèque

- Deux lignes de crédit de la SEE totalisant 30 millions \$ US.
- Financement ponctuel additionnel, à moyen et à long termes, disponible auprès de la SEE.
- Assurance à court terme disponible auprès de la SEE.

Slovaquie

- Ligne de crédit de 5 millions \$ US de la SEE.
- Financement ponctuel additionnel, à moyen et à long termes, disponible auprès de la SEE.
- Assurance à court terme disponible auprès de la SEE.

Roumanie

- Ligne de crédit de 4,8 millions \$ US de la SEE.
- Crédits de la SEE totalisant 334 millions \$ pour le projet de Cernavoda.
- Financement ponctuel additionnel, à moyen et à long termes, disponible auprès de la SEE.
- Assurance à court terme disponible auprès de la SEE.
- Garanties d'emprunt au titre de l'aide à la balance des paiements de 24 millions \$.

Bulgarie

- Garanties d'emprunt au titre de l'aide à la balance des paiements (à venir) de 10 millions \$.
- Assurance à court terme disponible auprès de la SEE.

Slovénie

- Financement ponctuel additionnel, à moyen et à long termes, disponible auprès de la SEE.
- Assurance à court terme disponible auprès de la SEE.

L'ex-Yougoslavie

La communauté internationale s'efforce toujours de mettre fin aux combats en ex-Yougoslavie. Pendant sa visite aux Casques bleus canadiens en Bosnie-Herzégovine, en juin 1994, le Premier ministre Jean Chrétien a insisté sur le fait que le Canada était déterminé à ce qu'on en arrive à un cessez-le-feu et un accord de paix durables.

Bien qu'un accord global soit encore hors de portée, plusieurs événements encourageants se sont produits au cours de l'année, notamment la signature à Washington le 18 mars de l'accord sur la fédération des communautés musulmanes et croates en Bosnie-Herzégovine. Cet accord a été suivi d'un cessez-le-feu qui a mis un terme à quelques-uns des combats les plus intenses en Bosnie et jeté les bases de la réconciliation entre ces anciens alliés.

D'autres cessez-le-feu ont aussi donné lieu à un optimisme réservé. Le pilonnage constant et la destruction de Sarajevo ont pris fin avec le cessez-le-feu et la création de la zone d'exclusion des armes lourdes en février 1994. Au mois d'avril, le cessez-le-feu et la création d'une autre zone semblable à Gorazde ont stoppé l'assaut sur cette enclave orientale.

Au début de juin, les Bosniaques ont signé une trêve de quatre semaines, au cours de laquelle des médiateurs internationaux, y compris le « groupe de contact » des pays conjuguant les efforts des Nations Unies, de l'Union européenne, des États-Unis et de la Russie, ont tenté d'amener les parties à négocier un accord global. On espère que ces négociations progressent suffisamment pour que la trêve d'un mois soit prolongée.

En Croatie, un cessez-le-feu a été signé le 29 mars par le gouvernement croate et les forces de la communauté serbe de Croatie, qui contrôle près de 30 % du territoire croate. Les prochains pourparlers en vue d'un accord négocié porteront sur les questions économiques et politiques.

Malheureusement, l'an dernier, la mort et la souffrance ont été le lot constant d'innocents civils dans de nombreuses régions de l'ex-Yougoslavie. Le Canada a continué de fournir de l'aide humanitaire aux victimes du conflit, notamment des soins médicaux spécialisés inexistantes en Bosnie, dont ont bénéficié près de vingt personnes. Les contributions du Canada depuis l'automne 1991 se chiffrent à près de 50 millions \$.

En outre, le Canada continue de fournir des appareils des Forces canadiennes afin d'assurer le ravitaillement de la population de Sarajevo. Plus de 1 250 vols de secours ont permis de transporter quelque 18 000 tonnes d'aliments et de fournitures médicales. Des Casques bleus canadiens sont toujours en Bosnie-Herzégovine et en Croatie et quarante-cinq agents de la GRC servent de policiers dans toute l'ex-Yougoslavie.

Les sanctions internationales contre la Serbie et le Monténégro se poursuivent; elles visent à persuader le gouvernement de Belgrade de retirer son appui aux politiques des leaders serbes bosniaques. Le Canada applique pleinement ces sanctions et participe aux efforts multinationaux pour les faire respecter dans la mer Adriatique et les pays avoisinants. Le Canada a délégué le chef d'équipe et cinq autres agents des douanes canadiennes auprès de la Mission d'assistance en matière de sanctions dans l'ex-république yougoslave de Macédoine.

On continue de porter atteinte aux droits de la personne dans bien des régions de la Bosnie-Herzégovine, surtout celles contrôlées par les Serbes bosniaques. En septembre 1993, l'Assemblée générale de l'ONU a élu M^e Jules Deschênes, éminent juge canadien, ainsi que dix autres magistrats pour former le Tribunal international chargé de juger les crimes de guerres commis en ex-Yougoslavie. Des enquêteurs canadiens ont aidé la Commission d'experts des Nations Unies à réunir des preuves qui pourront être invoquées devant le Tribunal.

Depuis un an, l'ONU et l'OTAN ont continué de conjuguer leurs efforts pour mettre en oeuvre les décisions du Conseil de sécurité. En août 1993, ainsi qu'en janvier, février et avril 1994, le Conseil de l'Atlantique Nord a autorisé les forces de l'OTAN à recourir au besoin à ses forces aériennes pour protéger les Casques bleus en Bosnie et en Croatie, assurer la relève, par les troupes danoises, des Casques bleus canadiens à Srebrenica, rouvrir l'aéroport de Tuzla et veiller au respect des zones d'exclusion décrétées autour de Sarajevo et de Gorazde. Les appareils de l'OTAN continuent aussi d'assurer le respect de la zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Bosnie-Herzégovine.

En février 1994, les avions de l'OTAN ont abattu quatre appareils serbes dans la zone d'exclusion aérienne. En avril, les appareils de l'OTAN ont assuré une protection aérienne serrée aux troupes onusiennes sous attaque directe à Gorazde.

De concert avec ses partenaires internationaux, le Canada continuera de rechercher des solutions négociées aux divers conflits qui déchirent l'ex-Yougoslavie, de fournir de l'aide humanitaire aux innocentes victimes des combats et de participer aux efforts de reconstruction et de relèvement.

Le Canada s'est engagé à garder ses forces de maintien de la paix en ex-Yougoslavie pour le reste de son mandat, qui arrive à échéance le 30 septembre 1994. Le Canada fondera sa décision de maintenir ou non sa participation au-delà de cette date à la lumière de la situation.

La sécurité nucléaire

Plus de 17 % de l'électricité mondiale provient de centrales nucléaires. Comme elle ne génère pas de gaz à effet de serre, l'énergie nucléaire ne contribue pas au réchauffement de la planète. Si les centrales nucléaires fonctionnent en toute sécurité, l'électronucléaire restera une des sources importantes d'approvisionnement en énergie. Au Canada, ces centrales fournissent 16 % des besoins en électricité; en Ontario, cette proportion est de 60 %.

L'électronucléaire est une source d'énergie d'importance dans les pays de l'ex-Union soviétique et de l'Europe centrale et orientale. Dans bon nombre de ces pays, les centrales nucléaires produisent une proportion importante de l'électricité même si, globalement, elles ne fournissent que 12 % de l'électricité dans les pays de l'ex-Union soviétique et entre 25 et 50 % en Europe centrale et orientale.

Depuis la catastrophe de Tchernobyl en 1986, la sécurité des réacteurs soviétiques de type RBMK et des réacteurs de type VVER de la première génération inspire de plus en plus de craintes au fur et à mesure qu'on obtient de nouvelles informations. Ces réacteurs sont toujours utilisés en ex-Union soviétique et en Europe centrale et orientale afin de satisfaire des besoins urgents. Comme l'a montré l'accident de Tchernobyl, ces installations font courir des risques à nombre de pays en Europe et ailleurs.

Ces préoccupations ont amené les pays du G-7 à prendre une initiative en matière de sécurité nucléaire au Sommet de Munich en 1992 afin d'aider les pays de l'ex-Union soviétique et de l'Europe centrale et orientale à améliorer la sécurité de leurs réacteurs et à renforcer la réglementation. Le Groupe des Vingt-Quatre, choisi pour coordonner les activités menées dans le cadre de cette initiative, s'est avéré particulièrement efficace, surtout lorsqu'il s'est agi de réunir des experts de l'Est et de l'Ouest pour résoudre les problèmes techniques et établir les priorités dans le domaine de la sécurité.

C'est aussi dans le prolongement de l'initiative du G-7 en matière de sécurité nucléaire qu'un compte multilatéral de sécurité nucléaire a été créé à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). Ce compte sert à financer des projets urgents que ne couvrent pas d'autres programmes d'aide. Les donateurs ont déjà engagé 58 millions d'ECU pour deux grands projets : la centrale nucléaire de Kozloduy en Bulgarie et celle d'Ignalina en Lituanie. Il est prévu de fermer ces deux centrales d'ici quelques années, mais les donateurs craignent que les engagements pris ne puissent être honorés en raison de pressions économiques.

Les projets à venir en Russie épuiseront probablement les contributions de 132 millions d'ECU versées au compte de sécurité nucléaire. S'il est jugé essentiel de venir en aide à l'Ukraine, il faudra modifier les priorités ou changer le niveau des contributions. Le Canada a versé 7,5 millions \$ (4,7 millions d'ECU) sur les 30 millions \$ engagés dans l'Initiative canadienne en matière de sécurité nucléaire juste avant le Sommet de Munich en 1992. L'Initiative canadienne fera appel à l'expertise du Canada dans la technologie CANDU car elle utilise des réacteurs à tubes de force qui ont des affinités avec les réacteurs RBMK russes. Depuis deux ans, des experts canadiens collaborent avec un consortium international et avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) qui, l'un et l'autre, travaillent à l'évaluation de la sécurité du RBMK et à l'étude des sujets de préoccupation et des mesures correctrices possibles.

Les projets bilatéraux menés dans le cadre de l'Initiative canadienne avec la Russie, l'Ukraine et la Lituanie comprennent des programmes d'assistance technique, d'améliorations techniques à la conception du RBMK, de procédures de sécurité et de formation en matière de réglementation. Dans le cadre du programme de sûreté et de génie nucléaires qu'entreprend Énergie atomique du Canada Limitée, une équipe d'experts canadiens sera envoyée à Moscou et à la centrale nucléaire de Sosnovy Bor pour y travailler avec les administrateurs et les employés. Des employés du Comité de la sécurité nucléaire et de la radioprotection de l'Ukraine suivent actuellement des sessions de formation au Canada dans le cadre du programme de formation en matière de réglementation de la Commission de contrôle de l'énergie atomique.

Le ministre des Affaires étrangères a annoncé le 1^{er} avril 1994 de nouvelles mesures d'aide d'une valeur de 15 millions \$ à titre de contribution du Canada au programme international destiné à soutenir le plan de dénucléarisation de l'Ukraine. Les mesures canadiennes comportent de l'assistance pour la réhabilitation de l'environnement, le contrôle des rayonnements, la gestion des déchets nucléaires et le stockage du combustible irradié.

La Banque mondiale, la BERD et l'Agence internationale de l'énergie de l'OCDE collaborent à la préparation de stratégies en matière d'électricité d'origine nucléaire et de sécurité nucléaire pour les pays de l'ex-Union soviétique et de l'Europe centrale et orientale. L'élaboration de ces stratégies se fait avec les pays concernés et elle vise à trouver une solution acceptable qui permettrait de fermer rapidement les centrales nucléaires les moins sûres.

Le Sommet de Naples sera, pour les leaders, l'occasion de passer en revue les progrès réalisés au cours de l'année écoulée et de recommander de nouvelles mesures pour réduire les risques que présentent les réacteurs nucléaires de conception soviétique.

La prolifération nucléaire

Le problème le plus grave auquel est confrontée la communauté internationale demeure celui de la prolifération nucléaire. Plusieurs questions se posent actuellement à cet égard :

- la reconduction du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP);
- le défi posé au régime de non-prolifération par le comportement de la Corée du Nord;
- les négociations en cours relativement à l'adoption d'un traité d'interdiction complète des essais nucléaires (CTBT);
- les négociations envisagées sur un traité d'interdiction de la production de matières fissiles destinées à des engins explosifs nucléaires.

Il est impératif que les pays du G-7 maintiennent l'engagement pris au Sommet de Munich et réitéré au Sommet de Tokyo l'an dernier d'appuyer les efforts en vue de contenir la prolifération des armes nucléaires.

Le Canada estime que la communauté internationale doit d'abord et avant tout amener tous les pays à accéder au TNP et reconduire celui-ci de façon illimitée à la Conférence de réexamen de ce traité. Ratifié par 167 pays, ce traité est le principal instrument international dont on dispose pour freiner la prolifération nucléaire. Plusieurs pays qui ont des programmes nucléaires ou des armes nucléaires sur leur territoire n'ont pas encore signé le Traité.

Les importantes réductions des arsenaux nucléaires des États-Unis et des pays de l'ex-Union soviétique effectuées l'an dernier devraient favoriser la réussite de la Conférence de réexamen de 1995, mais les autres membres du groupe des États dotés d'armes nucléaires devraient aussi faire leur part. La conclusion d'un traité d'interdiction complète des essais nucléaires entre les États de ce groupe serait la plus sûre façon de prévenir une nouvelle course aux armements nucléaires. Un moratoire général et prolongé auquel se rallieraient tous ces États servirait les négociations en cours à la Commission du désarmement (CD) à Genève relativement au CTBT. En outre, des progrès au chapitre des négociations sur l'adoption d'un traité d'interdiction de la production de matières fissiles augmenteraient les chances d'une reconduction illimitée du TNP.

Ces récentes réalisations devraient rassurer un certain nombre de pays pour qui le régime de non-prolifération perpétue un système « à responsabilités inégales et à sécurité inégale ». En affaiblissant le TNP, on ne ferait qu'accroître les

risques et l'instabilité. La reconduction illimitée du Traité est la meilleure protection contre l'aventurisme nucléaire. De concert avec ses partenaires du G-7 et d'autres pays de même opinion, le Canada travaillera donc au succès de la Conférence de reconduction du TNP.

Le Canada reconnaît que le seul fait d'adhérer au Traité n'exclut pas nécessairement la possibilité de programmes nucléaires clandestins, comme on a pu le voir avec la Corée du Nord et l'Irak. Il faut adopter des mesures plus contraignantes pour dissuader les contrevenants. Le cas de la Corée du Nord a démontré d'une part la nécessité d'un système cohérent de gestion des cas de non-observation et, d'autre part, l'utilité de donner à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) les moyens et l'autorité voulus pour faire l'inspection de n'importe quelle installation en tout temps. Le Canada continuera d'oeuvrer avec d'autres grands contributeurs des Nations Unies au renforcement de l'AIEA.

Le Canada croit qu'on peut aussi faire progresser la cause de la non-prolifération en appliquant les dispositions du TNP relatives à la coopération et à l'aide dans le domaine de la technologie nucléaire à des fins pacifiques. C'est pourquoi il appuie l'idée d'un programme élargi de coopération technique à l'AIEA. De nouveaux progrès à cet égard nous rapprocheraient de notre objectif à long terme.

L'éventuelle migration des compétences et de la technologie de pays de l'ex-Union soviétique au profit de pays désireux de se doter d'armes nucléaires représente un problème de taille. La création de deux Centres internationaux pour la science et la technologie en Russie et en Ukraine devrait atténuer ce problème en fournissant du travail aux scientifiques de ces pays. Le Canada a fait des contributions à ces deux centres et il a piloté la mise en place du centre de Kiev. De plus, il a fourni une aide à plusieurs pays de l'ex-Union soviétique pour leur permettre d'améliorer la sécurité de leurs réacteurs nucléaires. Le Canada pourrait accroître son aide à l'Ukraine si elle accédait au TNP.

Le Canada estime qu'il faut continuer de s'attaquer aux problèmes régionaux de sécurité qui sont à la source de la prolifération. Le processus de paix au Moyen-Orient, la convocation d'une conférence des cinq puissances en Asie du Sud ainsi que la gamme d'activités menées dans le cadre de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et du Conseil de coopération nord-atlantique devraient aider à apaiser les craintes et à dissuader les États d'acquiescer des armes nucléaires.

Le maintien de la paix

Le Canada est fier de sa contribution à la préservation de la paix et à la promotion de la sécurité dans le monde. Depuis 1956, année où Lester B. Pearson, Secrétaire d'État aux Affaires extérieures du Canada, a lancé l'idée d'une force de maintien de la paix des Nations Unies pour faciliter le règlement de la crise de Suez, le Canada a participé à presque toutes les opérations de maintien de la paix de l'ONU.

Au cours des deux ou trois dernières années, toutefois, on a vu le nombre de ces opérations augmenter de façon spectaculaire. Le Canada a accru sa contribution en conséquence. À l'heure actuelle, les Canadiens constituent 3,6 % du personnel des forces de maintien de la paix déployées aux quatre coins du globe. C'est donc dire que 2 400 Canadiens prennent part à des missions de paix dans diverses régions du monde.

Les ressources des Nations Unies et des États participants sont aujourd'hui surutilisées, les besoins étant six fois plus importants qu'ils ne l'étaient il y a trois ans. Les opérations en ex-Yougoslavie coûtent à elles seules 1,5 milliard \$ US par année. En 1993, le budget de maintien de la paix de l'ONU s'élevait à 2,5 milliards \$ US. Au cours des deux ou trois prochaines années, l'ONU aura besoin de plus de 3,5 milliards \$ US par année pour couvrir les coûts des opérations en cours et de celles qui sont prévisibles.

Les effets de la pression exercée sur les ressources et la capacité de gestion des Nations Unies ont commencé à paraître. Mais le Canada reste convaincu que l'ONU est l'instrument le plus efficace pour assurer la paix et la sécurité dans le monde et c'est pourquoi il appuie le rapport *Agenda pour la paix* du Secrétaire général.

Le rapport rend compte de la complexe réalité de l'après-guerre froide et on y trouve des recommandations quant aux instruments — maintien de la paix, rétablissement de la paix, mesures d'exécution, diplomatie préventive et consolidation de la paix — et aux ressources nécessaires pour prévenir, gérer et régler des conflits. Pour traduire ces recommandations dans la pratique, les États membres devront partager équitablement le fardeau des ressources financières et humaines requises. Le Secrétaire général devra pouvoir compter sur le plein appui des principaux pays donateurs, en particulier les membres du G-7, dont les contributions représentent 65 % des quotes-parts versées aux Nations Unies.

En plus de participer aux missions de maintien de la paix en cours, le Canada a déjà pris d'autres mesures pour répondre aux attentes du Secrétaire général. C'est ainsi qu'il a mis à la disposition du Secrétariat les services d'un expert qui l'aidera à élaborer un programme de soutien, et qu'il examine avec l'ONU une nouvelle proposition aux termes de laquelle il lui fournirait des forces de

réserve. Le Canada, par ailleurs, parraine un programme destiné à aider l'ONU à développer sa capacité de soutien logistique des opérations de maintien de la paix. En avril, nous avons reçu durant trois jours les représentants de vingt-trois États membres à une réunion où ils ont discuté de maintien de la paix.

Le Canada croit que d'autres mesures s'imposent d'urgence pour s'assurer, tant au siège des Nations Unies que sur le terrain, que les missions de maintien de la paix effectuent un travail professionnel. Ces mesures comprennent l'établissement d'une structure de commandement claire, l'adoption de pratiques normalisées permettant d'éviter les pertes de temps et de ressources chaque fois qu'une nouvelle mission est organisée, un plus haut degré d'« interopérabilité » des forces nationales et, peut-être, la création d'une école d'état-major des Nations Unies.

Le Canada cherche, entre autres, à faire en sorte que l'ONU sache à tout moment sur quelles forces et sur quelles ressources elle peut compter, ce qui améliorera sa planification et lui permettra d'exécuter des interventions préventives rapides. Le Canada est aussi d'avis qu'il conviendrait d'améliorer les mesures d'alerte rapide et de prévention des crises afin que l'ONU puisse prévenir les conflits armés.

Si le Canada est disposé à continuer de faire sa juste part dans les interventions décidées par l'ONU, il reste que la complexité, l'envergure et le nombre même des opérations commandent une participation accrue d'autres pays membres de l'Organisation.

doc
CA1
EA511
94N16
EXF

.b2558191 (E)
.b2558221 (F)

The Naples Economic Summit

July 8-10, 1994

Background Information

NON - CIRCULATING ;
CONSULTER SUR PLACE



CANADA

Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures
JUL 8 1994
RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTERE

*Printed on
recycled paper*



*Imprimé sur du
papier recyclé*



Foreign Affairs and
International Trade Canada

Affaires étrangères et
Commerce extérieur Canada

Printed in  Canada

Contents

Naples Economic Summit 1

Comparative Economic Charts 4

Canada's Economic Situation and Outlook 10

G-7 Approach to Employment: Canadian Perspectives 13

Canada and Economic Summits 20

Global Economic Setting 25

**Canada, the Uruguay Round
and the World Trade Organization 29**

Canadian Assistance to Economies in Transition 31

Former Yugoslavia 39

Nuclear Safety 41

Nuclear Proliferation 43

Peacekeeping 45

43-267-949 (E)
 43-267-950 (F)

Naples Economic Summit

This year's economic summit, the 20th annual meeting of leaders of the seven leading industrialized democracies and the President of the Commission of the European Communities, will take place in Naples, Italy, from July 8 to 10. Russian President Boris Yeltsin will join the summit leaders for discussions on political issues of common concern on the last day of the summit.

Key economic issues which will feature prominently in the G-7 leaders' discussions include growth and job creation, relations with Russia, economic reform in Ukraine and international trade. The agenda includes such matters as nuclear proliferation and safety, bilateral and multilateral relations with Ukraine, assistance to developing countries, environment issues and money laundering.

Economic policies agreed to at the 1993 summit and implemented throughout the G-7 have helped spur economic growth and job creation. Economic recovery has become well established in North America and in the United Kingdom and is taking hold, albeit slowly, in continental Europe. The recession in Japan appears to have bottomed out but the Japanese economy remains sluggish.

G-7 unemployment, however, remains unacceptably high. While the recent rise in unemployment is cyclical, there is growing recognition that a large portion of unemployment throughout the G-7 is structural and will remain even in the midst of robust economic growth. The results of the G-7 Jobs Conference and the OECD ministerial meeting will be reviewed in Naples in terms of what concrete collective actions are to be taken by G-7 partners. Canada is committed to pushing for measures that will help our domestic growth and job creation agenda.

Summit discussions are expected to focus on the successful conclusion of the Uruguay Round of multilateral trade negotiations and the implementation of its results. Further trade liberalization remains a priority. Leaders will discuss the need to promptly establish the World Trade Organization so that the multilateral trading system remains on firm institutional ground at a time when global economic integration and the new realities of economic and political relations present serious challenges to domestic economies. The importance of pursuing work on new trade issues such as labour standards and competition policies will also be discussed.

G-7 leaders continue to be concerned about the economic and political stability of Russia, Ukraine and other newly independent countries of the former Soviet Union and Central and Eastern Europe. Summit countries, through international financial institutions, are committing substantial monetary and technical support to top up the resources that these countries are committing to their transition to market-based economies.

Leaders will assess implementation of the G-7 assistance package to Russia announced in Tokyo in April 1993, the effectiveness of the Support Implementation Group in Moscow, technical assistance in support of economic and political reforms, International Monetary Fund (IMF) developments and the April 1994 meeting of G-7 finance ministers in Washington.

G-7 support for Ukraine will also be reviewed in Naples. Leaders will examine ways in which the West can engage the new players who are emerging and urge them to move swiftly and effectively on political and economic reforms. Ukraine's accession to the Nuclear Non-Proliferation Treaty will be reviewed.

Nuclear safety and nuclear proliferation continue to be leading international security concerns, given the situations in much of the former Soviet Union, in Iraq and in North Korea. The safety of Soviet-designed nuclear power plants throughout the former Soviet Union and Central and Eastern Europe will be discussed. Leaders will consider how best to ensure that the safety requirements of these reactors are being met. They will also discuss ways to encourage the Ukrainian government to develop appropriate energy sector strategies, which will facilitate the early closure of the Chernobyl nuclear power plant — a top G-7 priority.

Leaders are determined to strengthen international co-operation to address the problems of organized crime, including money laundering. Talks will likely focus on the achievements of the Financial Action Task Force (FATF), established at the 1989 Economic Summit to develop controls for money laundering in OECD countries, Hong Kong and Singapore. The United Nations Conference on Organized Transnational Crime, to be held in Naples in October, will also be discussed.

G-7 leaders will review the quality of their official development assistance and discuss ways of integrating developing countries into the world economy through trade and investment. Population growth and the debt treatment of the poorest countries will also be examined.

The success of democracy in South Africa requires ongoing international support. Summit leaders will discuss South Africa's re-entry into the international community, as well as new trade and investment opportunities.

As in previous years, the pressing political issues of the day will be reviewed by summit leaders and their ministers. Of particular importance are the situations in Bosnia, Haiti, Rwanda and North Korea.

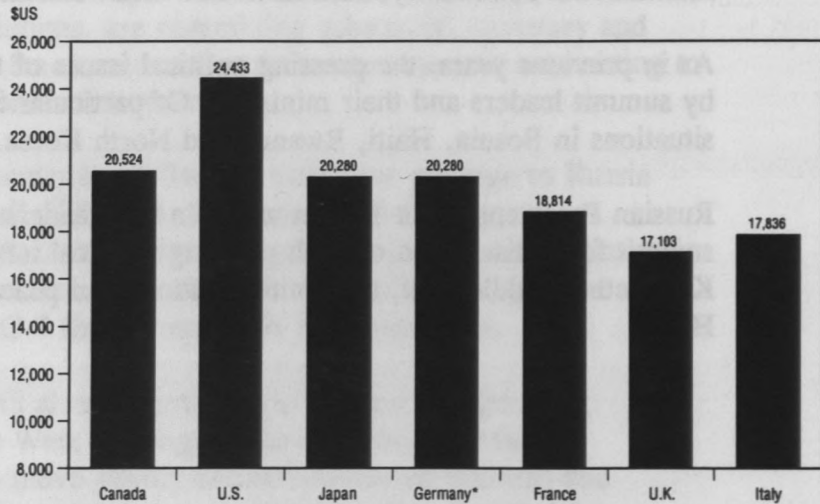
Russian President Boris Yeltsin will join G-7 leaders on the final day of the summit for a discussion of such pressing political issues as Bosnia, North Korea, the Middle East, the United Nations and peacekeeping, Rwanda and Haiti.

COMPARATIVE ECONOMIC CHARTS*

CHART 1

GROSS DOMESTIC PRODUCT PER CAPITA, 1993

Gross domestic product (GDP) per capita is often used to compare standards of living across countries. To ensure comparability, it is calculated in a common currency (U.S. dollars), using exchange rates that are adjusted to reflect the relative purchasing powers of the currencies. The United States had the highest standard of living in the G-7 in 1993. Canada had the second highest. Japan and the western part of Germany had the third highest standard of living.



*Data refer to western Germany.
Source: OECD and Department of Finance Canada.

CHART 2

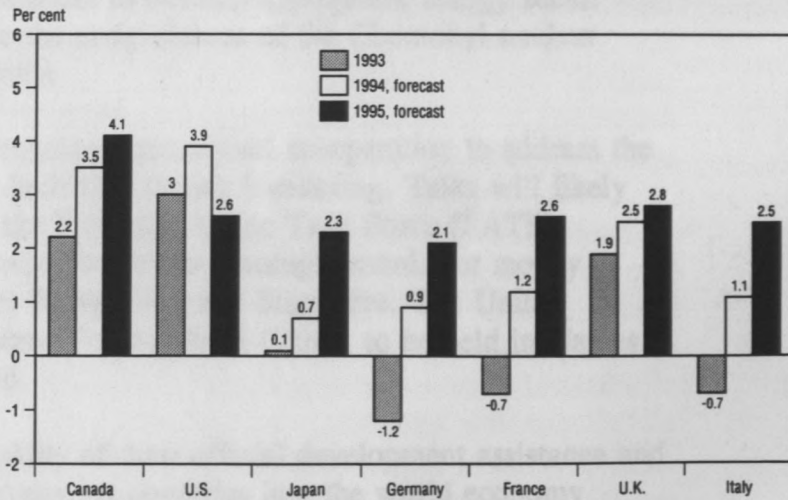
REAL GROSS DOMESTIC PRODUCT GROWTH, 1993 - 1995

G-7 economies are emerging from recession and sluggish recovery.

Real GDP grew modestly in 1993; only the U.S. exceeded its "potential" growth rate (i.e., the growth rate of the economy's productive capacity).

Growth is expected to strengthen in all the G-7 economies in 1994. U.S. growth should be the strongest, which helps to strengthen the Canadian recovery. In Germany, significant tax increases and low confidence driven by continued high unemployment will limit recovery. In Japan, recovery should be modest, as balance sheet adjustment continues and exports are restrained by past yen appreciation.

Growth is expected to strengthen in all G-7 economies except the U.S. in 1995. Canada's growth should be the strongest, as recovery becomes increasingly broadly based.



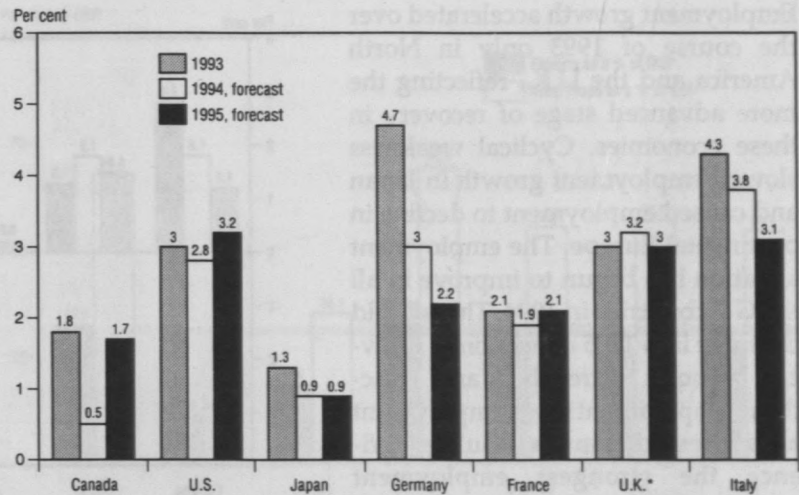
Source: IMF World Economic Outlook, Spring 1994.

* Data in charts refer to unified Germany unless otherwise indicated.

CHART 3

CONSUMER PRICE INFLATION, 1993 - 1995

Canadian inflation remained low in 1993, but Japan had the lowest rate in the G-7. In 1994, inflation continues to moderate in the European countries, as well as in Canada and Japan, as significant spare capacity persists. In the U.S., the 1993 decline in oil prices and a strong cost performance are helping to moderate inflation in an economy close to capacity production. In 1995, inflation should remain moderate throughout the G-7. Japan and Canada are expected to remain the two lowest inflation countries in the G-7.



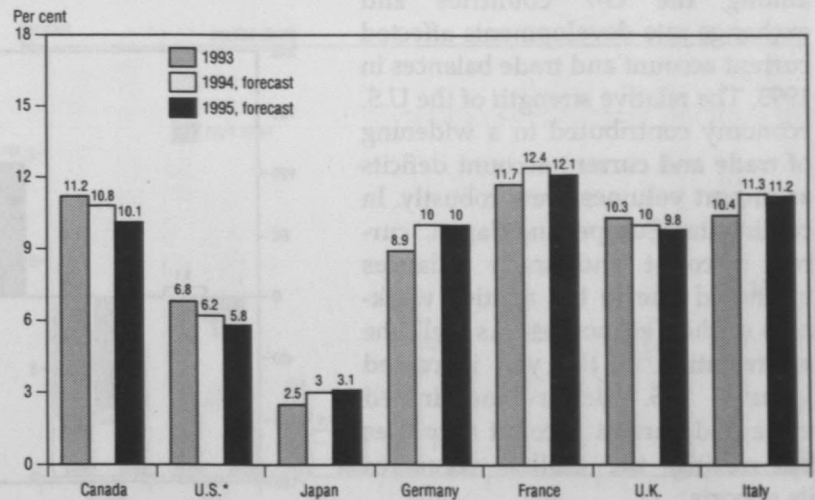
*Retail price inflation excluding mortgage interest rates.
Source: IMF World Economic Outlook, Spring 1994.

CHART 4

UNEMPLOYMENT RATES, 1993 - 1995

Unemployment rates rose during 1993 in the G-7 countries of continental Europe and in Japan. In the U.S., Canada and the U.K., stronger output growth (albeit modest in the latter two), provided scope for a decline in unemployment.

Unemployment rates will begin to drop or stabilize in all G-7 countries except Japan by 1995. In Canada, the U.S. and the U.K., rates should decline through 1995. In continental Europe in 1995, unemployment rates are expected to stabilize or show only a small decline as the projected recovery emerges only gradually. In Japan, the rate is expected to rise further as corporate balance sheet and banking sector problems are resolved only slowly.

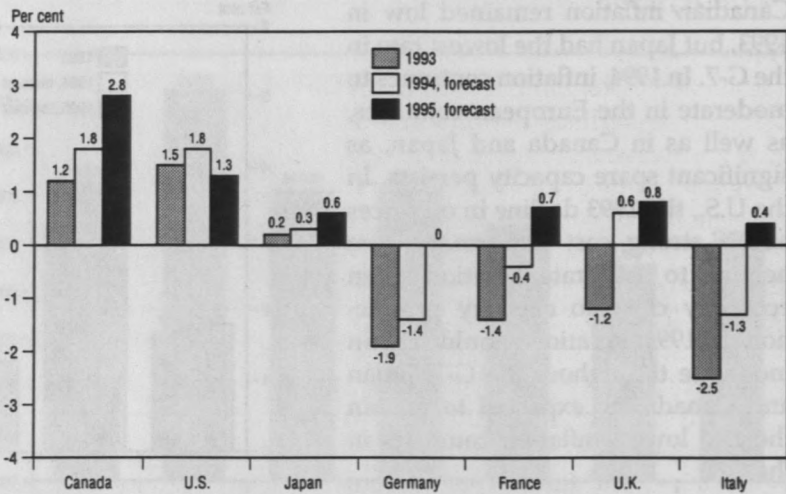


*In January 1994, the U.S. adopted a new survey method. To maintain comparability with 1993, projections are based on the old survey method.
Source: IMF World Economic Outlook, Spring 1994.

CHART 5

GROWTH IN EMPLOYMENT, 1993 - 1995

Employment growth accelerated over the course of 1993 only in North America and the U.K., reflecting the more advanced stage of recovery in these economies. Cyclical weakness slowed employment growth in Japan and caused employment to decline in continental Europe. The employment situation has begun to improve in all the G-7 countries in 1994. This should continue into 1995 as economic recovery becomes entrenched and structural impediments to employment are addressed. Canada should experience the strongest employment growth over this period.



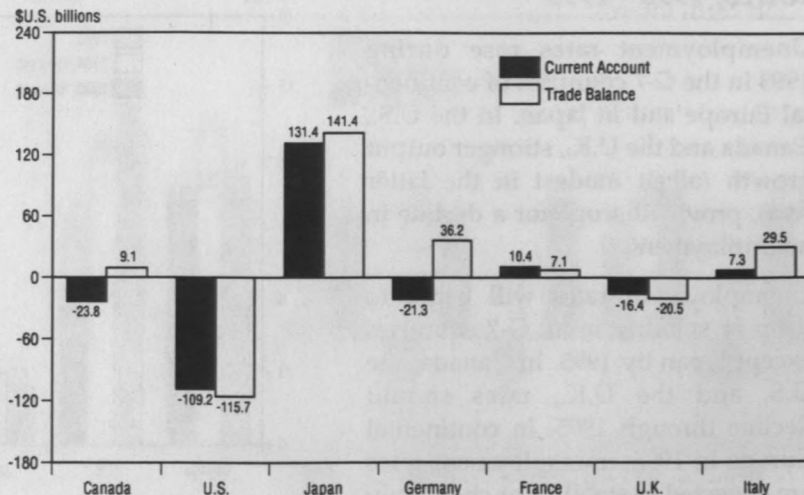
Source: IMF World Economic Outlook, Spring 1994.

CHART 6

CURRENT ACCOUNT AND TRADE BALANCES, 1993

Differences in real GDP growth among the G-7 countries and exchange rate developments affected current account and trade balances in 1993. The relative strength of the U.S. economy contributed to a widening of trade and current account deficits as import volumes grew robustly. In continental Europe and Japan, current account and trade balances improved due to the relative weakness of their economies. As well, the appreciation of the yen increased Japan's U.S. dollar-denominated trade and current account surpluses by raising the dollar value of its exports.

The depreciation of the Canadian dollar against the U.S. dollar since late 1991 raised the international competitiveness of Canadian goods and helped increase Canada's trade surplus and shrink the current account deficit in 1993.

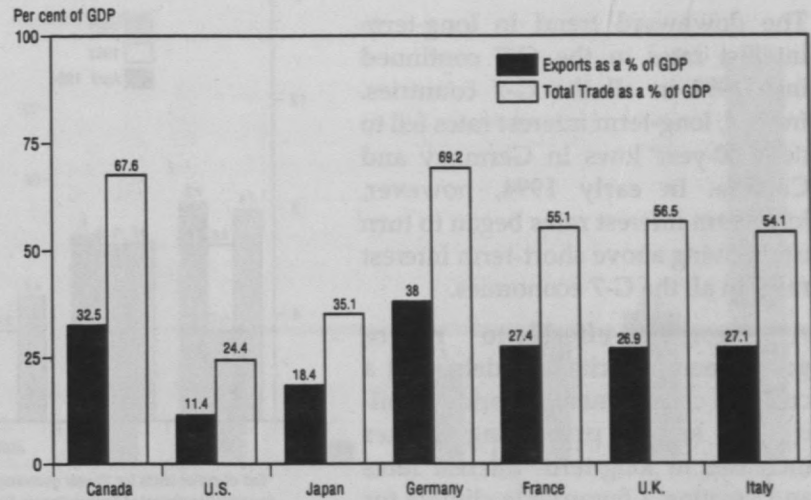


Sources: Statistics Canada for Canada; Data Resources Incorporated for the U.S. and overseas economies.

CHART 7

TRADE IN GOODS AND SERVICES AS A SHARE OF GDP, 1993

Trade accounts for a significant portion of the economic activity in the G-7. This underlines the importance of the successful conclusion of the Uruguay Round of the General Agreement on Tariffs and Trade in 1993. In Canada, two-way trade flows are equivalent to nearly 70 per cent of our GDP. Trade is also very important for the European economies, particularly Germany. It represents a much smaller fraction of the total output of Japan and the United States. Nonetheless, the flow of goods into and out of these economies is significant given their large size.

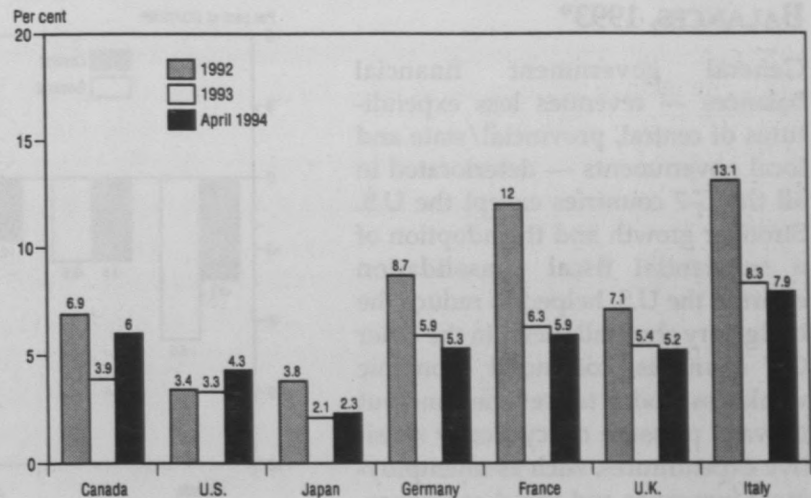


*All data are in constant dollars on a National Accounts basis.
Sources: Statistics Canada for Canada; Data Resources Incorporated for the U.S. and overseas economies.

CHART 8

SHORT - TERM INTEREST RATES, 1992 TO APRIL 1994

Short-term interest rates continued to drop in 1993 in all the G-7 countries except the U.S., where interest rates remained virtually stable at levels last seen some 30 years ago. In 1994, interest rates in the U.S. began to move up after the U.S. Federal Reserve started to raise interest rates as a pre-emptive strike against inflation. In Canada, interest rates also moved up in 1994 when some investors became edgy about their Canadian dollar holdings — despite excellent prospects for low inflation and sound growth in the Canadian economy. In the European countries, interest rates continue to drop in 1994, reflecting the gradual and steady reduction of policy interest rates in Germany and the continued weakness of the European economies.



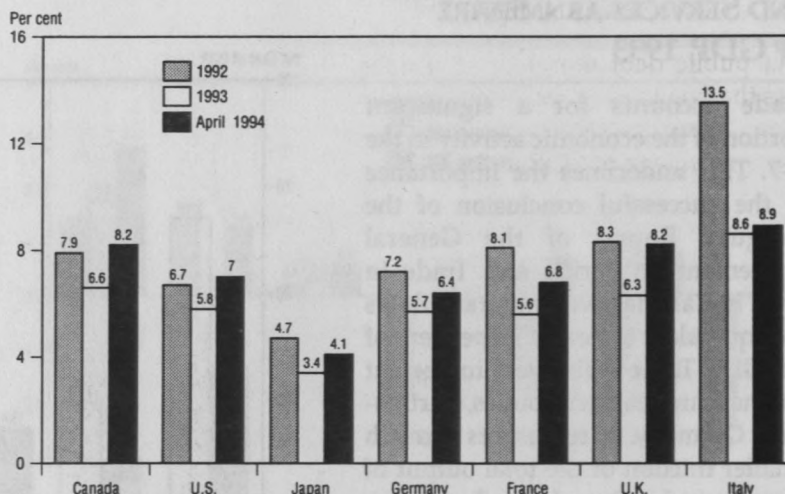
*End-of-period levels. Ninety-day Euro-rates.
Source: Data Resources Incorporated.

CHART 9

LONG - TERM INTEREST RATES, 1992 TO APRIL 1994

The downward trend in long-term interest rates in the G-7 continued into 1993 in all the G-7 countries. Indeed, long-term interest rates fell to near 30-year lows in Germany and Canada. In early 1994, however, long-term interest rates began to turn up, moving above short-term interest rates in all the G-7 economies.

A vigorous effort to reduce government deficits and debt, and a credible commitment to price stability, are key to preventing further increases in long-term interest rates and creating a favourable climate for investment in the G-7 economies. Japan, which has a solid record of low inflation and a sound fiscal position, continues to have the lowest long-term interest rates in the G-7. Italy has the highest.



*End-of-period levels for 10-year government bond yields.

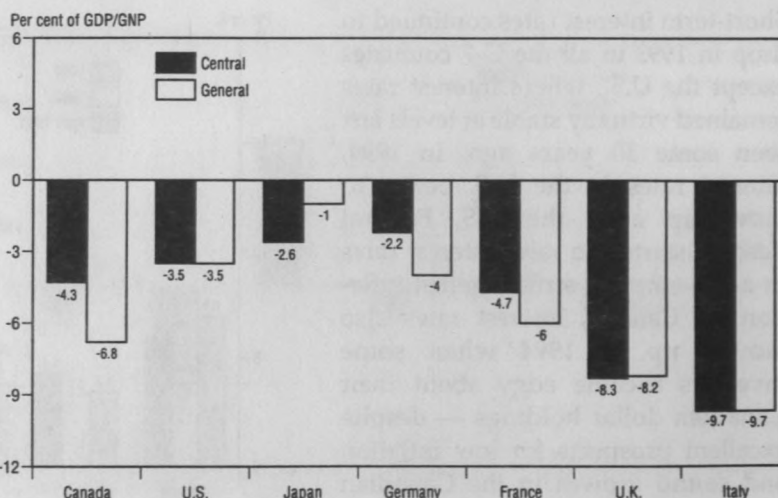
Sources: Department of Finance Canada for Canada and the U.S.; Data Resources Incorporated for the overseas economies.

CHART 10

CENTRAL AND GENERAL GOVERNMENT FINANCIAL BALANCES, 1993*

General government financial balances — revenues less expenditures of central, provincial/state and local governments — deteriorated in all the G-7 countries except the U.S. Stronger growth and the adoption of a substantial fiscal consolidation effort in the U.S. helped to reduce the budgetary shortfall there. In the other G-7 countries, continued economic weakness eroded tax revenue and put upward pressure on cyclically sensitive expenditures, such as unemployment insurance and social assistance.

Italy had the largest deficit as a share of GDP in the G-7, followed by the U.K. and Canada. Provincial deficits account for about 40 per cent of the general government deficit in Canada.



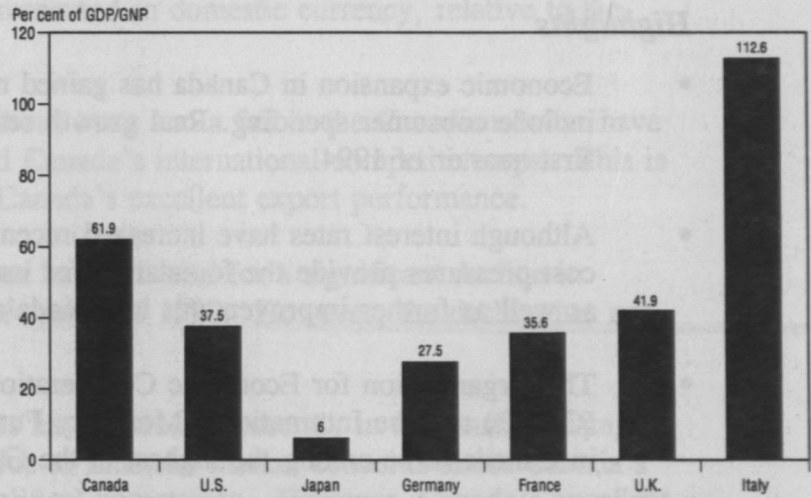
*On a National Accounts basis.

Sources: For Canada (final estimates), Statistics Canada; for the U.S. (final estimates), U.S. Department of Commerce; for other countries (forecast), OECD Economic Outlook, December 1993.

CHART 11

NET PUBLIC DEBT OF THE GENERAL GOVERNMENT, 1993

Net public debt represents the debt less the financial assets of the government. Japan had the lowest net debt as a percentage of GDP in the G-7.



Sources: For Canada (final estimates), Statistics Canada; for the U.S. (final estimates), U.S. Department of Commerce; for other countries (forecast), OECD Economic Outlook, December 1993.

Canada's Economic Situation and Outlook

Highlights

- Economic expansion in Canada has gained momentum and broadened to include consumer spending. Real growth reached 4.2 per cent in the first quarter of 1994.
- Although interest rates have increased recently, minimal inflation and cost pressures provide the foundation for low and stable interest rates as well as further improvements in Canada's competitiveness.
- The Organization for Economic Co-operation and Development (OECD) and the International Monetary Fund (IMF) expect real growth in Canada to be among the highest in the G-7 this year and next.

Economic Situation

- Over the last half year, the recovery has gathered momentum and has broadened to include consumer spending.
 - Real growth averaged 4 per cent from October 1993 to March 1994, up from about 2.5 per cent in the preceding year.
 - Consumer spending increased 3.7 per cent in the first quarter of 1994, the strongest increase in 2 1/2 years.
 - Consumer confidence has surged in the last two quarters.
- Employment growth has been strong since January and the level of employment is now approaching its pre-recession peak. However, the unemployment rate remains high: 10.7 per cent in May.
- Inflation and wage pressures continue to be minimal.
 - Year-over-year inflation, as shown by the consumer price index, declined 0.2 per cent in May. Without the recent cuts in tobacco taxes, however, the inflation rate would have been around 1 per cent.
- Low wage settlements and good productivity growth have led to declines in unit labour costs for the first time since 1962.
 - Unit labour costs in Canada have declined in three of the last four quarters.

- Currently, Canada's unit labour costs are at the same level as in early 1992. Over the same period, they have declined 3.7 per cent, measured in domestic currency, relative to the U.S.
- The decline in unit labour costs and a fall in the Canadian dollar have significantly increased Canada's international competitiveness. This is critical to sustaining Canada's excellent export performance.
- Low inflation pressures have allowed for a significant decline in interest rates since the spring of 1990. However, the decline has not been smooth.
- Canadian interest rates have increased recently in response to rising U.S. rates, but also due to financial market concerns about Canada's fiscal situation and political uncertainty. However, Canada's excellent inflation performance and its commitment to deficit reduction provide the foundation for low and stable interest rates.

The Outlook

- For planning purposes, the February 1994 federal Budget assumed real growth of 3 per cent in 1994 and 3.8 per cent in 1995. Since then, a number of factors have shaped the economic outlook:
 - interest rates are higher than expected; but,
 - the economy has much more momentum than expected and the depreciation of the dollar has provided a boost to exports and to import-competing industries.
- The budget planning assumptions remain conservative compared to that of major international and private organizations.
 - The IMF expects Canada to achieve real growth of 3.5 per cent in 1994 and 4.1 per cent in 1995. The OECD expects Canada's growth to be even higher, 3.7 per cent in 1994 and 4.3 per cent in 1995. This would be the second-highest in the G-7 this year (behind the U.S.) and the highest in 1995.
 - Private forecasters in Canada, prior to the release of the first quarter national accounts, expected real growth of 3.5 and 3.8 per cent in 1994 and 1995.

- **As employment growth strengthens in line with economic activity, the return of discouraged workers to the labour force will prevent the unemployment rate from declining noticeably this year and next.**
- **Significant excess capacity is expected to persist for some time, keeping inflation and cost pressures low.**

G-7 Approach to Employment: Canadian Perspectives

Employment remains at the top of the international policy agenda. It was a central issue at the 1993 Tokyo Economic Summit and at the Organization for Economic Co-operation and Development (OECD) meeting of ministers in June 1994. A meeting devoted solely to the topic of employment, the G-7 Jobs Conference, was held in Detroit in March 1994.

Economic policies agreed to in 1993 and implemented by the G-7 countries have helped spur more vigorous demand growth and a revival of employment growth. Economic recovery has become well established in North America and the United Kingdom and is taking hold, albeit slowly, in continental Europe. The recession in Japan appears to have bottomed out. The OECD has just made the first upward revision to its growth forecast in three years.

Nonetheless, unemployment remains unacceptably high. While the recent rise in unemployment is cyclical, there is a growing recognition that a large portion of unemployment throughout the G-7 is structural and will remain even in the midst of robust economic growth. Governments agree with the OECD that promoting growth and employment requires mutually reinforcing macroeconomic policies based on low inflation and sound public finances; and it requires structural reforms that enhance the flexibility of economies and the capacity of firms and individuals to respond to the rapidly changing domestic and international environment.

Key Facts and Issues

The average unemployment rate among the G-7 is 7.1 per cent, up from 5.7 per cent in 1990 (Chart A). The number of unemployed is now close to 24 million. The OECD forecasts that the average unemployment rate among the G-7 countries over the next year will decline only slowly, as declines in Canada, the United Kingdom, and the United States are partially offset by further increases in continental Europe and in Japan. Canada's unemployment rate is expected to drop from 11.2 per cent in 1993 to about 10 per cent in 1995.

Much of the recent rise in unemployment throughout the G-7 has been due to the global recession. However, governments are increasingly concerned about the long-term upward trend in unemployment (Chart B), which suggests that unemployment will remain a serious problem even with economic growth unless appropriate measures are taken. This is because an important part of total unemployment is due to structural factors that prevent the efficient matching of supply and demand in labour markets. These structural impediments place a "floor" under the unemployment rate, causing it to remain unacceptably high even in an environment of strong economic growth.

Long-term unemployment is also a serious problem, particularly in Europe (Chart C). In 1992, almost 50 per cent of those unemployed in the European Union had been so for more than one year, while for Canada the figure was 11.2 per cent (rising to 13.8 per cent in 1993). This is not to say, however, that Canada does not have a long-term unemployment problem: while relatively small in number, the long-term unemployed account for a large and growing percentage of total unemployment.

Unemployment among youth is a subject of particular concern. In Canada, the youth unemployment rate is almost 18 per cent, considerably higher than the rate for adults. A similar situation prevails in other industrial countries. In the European Union, for example, the unemployment rate for youth averaged almost 21 per cent in 1993, compared with 10.6 per cent for the labour force as a whole. However, countries with highly developed apprenticeship systems, such as Germany, have much lower levels of youth unemployment. This suggests that Canada and other summit countries can learn by sharing their experiences with the school-to-work transition and other labour market problems.

G-7 Jobs Conference in Detroit

At the G-7 Jobs Conference in Detroit in March, finance, labour, industry and social affairs ministers agreed on the need for structural reforms to make their economies more responsive to change. They affirmed the fundamental role of the private sector in creating jobs and the role of government in facilitating job creation by removing barriers and strengthening markets. Ministers emphasized the importance of ensuring that work is more attractive than remaining unemployed and the importance of providing employment opportunities, education and training for those who are unemployed or have few skills.

Ministers also agreed on the importance of an integrated approach where structural reforms are complemented by sound macroeconomic policies oriented toward creating a stable environment in which the private sector can create jobs. An open and expanding international trading system is also an important part of this approach, since it increases demand for goods and services around the world.

OECD Employment Study

The OECD Secretariat presented its two-year study on employment and unemployment at a meeting of OECD ministers in June 1994. The central message of the report is that higher unemployment has multiple causes but ultimately stems from a failure of economies to innovate and adapt to changes resulting from a range of factors, including advances in technology and the shifting pattern of global trade.

The OECD report provides a broad menu of policy recommendations. Each recommendation applies in varying degrees to individual economies; collectively, they provide a comprehensive strategy for reducing unemployment. This strategy is fully consistent with Canada's policy priorities.

Regarding macroeconomic policy, the study recommends that governments pursue vigorously their medium-term fiscal policies of deficit reduction and sustained price stability.

On the role of structural factors in the long-run upward trend in unemployment, the study recommends that member governments introduce measures aimed at:

- nurturing an entrepreneurial climate that encourages the creation of new firms, and enables all firms to increase efficiency and employment;
- reforming social assistance and tax policies to increase incentives to work and to hire;
- encouraging active labour market policies that link benefits with an active job-search or training;
- contributing to technological innovation and diffusion to produce high-productivity, high-wage jobs;
- improving skills through better education and lifelong training;
- addressing youth unemployment by smoothing the school-to-work transition; and
- increasing working time flexibility.

Canada's Policy Response and Objectives

While recognizing that there are no quick fixes, the Canadian government is meeting the challenge of creating the conditions for more and better jobs. The government has adopted a three-pronged approach to increasing employment.

First, appropriate macroeconomic policies have been put in place. The government's commitment to maintaining low inflation and reducing and ultimately eliminating its budget deficit will help to ensure sustainably low interest rates and stimulate growth and job creation.

Second, the government has already taken a number of measures that will have an impact on job creation and improve the economy's ability to respond to change:

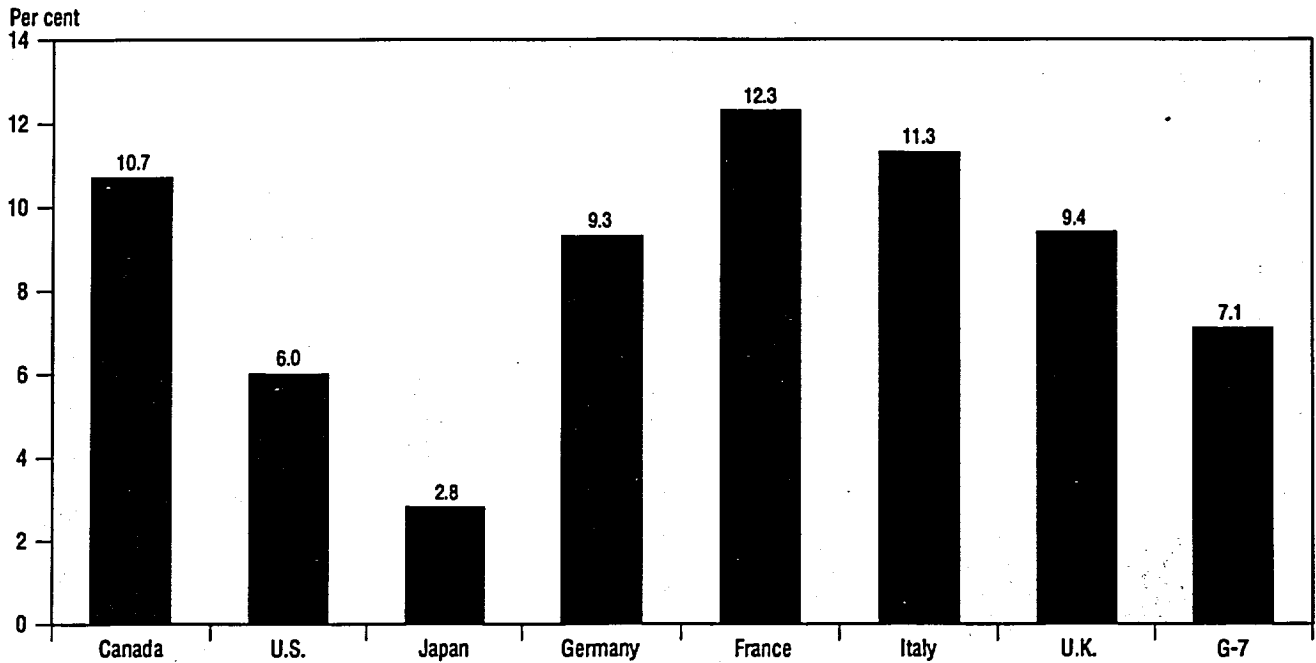
- The federal government has initiated, in partnership with other levels of government, a \$6 billion national infrastructure program.
- Unemployment insurance premiums will be reduced to their 1993 levels in 1995 and 1996 in order to lower labour costs for business. These reductions were achieved through UI program changes that strengthened the link between work history and UI benefit entitlements.
- The government has increased the funding of the National Research Council in 1994-1995 and funds available for research at universities in 1995-1996.
- A major effort is being made to ensure that Canada capitalizes on the opportunities associated with creating and using a national information highway.
- The Canadian Technology Network and the Technology Partnership Program are being established to help small- and medium-sized businesses commercialize new technology.
- To help address the employment problems that young people face, the government is establishing a youth internship program to provide structured training opportunities. The Canadian Youth Service Corps is being established to provide unemployed youth with work experience in community service and to facilitate the transition from school to work.

Third, the government, working with the provinces and in consultation with other interested parties, is undertaking a fundamental review of Canada's social security system. As part of this process, funds have been set aside for joint strategic initiatives by the federal and provincial governments that will explore ways of making Canada's income support programs more job oriented. The ultimate aim of these reforms is to create a system that responds to the realities of today, increasing opportunities and incentives to work while continuing to offer security to those in need.

As part of this approach, the Advisory Group on Work Time and the Distribution of Work has been established. Reporting to the Minister for Human Resources Development, the group helps the government identify choices that could help Canadians balance their work and family life better, that could increase access to employment, and that could allow greater opportunities for education and training.

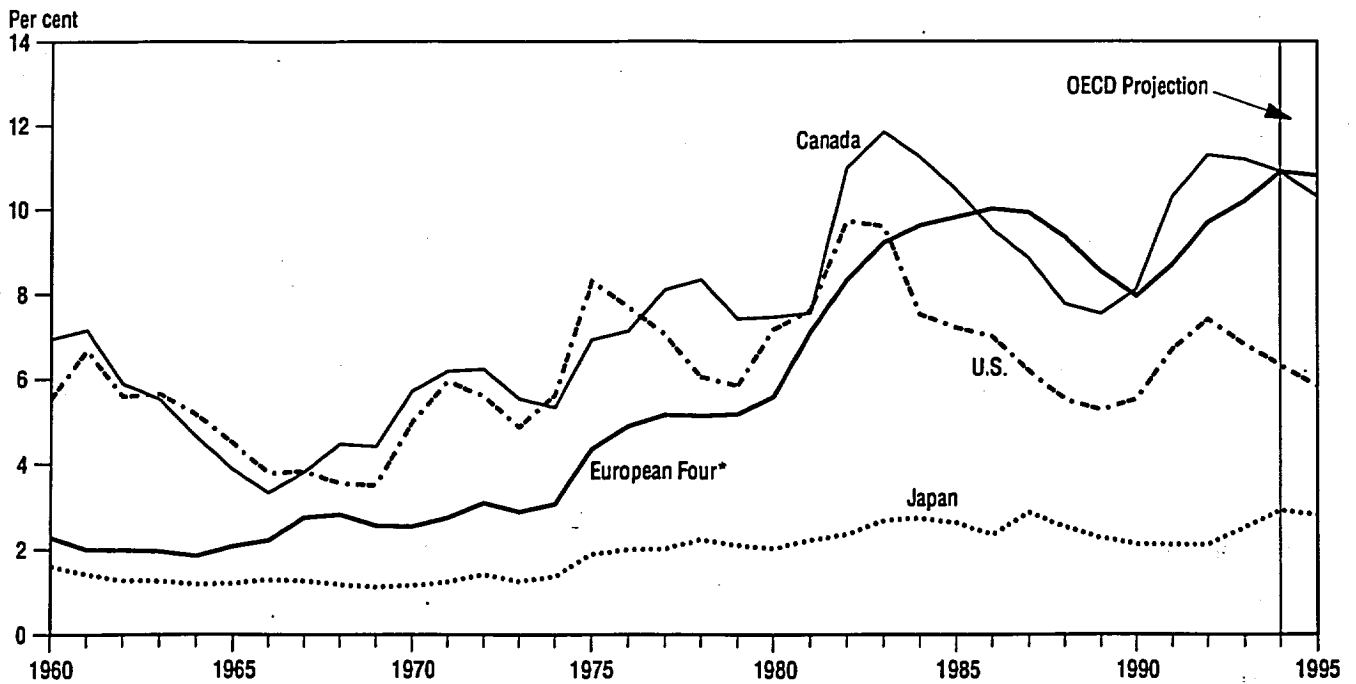
Taken together, these policies are boosting job growth now and will continue to do so over the long haul.

Chart A
Recent G-7 Unemployment Rates*



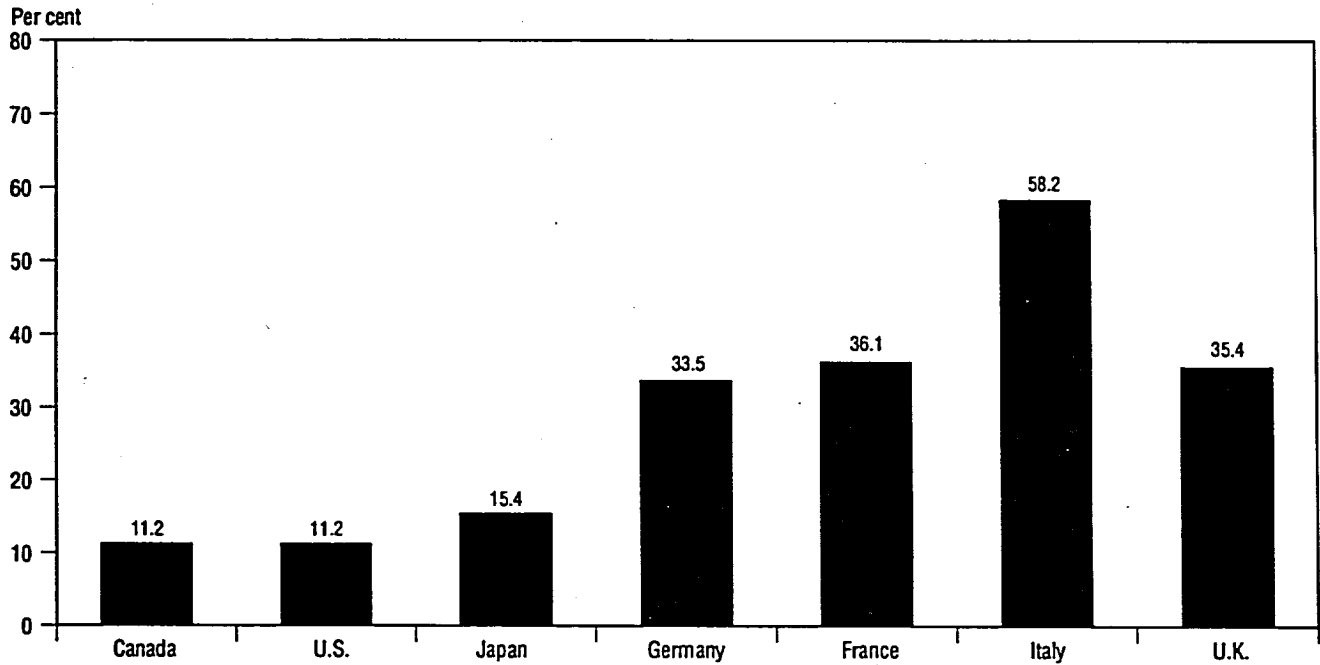
*May 1994 for Canada, the U.S. and the U.K.; April for the others except Italy, where figures are for the first quarter of 1994.
Sources: DRI data base and the Department of Finance.

Chart B
Trends in G-7 Unemployment Rates



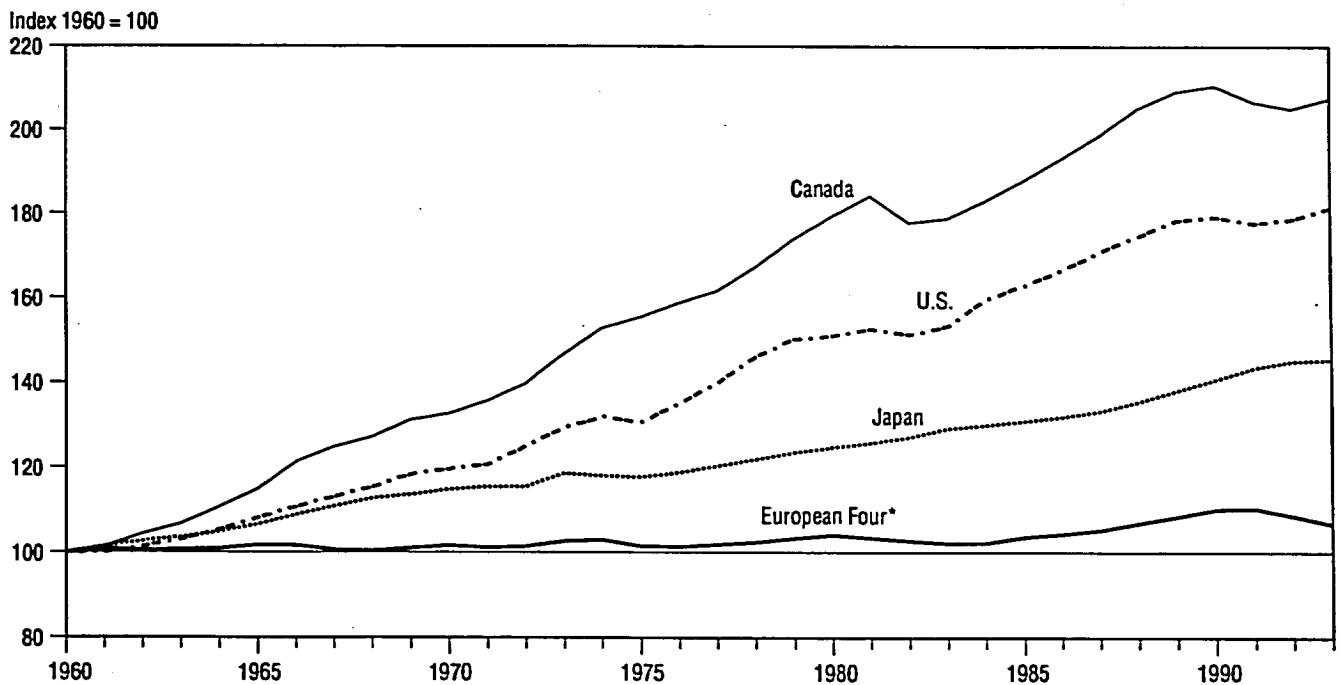
*The European Four are Germany, France, Italy and the U.K.
Source: OECD.

Chart C
Incidence of Long-term Unemployment in the G-7
 (Per cent of unemployed who have been without work for 12 months or more)



*Data pertains to 1992; however, more recent data are available for Canada, 13.8% in 1993 and for the United States, 11.6% in 1993.
 Source: OECD.

Chart D
Employment in the G-7



*The European Four are Germany, France, Italy and the U.K.
 Source: OECD.

Canada and Economic Summits

Summit History

The annual economic summit is the most visible element of an extensive, ongoing process of consultation and co-operation among the seven leading industrialized democracies. Discussions held during the summits and meetings of the Group of Seven finance ministers coincide with work being done in other international fora, including the General Agreement on Tariffs and Trade (GATT), the International Monetary Fund (IMF), the World Bank, and the Organization for Economic Co-operation and Development (OECD). The governments of G-7 countries seek to understand and to manage an increasingly interdependent world economy through these meetings and institutions.

The 1994 Naples Summit is the culmination of a year-long process. The issues on the summit agenda were reviewed during three advance meetings of the "sherpas," the personal representatives of summit leaders. Prime Minister Chrétien's personal representative is Reid Morden, deputy minister for foreign affairs.

The first economic summit, an initiative of French President Valéry Giscard d'Estaing, took place in Rambouillet in 1975. Leaders of the United States, the United Kingdom, the Federal Republic of Germany, Japan and Italy met to discuss the principal economic issues of the day in an informal and relatively unstructured environment. Canada joined the 1976 Puerto Rico Summit at the invitation of U.S. President Gerald Ford. The European Community, now the European Union, was granted observer status at the 1977 London Summit and is represented at summits by the President of the European Commission.

The first summits focused on economic recovery. Participants agreed on measures aimed at supporting stable economic expansion and reducing high levels of unemployment, without increasing inflationary pressures. They recognized that structural changes had to be made in national economies in order to cope with rising oil prices and new economic realities.

Containing inflation became a primary concern in the early 1980s. Leaders agreed on the need to restrain public borrowing and limit growth of the money supply. They then sought to harmonize their policies in order to expand, reinforce and maintain the recovery that followed the 1981-1982 recession. Since then, a top priority at the economic summits has been to maintain economic stability and prosperity by reducing inflation, interest rates and budget deficits.

As a result of the emphasis on co-ordinating economic policies which followed the 1986 Tokyo Summit, the Canadian and Italian finance ministers joined those of the United States, France, the United Kingdom, Germany and Japan to form the Group of Seven. Ministers, central bank governors and senior officials of the G-7 meet between economic summits to discuss the economic performance and policies of their respective countries, which, in turn, further strengthens economic and monetary co-operation.

After the downturn in western economies in 1990, emphasis was placed on policies likely to strengthen and sustain global recovery. In 1992, governments agreed on the need to adjust labour markets in all G-7 countries to address high unemployment rates. A global growth strategy designed to create employment was established at the 1993 Tokyo Summit. To follow up on this initiative, the United States hosted the G-7 Jobs Conference in Detroit in the spring of 1994, which provided an opportunity for ministers from G-7 countries to exchange views and experiences on reducing unemployment and creating jobs. Further discussions on this theme took place at the OECD ministerial meeting in Paris in June.

Summit leaders regularly discuss matters related to international trade. Canada and its partners seek to liberalize international markets for goods and services.

At the 1986 Tokyo Summit, on Canada's initiative and with the support of the United States, leaders expressed for the first time their concern over the subsidy practices and protectionist measures that distort world agricultural markets. As a result, when the Uruguay Round of multilateral trade negotiations was launched in September 1986, agriculture became one of the main issues on a broad agenda which included trade in goods and services, new trade rules, and the creation of a multilateral trade organization to manage the outcome of the negotiations.

While macroeconomic and trade issues have traditionally been uppermost on summit agendas, other global issues have gained prominence over the years. Summit statements on international problems, such as terrorism, narcotics and human rights abuse, focus international attention on these issues and frequently lead to specific actions. At the 1981 Ottawa Summit, for example, the focus on relations between developed and developing countries led to the North-South Summit in Cancun, Mexico. Growing awareness of environmental concerns after the 1988 Toronto Summit helped shape the outcome of the United Nations Conference on Environment and Development held in Rio de Janeiro in 1992, and made linking economic development to environmental protection an international priority.

Recent summits have addressed the issue of reconstruction in Central and Eastern Europe. In 1989, leaders asked the Commission of the European Communities to take the steps necessary to co-ordinate assistance in support of reforms in Poland and Hungary. Since then, co-ordinated assistance through the G-24, the member countries of the OECD, has been extended to all the countries of the region.

It was in 1989 that Soviet President Mikhail Gorbachev first wrote to summit leaders outlining his objective of integrating the Soviet Union into the international economic system. At the 1990 Houston Summit, leaders asked the IMF, the International Bank for Reconstruction and Development (IBRD), the OECD, and the European Bank for Reconstruction and Development (EBRD) to complete a joint study of the Soviet economy and to recommend reforms. The next year, immediately following the London Summit, leaders met with President Gorbachev to review his reform plans. In 1992, they met with Russian President Boris Yeltsin after the Munich Summit to consider developments in his country and to announce a comprehensive assistance package for Russia. A US\$43 billion G-7 support package, announced in advance of the Tokyo Summit, included debt rescheduling, stabilization support through the IMF, and project and critical import loans through the World Bank, as well as funding for a privatization program.

In recent years, the scale of G-7 summits has been seen to be disproportionate with the results and many have questioned whether summits can produce concrete decisions and actions. The summit is first and foremost a private meeting of elected leaders whose task is to balance national interests with international requirements for a collective response to the economic and political issues of the day. Summit leaders agree that on some issues joint action must supplement what their governments are undertaking individually. This action may be a major initiative that captures public attention — the collective response to assistance for Russia and Eastern Europe falls in this category — or it may go unnoticed, like the establishment of a \$141.4 million nuclear safety fund agreed to at the Munich Summit.

Most recommendations for summit reform are aimed at simplifying the summit format and enhancing the opportunities for those private discussions among leaders which are at the centre of the event.

Canada's Place at the Economic Summit

Canada joined the economic summit table in 1976 during a time of instability and change. Oil price shocks, shaky financial markets and economic uncertainty all underlined the need for expanded dialogue and greater policy coherence among leading industrial democracies. Canada's wealth of natural resources was of great importance to western countries during a time of uncertain supplies of energy and raw material.

As a nation dependent on international trade, Canada has consistently favoured progressive trade liberalization. In addition, any action or decision made on exchange rates is of critical importance to Canada. Accordingly, it is important for Canada to be at the table where such decisions or courses of action are taken.

The importance of summit participation for Canada has increased over the years. The globalization of finance, trade and information during the 1980s and 1990s and the need to respond to the collapse of the Soviet bloc have highlighted the need for international economic co-operation. Canada's prosperity and security is directly related to its ability to influence the direction of international affairs, and its role in the economic summits will continue to be critical. Canada's recognized commitment to the development of a rules-based international system adds credibility to its participation in the summit process.

Possibly the most valuable outcome of the economic summits is the role they play in setting a common framework for G-7 economic policies. They can demonstrate to the world that the leaders of the seven leading industrial economies can discuss, and agree on, a collective approach to economic growth. In doing so, they can send a vital message of confidence to businesses, governments and consumers around the world.

Summits can also advance political issues important to Canada. For example, G-7 action in support of reforms in the countries of the former Soviet Union and Central and Eastern Europe has promoted global security and has assured a greater sharing of burdens among contributors. In turn, successful institutional and economic transition in these countries is creating new opportunities for Canadian exporters and investors.

Canada is also able to use summits to raise issues of domestic concern to Canadians. At the 1991 London Summit, for example, Canada was able to obtain a particularly strong declaration urging nations to protect living marine resources and to comply with regimes established by regional fisheries organizations.

Canada's non-colonialist past, its clear commitment to multilateralism and its status as a major donor country have allowed it to assume a valuable intermediary role between the major industrial powers and the less-developed countries. Canada has used the summits to promote a number of initiatives which benefit less-developed countries, such as more favourable treatment of debt, which was agreed to at the Toronto Summit in 1988.

Canada will host the next G-7 economic summit in Halifax, Nova Scotia, in the summer of 1995. The Halifax Summit will offer Canada an opportunity to frame G-7 discussions on important domestic and international issues at a time when the distinction between the two is becoming increasingly blurred. Canada has hosted two previous summits, at Montebello, Quebec, near Ottawa, in 1981; and in Toronto in 1988.

Global Economic Setting

Economic developments and near-term prospects in the major industrialized countries have improved significantly over the last year. Economic recoveries in North America and the United Kingdom have become well established, with growth in the United States in particular proceeding at a brisk pace. The recessions in Japan and continental Europe appear to have bottomed out, and there are some encouraging signs pointing to a resumption of growth in both cases.

In the United States, the modest recovery evident at the time of last year's summit has gained considerable strength, and the attention of policy-makers has now turned to steps to sustain growth by pre-empting any resurgence of inflation. Growth in the European economies appears to be gradually responding to the downward trend in interest rates that began almost two years ago. However, employment growth has been generally slow or even negative in some cases; as a result, unemployment remains unacceptably high and may continue to rise in some G-7 countries this year. Growth in Japan continues to be constrained by the lingering effects of asset price deflation and the adverse effect of a stronger yen on international competitiveness.

Growth in the developing countries, while on average quite strong, varies considerably across regions. Asia continues to post robust growth, led by high levels of investment in the dynamic East Asian economies, including China and Korea and the countries of Southeast Asia. African countries have experienced the slowest rates of growth, although their growth prospects appear to have improved as a result of recent economic reforms. Developing countries in the Western Hemisphere continue to grow at a rate approximately half the average for all developing countries. Growth in the Middle East has slowed from the high levels recorded in 1992, due in part to lower oil revenues.

The former centrally-planned economies of Eastern Europe and the former Soviet Union continue to bear the transitional costs associated with their transformation to market economies. Since the beginning of economic reform, output has declined sharply in these countries, although official data have typically not captured explosive growth in the nascent private sectors of these countries. However, there are signs that output has stabilized in the Central European countries, and that growth is poised to resume following four years of decline. The situation in many republics of the former Soviet Union is less encouraging: output is continuing to decline and inflation remains high owing to a sporadic approach to economic reform.

Inflation among the major industrial countries declined for the third year in a row in 1993, falling to 2.8 per cent from 3.1 per cent in 1992. Canada's inflation rate averaged 1.8 per cent in 1993, the second lowest (after Japan) among the G-7. Among the developing countries, inflation remained high in the Western Hemisphere and the former Soviet Union and was lowest in Asia.

Cross-country differences in economic growth contributed to substantial increases in current account imbalances in 1993, particularly the U.S. current account deficit and Japan's current account surplus. U.S. exports have been constrained by lower growth among its main trading partners, while imports have been boosted by strong domestic demand. The International Monetary Fund (IMF) projects that the U.S. current account deficit will widen further in 1994 and 1995.

International financial markets experienced some turbulence this year following the U.S. Federal Reserve's decision in February to raise official short-term interest rates as a pre-emptive strike against inflation. The increase in U.S. short-term interest rates triggered large rises in long-term rates in most industrial countries, including Canada, where these higher long-term rates have as yet shown few signs of abating. The U.S. dollar has come under pressure against the yen and the Deutschmark, reflecting in part the widening of the U.S. current account deficit and investor uncertainty over the timing and extent of future Federal Reserve tightening.

Strengthening the prospects for sustained growth and lower unemployment continue to be the twin economic policy objectives of the G-7 countries. To this end, the G-7 governments remain committed to the co-operative growth agenda adopted at last year's summit, which focuses on mutually reinforcing macroeconomic policies and structural reforms. Concrete measures consistent with this growth agenda have been taken to create conditions favourable to sustained low interest rates and a prolonged period of non-inflationary growth.

The U.S. administration has taken significant steps to reduce the budget deficit. This has led to a substantial decline in long-term interest rates and has contributed to a surge in investment, although some of this progress has been set back by recent fluctuations in international financial markets. Despite the strong reaction in financial markets earlier this year to the increase in U.S. official interest rates, the Federal Reserve's actions are timely and appropriate. By moving now to pre-empt inflationary pressure the Federal Reserve is helping to sustain growth and job creation.

Japan is unique among the major industrial countries in that it entered the recession with low levels of debt. It has taken advantage of this greater room for manoeuvre on the fiscal side by implementing three major fiscal stimulus packages. There have been some encouraging signs recently that these measures have helped the prospects for a turnaround in Japan's economy, and a reduction in its current account surplus, by boosting domestic demand.

In Germany, a reduction in underlying inflationary pressures and progress on deficit reduction has allowed substantial reductions in interest rates over the last two years. This in turn has allowed an easing of monetary conditions throughout Europe, as well as the beginning of a gradual revival in the German economy.

Canada is contributing to the G-7 growth agenda. The recent budget introduced a comprehensive strategy to achieve the objective of reducing Canada's deficit to 3 per cent of GDP by 1996-1997. The government is also committed to taking further action to eliminate the deficit thereafter. These measures will boost growth and employment by allowing a durable reduction in long-term interest rates.

Sound monetary policy has also contributed to a steady reduction in inflation and helped create the conditions for sustainable growth. Adherence to specific inflation targets, which have recently been reaffirmed and extended through 1998, is a further indication of Canada's commitment to continue to pursue these policies.

The governments of the G-7 countries agree that while implementation of these sound macroeconomic policies will undoubtedly help to improve the prospects for sustainable growth, structural reforms will also be needed to address unacceptably high levels of unemployment. At the G-7 Jobs Conference in Detroit last March, ministers agreed on the importance of reforms to make labour markets more flexible, and the need to address tax and regulatory obstacles to private sector-led job creation.

We in Canada are taking steps in this direction. The government has already acted to reduce work disincentives in Canada's unemployment insurance system. One of the main goals of the ongoing comprehensive review of our social support system is to improve the functioning of labour markets. We intend to make training a high priority and harness technological change in a way that will ensure rising living standards.

These efforts by G-7 governments will create the conditions for a stronger and more sustained global expansion. According to the IMF's *World Economic Outlook*, growth in the G-7 is expected to average 2.5 per cent this year and in 1995, up from 1.5 per cent last year. Growth among the other industrial countries is also expected to firm substantially. The developing countries are also expected to continue to grow at a robust pace of 5.5 per cent, on average, this year. Output in the former centrally planned economies, taken together, is expected to contract by about 6 per cent this year, but the IMF projects that growth will resume next year at a rate of 1.5 per cent.

The consensus among forecasters, including the IMF, is that Canada will post one of the highest growth rates in the G-7 this year, and will lead the G-7 in 1995. According to the IMF, Canada's real GDP is expected to grow by 3.5 per cent in 1994, up from 2.4 per cent in 1993, and by 4.1 per cent in 1995. Canada's inflation performance is expected to continue to be one of the best among G-7 countries.

Canada, the Uruguay Round and the World Trade Organization

For Canada, one of the most trade-dependent countries in the world, the success of the Uruguay Round of Multilateral Trade Negotiations was vital, not only in terms of expanded access to markets and stronger trade rules and institutions, but also to further domestic growth and employment.

The historic agreement concluding seven years of negotiations by members of the General Agreement on Tariffs and Trade (GATT) was signed in Marrakesh, Morocco, in April 1994. GATT governments now face the job of translating the outcome into reality. It is this perspective that drives Canada's international trade objectives for the G-7 Summit. Achieving these objectives depends on the recognition of two immediate priorities: passing effective laws in national legislatures, and building a strong World Trade Organization (WTO) to replace the GATT Secretariat.

First, the 124 governments that signed the Marrakesh agreement must quickly pass laws to put it into effect. As this legislation is drawn up and debated, it is critical that governments adhere to the letter and the spirit of the agreement. Canada is urging its G-7 partners to strenuously resist pressure for changes in trade legislation that go beyond what is required — pressures that could lead to more, rather than fewer, barriers to trade. How this important business is addressed will profoundly influence the credibility of the agreements that were signed at Marrakesh and, ultimately, the future of the multilateral trading system.

This fall, Canada's international trade minister is expected to ask Parliament to back the Marrakesh accord and to approve Canada's membership in the new World Trade Organization. Canada, which played a major role in developing the WTO, wants an institution that is seen to encompass the interests of all nations.

Second, Canada is urging its G-7 partners to ensure that the WTO is strong enough to take the world into the 21st century and to counter the pressures created by economic uncertainty and protectionism. As well, a smoothly functioning WTO is essential to completing unfinished negotiations in areas such as financial services, telecommunications, and government procurement.

There is also the question of admitting new members into the WTO. Broader membership would be positive for the rules-based trading system and would offer significant benefits to the countries concerned. However, Canada believes

countries must be prepared to commit themselves to a transparent, market-based economy; to embrace the basic principles of the multilateral trade system; and to improve access to their markets. On the other hand, the WTO must not impose on potential members requirements that are more onerous than those which apply to members.

The trading system is also being presented with new challenges. These policy issues have arisen as a result of the impact of global economic integration on domestic economies. The relationship between international trade and environmental, competition, and investment policies; labour standards; and other policies is little understood and is potentially divisive for the world trading community. Nonetheless, Canada believes that certain principles must be kept in mind as these relationships are developed.

For example, Canada does not support the use of trade sanctions to impose standards of conduct. Quite apart from the question of fairness, the cost of authorizing any one country to use its economic muscle to impose its own standards is too high in a world that is becoming increasingly interdependent, and where the one common denominator is adherence to a market-based system. As well, nations must guard against the possibility that new rules could become vehicles for new protectionism. In this respect, Canada is sensitive to the concerns of developing and developed countries that fear that new rules in these areas may be aimed at erecting barriers to their exports. Canada wants to ensure that the rules of the multilateral trading system complement, not contradict, broader societal objectives.

The increasingly integrated world is driving the new trade agenda. This integration extends to the way in which the major multilateral institutions should function. The creation of the WTO completes the original vision of the Bretton Woods postwar reconstruction effort — a vision of a system of rules, practices, and multilateral institutions to promote the smooth functioning of the world economy. It will be important that the WTO, the International Monetary Fund, the World Bank and the Organization for Economic Co-operation and Development co-operate and complement one another within their own areas of responsibility.

Canadian Assistance to Economies in Transition

Since 1989 when the dramatic changes in Central and Eastern Europe and the former Soviet Union began, Canada has provided technical and humanitarian assistance to the countries of the region, as well as assistance aimed at improving nuclear safety, through both bilateral and multilateral channels.

The programs are administered by the Bureau of Assistance for Central and Eastern Europe in Foreign Affairs and International Trade Canada.

Technical Assistance

Canada's technical assistance program is designed to promote democracy, support the transition to market-based economies, and increase Canadian trade and investment links with the region.

The technical assistance program, started as a modest \$11.4 million program of economic co-operation with Hungary and Poland in 1989, is now active in 14 countries, with expenditures to date of \$126 million over some 900 projects. In each case, Canadian expertise is matched with needs identified by the recipient government. Priority sectors include private sector development, the environment, agriculture, energy, and democratic development and good governance.

The program emphasizes practical training and the transfer of skills and know-how. It stresses people-to-people links and grass-roots projects that will have local impact. The program draws extensively on the diverse language skills and cultural ties of ethnic communities in Canada. Assistance funds are used as a catalyst; matching contributions from the organizations and countries receiving assistance produces a much larger program than Canadian government funding alone could sustain.

Canada's private sector is active in the technical assistance program. The Renaissance Eastern Europe initiative in particular helps Canadian firms develop joint ventures and trade and investment opportunities in the region.

Former Soviet Union

Russia

Canada's assistance to Russia through debt rescheduling, export credits and technical and humanitarian assistance reflects the framework laid down at the Tokyo summit.

The Canadian technical assistance program with Russia was launched at the London Economic Summit in July 1991. Since then, some 170 projects valued at approximately \$66 million have been approved. The program, which will

provide \$150 million in support over five years, has six priority sectors: energy, private sector development, agriculture, democratic development and good governance, northern development, and nuclear and security issues.

Canadian assistance to the energy sector focuses on regulatory and legislative advice, energy business management and technical training. One key Canadian project that supports the Russian energy sector is a two-year, \$2.2-million program to train 40 Russian electrical utility managers. The program will help strengthen the in-house training capacity of the Russian utilities.

Private sector development activities include management training, financial services for entrepreneurs, and the Renaissance Eastern Europe program, which promotes trade and investment between Canada and Russia. In support of the city of Zhukovsky's local economic development plan, Canada is contributing to the two-year, \$500,000 Zhukovsky Community Futures project, to provide business counselling, a small business development loan fund, and entrepreneurial training. Canada is contributing to the pilot phase of the \$300-million Russia Small Business Fund, which is jointly funded by the European Bank for Reconstruction and Development (EBRD) and the G-7. Canada is also participating in the G-7's Special Privatization and Restructuring Program in Russia.

Agricultural assistance is being given for land reform, grain handling and distribution systems, and the establishment of rural co-operatives. A \$2.5 million agricultural credit union project is helping to develop a network of 20 agricultural credit unions throughout rural Russia as well as the legal and regulatory framework for the credit unions.

Canada supports **democratic development and good governance** in Russia through human rights training, electoral reform, federalism, civic education and support for women's issues. A special Yeltsin Democracy Fellowships Program brings Russian public sector officials to Canada for training and internships with government agencies. Canada is mounting a two-year, \$2.9 million project to help Russia's central and regional governments achieve a workable form of collaborative federalism.

The **northern development** strategy focuses on aboriginal economic and social development and on environmental issues unique to the North. Canada's contributions include the three-year, \$1.2 million Northern Public Works and Infrastructure Management Program to help the government of the Sakha Republic strengthen its public works programs.

Nuclear and security issues are being addressed through defence conversion, participation in the founding of the Moscow International Science and Technology Centre, and the Canadian Nuclear Safety Initiative. A key initiative is the \$8.75-million Nuclear Safety and Engineering Program which assists with safety analysis, design improvement and operating procedures.

Ukraine

Canada has promoted a special partnership with Ukraine which includes high-level political contacts, economic assistance, and a network of links with Canadian businesses and Canadians of Ukrainian origin.

Canada has played a leading role in providing technical assistance to Ukraine. Since the program of technical assistance to Ukraine was first announced at the 1991 London Economic Summit, more than 60 bilateral projects valued at some \$27 million are either under way or have been completed, including projects under the Renaissance Eastern Europe program. During his visit to Ukraine in April 1994, Canada's minister of foreign affairs announced an expansion of Canadian assistance, including a \$15-million nuclear dismantling package and \$11.8 million in new technical and humanitarian assistance initiatives. Priority sectors for the program include democratic development and good governance, private sector development, health, the environment, agriculture, and nuclear and security issues.

Canadian assistance in democratic development and good governance focuses on strengthening democratic institutions, supporting the establishment of a modern legal and judicial system, and developing a professional public service. The \$2.5 million Electoral Assistance program helped Ukraine organize and conduct its first democratic parliamentary election in March of this year. Canada is also providing substantial public sector training and policy advice through its three-year, \$4.5 million Institute of Public Administration and Local Government initiative.

Canada is supporting the emerging Ukrainian private sector through joint ventures, development of credit unions, and assistance to small and medium-sized enterprises. The Renaissance Eastern Europe program has provided more than \$1 million in funding to Canadian firms, on a cost-shared basis, to support feasibility studies, establishment of joint ventures and training for specific enterprises.

Canadian health assistance focuses on maternal and infant health care, health sector reform and regulatory control for vaccines. Under the two-year, \$2.5-million Medical Project Osvida, 120 volunteer Canadian doctors provide training for Ukrainian physicians to improve health care for mothers and infants. Canada is also helping Ukraine to develop a national health sector reform strategy.

Canada's assistance for the environment is concentrated in the three-year, \$5-million Environmental Management Development program. The program will help Ukraine address its most pressing environmental priority, the rehabilitation of the Dnipro River.

Key areas for Canadian assistance to agriculture include development of farm business management curriculum and training, technology transfers, training in agri-food enterprises and development of a land registration system. The two-year, \$630,000 Dairy Industry Management project is helping dairy enterprises in Ukraine modernize their operations.

To support nuclear and security issues in Ukraine, Canada is helping to establish a Science and Technology Centre (STCU), and will provide civilian nuclear assistance through the Canadian Nuclear Safety Initiative (CNSI) and the new three-year \$15-million Nuclear Dismantling program. The Nuclear Dismantling program is part of a package of Western assistance for the dismantling process in Ukraine.

Kazakhstan

Canadian technical assistance to Kazakhstan began in 1993. The program targets sectors that have significant commercial potential and those in which Canada has expertise and technology, including oil and gas, mining and agriculture. More than 10 projects worth some \$1.2 million have been approved and an additional \$900,000 has been committed through multilateral institutions.

The Baltic States

Since 1991, the Canadian government has committed more than \$14 million in technical assistance to Estonia, Latvia and Lithuania. This sum represents more than 80 projects, mainly in five priority sectors: democratic development and good governance, agriculture, education, health, and trade and investment. Major initiatives include a \$2.4-million project to provide economic policy training to public servants and a \$1.2-million municipal assistance project for Riga, Tallinn and Vilnius.

Central and Eastern Europe

Poland

Canada's technical assistance program for Poland was launched in 1989. More than 90 projects valued at approximately \$14 million are either completed or under way. Canada also donated some \$12 million in food aid in 1989-1990. Key sectors of the program include private sector development, agriculture, democratic development and good governance, and trade and investment. The recently announced \$32 million Canada Poland Entrepreneurs Fund is a major initiative aimed at bolstering the development of Poland's private sector.

Hungary

Canadian technical assistance to Hungary began in 1989, making it the second country in the region, after Poland, to receive such assistance. Approximately 110 projects are either under way or have been completed, with a total value of more than \$13.7 million. Areas of priority include private sector development, financial institutions, trade and investment, the environment, and democratic development and good governance. The Canadian private sector has shown a strong interest in investing in Hungary, with 35 projects valued at nearly \$1.2 million approved under the Renaissance Eastern Europe program.

Czech Republic and Slovakia

The Canadian technical assistance program to the Czech and Slovak Federal Republic (CSFR) was established in 1990. To date, 125 projects worth nearly \$12 million have been approved. Following the dissolution of the CSFR and the creation of two separate republics in January 1993, two distinct Canadian programs have been established: one for the Czech Republic and one for Slovakia. Priority sectors for the Czech Republic include energy, the environment, transportation, telecommunications, democratic development and good governance, and trade and investment. Priority sectors for the Slovak Republic include energy, the environment, agriculture, democratic development and good governance, and trade and investment.

Romania

Since the Canadian technical assistance program to Romania was launched in 1991, approximately 50 projects worth \$11 million have been approved. Priority sectors are privatization, financial institutions, democratic development and good governance, and trade and investment. Nuclear safety and regulatory assistance have also been supported by this program, reflecting the importance of Canadian investment in nuclear energy.

Regional Programs

Canada's technical assistance program includes a number of regional projects designed to address needs common to the region while taking advantage of economies of scale in delivery.

Since 1989, 50 projects valued at nearly \$23 million have been approved, including contributions to multilateral organizations. These projects complement Canada's bilateral technical assistance programs in the region and include special people-to-people initiatives which place Canadian volunteers in the region to work in a variety of sectors.

Humanitarian Assistance

Earlier in 1994, Canada's humanitarian assistance to the region passed the \$100 million mark. Half of this assistance went to the former Yugoslavia through international relief agencies. Funds have been used to purchase food aid in Canada and to support the work of the Red Cross and the United Nations specialized agencies working with displaced persons, women and children victims of sexual violence, and other civilians affected by war.

Canada has been a major contributor to the Red Cross Solidarity Assistance program for Russia, Ukraine, the Baltics and other countries of the former Soviet Union. Basic medication and medical supplies worth \$25 million were provided to a number of maternity and children's hospitals and to the Red Cross Visiting Nurses program in Russia and Ukraine. In addition, the United Nations Children's Fund (UNICEF) has received \$8.5 million for a vaccination program in Russia, Ukraine and Belarus.

The Trans-Caucasus region of the former Soviet Union has also received humanitarian assistance. Of nearly \$6 million in contributions, half went for victims of conflicts in Georgia.

Nuclear Safety

The Canadian Nuclear Safety Initiative was announced in June 1992. Canada has allocated \$30 million over three years to the initiative for both bilateral and multilateral activities. Along with other countries, Canada is helping to improve the security of Soviet-designed nuclear reactors in Central and Eastern Europe and the former Soviet Union. A nuclear safety account has been established at the European Bank for Reconstruction and Development (EBRD) to fund projects that are not covered under individual bilateral programs. Canada has contributed \$7.5 million to this account.

Canadian bilateral funds will be spent in three sectors: nuclear safety, regulatory assistance and utility management. Funding will be focused on Russia, Ukraine and Lithuania, which operate older, Soviet designed RBMK-type reactors similar to those used at Chernobyl.

Multilateral Assistance

The International Bank for Reconstruction and Development (IBRD), the European Bank for Reconstruction and Development (EBRD), the International Monetary Fund (IMF), and the Organization for Economic Co-operation and Development (OECD) are providing investment programs as well as economic and technical assistance to the countries in the region.

In addition to its capital subscriptions in support of development banks' investment programs, Canada is participating in multilateral economic and technical assistance programs by financing projects and activities and providing Canadian expertise. The following Canadian trust funds have been established:

- The Canadian Technical Co-operation Fund at the EBRD allows the bank to hire Canadian consultants to work on bank projects; \$2.4 million has been contributed to the fund since its creation in December 1991.
- The Canadian Technical Co-operation Fund at the IBRD was established to allow the bank to hire Canadian consultants for short-term assignments related to bank projects. A total of \$3.4 million has been contributed to the fund.
- A separate \$1-million oil and gas facility with the IBRD supports Canadian participation in the oil and gas sector in the former Soviet Union.
- Contributions totalling more than \$1 million have been made to support activities of the OECD's Centre for Co-operation with Economies in Transition since January 1992.

Trade Financing

Through the Export Development Corporation (EDC) and the Canadian Wheat Board (CWB), Canada has extended lines of credit and other types of trade financing to the countries of Central and Eastern Europe and the former Soviet Union to purchase a variety of goods and services. Canada has guaranteed balance-of-payments loans as part of a G-24 initiative.

Russia

- CWB US\$1.5 billion line of credit.
- EDC \$150 million line of credit to buy food other than wheat.
- EDC \$100 million line of credit to buy Canadian goods and services.
- EDC \$30 million line of credit to buy medical, health and educational equipment and services for children and young people.

Ukraine

- EDC \$50 million line of credit.

Kazakhstan

- EDC \$20 million in trade financing.

The Baltic States

- EDC \$10-million lines of credit have been extended to Estonia, Latvia and Lithuania.
- EDC short-term insurance available.

Poland

- EDC short-term insurance available.

Hungary

- EDC US\$15-million line of credit.
- Additional EDC medium- to long-term financing available on a case-by-case basis.
- Loan guarantees for balance-of-payments loan of \$13.5 million.

Czech Republic

- Two EDC lines of credit totalling US\$30 million.
- Additional EDC medium- to long-term financing available on a case-by-case basis.
- EDC short-term insurance available.

Slovakia

- EDC US\$5-million line of credit.
- Additional EDC medium- to long-term financing available on a case-by-case basis.
- EDC short-term insurance available.

Romania

- EDC US\$4.8-million line of credit.
- EDC credits of \$334 million for the Cernavoda project.
- Additional EDC medium- to long-term financing available on a case-by-case basis.
- EDC short-term insurance available.
- Loan guarantees for balance-of-payments loan of \$24 million.

Bulgaria

- Loan guarantees for balance-of-payments support (disbursements pending) of \$10 million.
- EDC short-term insurance available.

Slovenia

- EDC medium- to long-term financing available on a case-by-case basis.
- EDC short-term insurance available.

Former Yugoslavia

International efforts continue to try to bring an end to the fighting in the former Yugoslavia. Prime Minister Jean Chrétien, during his June 1994 visit to Canadian peacekeepers in Bosnia-Herzegovina, stressed Canada's resolve to seek a stable ceasefire and a durable peace agreement. Although an overall agreement remains elusive, there have been several positive developments during the past year.

One of the most significant developments was the signature in Washington on March 18 of the Muslim-Croat federation agreement for Bosnia-Herzegovina. Its accompanying ceasefire agreement brought an end to some of the most intense fighting in Bosnia and laid the foundation for a reconciliation between these former allies.

Other ceasefire agreements also gave rise to some guarded optimism. The incessant shelling and destruction of Sarajevo has ended following the ceasefire agreement and the establishment of a heavy weapons exclusion zone in February 1994. An April ceasefire agreement and establishment of a similar exclusion zone ended the attack on the eastern enclave of Gorazde.

At the beginning of June the Bosnian parties signed a four-week truce. During the truce, international mediators, including a "contact group" of countries combining the efforts of the United Nations, the European Union, the U.S.A. and Russia, will try to help the parties reach an overall negotiated settlement. It is hoped that these negotiations will make enough progress to allow the month-long ceasefire to be extended.

In Croatia, a ceasefire was agreed to on March 29 between the Croatian government and forces of Croatia's Serbian community, which control close to 30 per cent of Croatian territory. Talks on economic and political issues will be the next step toward seeking a negotiated settlement in that country.

Regrettably, the past year has meant continued suffering and death for innocent civilians in many parts of the former Yugoslavia. Canada has continued to provide humanitarian assistance to the victims of the conflict, including medical treatment for as many as 20 patients who require specialized care unavailable in Bosnia. Canadian humanitarian contributions since the fall of 1991 total close to \$50 million.

Canada also continues to provide Canadian Forces aircraft to bring much-needed supplies into Sarajevo. Over 18,000 tonnes of food and medical supplies have been transported on more than 1,250 relief flights. Canadian peacekeepers remain in Bosnia-Herzegovina and Croatia, and 45 RCMP officers serve as civilian police monitors throughout the former Yugoslavia.

International sanctions against Serbia and Montenegro continue as a means to bring pressure on the government in Belgrade to end its support for the policies of the Bosnian Serb leadership. Canada implements these sanctions fully and takes part in multinational efforts to enforce them in the Adriatic Sea and in neighbouring countries. Canada provides the team leader and five other customs officers to the Sanctions Assistance Mission in the former Yugoslav republic of Macedonia.

Human rights violations continue in many parts of Bosnia-Herzegovina, primarily in those areas under the control of the Bosnian Serbs. In September 1993, a noted Canadian judge, Jules Deschênes, was elected by the UN General Assembly as one of 11 judges on the International Tribunal established to prosecute alleged war crimes committed in the territory of the former Yugoslavia. Canadian investigators have helped the UN Commission of Experts gather evidence that could be used in trials before the International Tribunal.

The past year has also seen the continuation of co-operative efforts between the United Nations and NATO to implement Security Council decisions. In August 1993 and in January, February and April 1994, the North Atlantic Council authorized NATO forces to use air power, if necessary, to protect UN peacekeepers in Bosnia and Croatia; ensure the replacement of Canadian peacekeepers in Srebrenica by Danish troops; reopen Tuzla airport; and enforce the exclusion zones around Sarajevo and Gorazde. NATO aircraft also continue to enforce a no-fly zone over Bosnia-Herzegovina.

In February 1994, NATO planes shot down four Serb aircraft violating the no-fly zone. In April, NATO aircraft provided close air support to protect UN peacekeepers under direct attack in Gorazde.

Canada will continue to work with our international partners in seeking negotiated solutions to the various conflicts in the former Yugoslavia. Canada will also continue to provide humanitarian assistance to the innocent victims of the fighting and will take part in reconstruction and rehabilitation efforts.

Canada is committed to maintaining its peacekeeping presence in the former Yugoslavia for the current mandate period which expires on September 30, 1994. A decision on whether to continue Canadian participation beyond that date will be taken in light of the circumstances at that time.

Nuclear Safety

Electricity produced by nuclear power-generating plants provides more than 17 per cent of the world's electricity requirements. Nuclear power does not create greenhouse gases or contribute to global warming. Provided these plants operate safely, nuclear power will continue to play a significant role in the supply of the world's energy demands. Nuclear power plants provide 16 per cent of Canada's electricity needs and 60 per cent of Ontario's electricity.

Nuclear power plays a major role as a source of energy in countries of the former Soviet Union (FSU) and Central and Eastern Europe (CEE). In many of these countries nuclear power plants provide a major portion of the electricity supply, although overall they contribute only 12 per cent of electricity requirements in the FSU and 25 to 50 per cent in CEE countries.

Since the 1986 Chernobyl disaster, concerns about the safety of Soviet-designed RBMK and older VVER nuclear reactors have increased as more information about these reactors has become available. Power plants using these reactors continue to operate in the FSU and CEE to meet urgent needs for energy. As the Chernobyl accident illustrated, however, the risks posed by these plants affect many nations in Europe and beyond.

Because of these concerns, the G-7 took a nuclear safety initiative at the 1992 Munich Summit to improve reactor safety and strengthen the nuclear regulatory regimes in the countries of the FSU and CEE. The G-24, which was chosen to co-ordinate these international efforts, has proved to be an effective mechanism, especially in bringing specialists from East and West together to resolve the technical issues and establish priorities for these safety improvement programs.

As a further result of the G-7 nuclear safety initiative, a multilateral nuclear safety account has been established at the European Bank for Reconstruction and Development (EBRD). The purpose of this account is to provide funds for urgent safety projects that are not already covered by other assistance programs. The donors have already committed ECU 58 million to two major projects. The first is the Kozloduy nuclear plant in Bulgaria and the second is the Ignalina nuclear plant in Lithuania. In both cases, donors are concerned that commitments to close the plants within the next few years may not be honoured because of economic pressures.

Future projects in Russia are likely to exhaust the current ECU 132-million level of contributions to the nuclear safety account. If assistance programs for Ukraine are considered essential, a change in priorities or further contributions to the account will be required. Canada has contributed \$7.5 million (ECU 4.7 million) to this account from the \$30-million Canadian Nuclear Safety Initiative (CNSI), which was committed just before the 1992 Munich

Summit. The CNSI will use Canada's expertise in CANDU reactor technology, which, since it is based on a pressure tube reactor, is relevant to the Russian RBMK reactor design. During the past two years, Canadian experts have worked with an international consortium and with the International Atomic Energy Agency. Both the consortium and the IAEA have been evaluating the safety of the RBMK reactor and identifying areas of concern and possible remedial action.

The CNSI bilateral projects developed with Russia, Ukraine and Lithuania include programs of technical assistance, technical improvements to the RBMK reactor design, safety procedures and regulatory training. The nuclear safety and engineering program being undertaken by Atomic Energy of Canada Limited will have a team of Canadian nuclear experts in Moscow and at the RBMK nuclear plant at Sosnovy Bor working directly with management and employees. The regulatory training program being conducted by the Atomic Energy Control Board is now under way, with training sessions in Canada for staff from the Ukraine State Committee for Nuclear and Radiation Safety.

A further \$15-million assistance package was announced by the minister of foreign affairs on April 1, 1994, as the Canadian contribution to the international program to assist in Ukraine's denuclearization program. The Canadian package includes assistance for environmental restoration, radiation monitoring, nuclear waste management and spent fuel storage.

The World Bank, the EBRD and the OECD International Energy Agency are collaborating to prepare power sector and nuclear safety strategies for countries of the FSU and CEE. The strategies are being developed with the countries of operation with the aim of finding an acceptable course of action, one that would promote early closure of the riskier nuclear power plants in the FSU and CEE.

The Naples Summit will give leaders the opportunity to review progress made over the past year and recommend further steps to reduce the nuclear risks of Soviet-designed nuclear power plants.

Nuclear Proliferation

Nuclear proliferation remains the most critical problem facing the world. There are a number of issues on the non-proliferation agenda:

- extension of the Nuclear Non-Proliferation Treaty (NPT);
- North Korea's challenge to the non-proliferation system;
- ongoing negotiations for a comprehensive test ban treaty (CTBT); and
- prospective negotiations for a "cut-off" convention, which would end the production of fissile materials for explosive purposes.

It is imperative that the G-7 countries continue to support the efforts to contain nuclear proliferation that were initiated at the Munich Summit and reiterated at the Tokyo Summit last year.

First and foremost, Canada believes that the international community must work toward achieving universal accession to the Nuclear Non-Proliferation Treaty and its indefinite extension at the NPT Extension Conference in 1995. Ratified by 167 countries, this treaty is the main international instrument for curbing nuclear proliferation. Several countries with nuclear programs or nuclear weapons on their territory have not yet signed the treaty.

Significant reductions in the nuclear arsenals of the United States and countries of the former Soviet Union during the last year should help to pave the way for a successful conclusion of the 1995 NPT Extension Conference, but other nuclear weapons states should also do their part. The conclusion of a comprehensive test ban treaty among the nuclear weapons states would be the surest way to prevent a new nuclear arms race. A universal and extended moratorium by all nuclear weapons states would serve to keep the ongoing CTBT negotiations in the Geneva-based Conference on Disarmament (CD) on track. Progress toward "cut-off" convention negotiations in the CD would also help to improve the climate for indefinite extension of the Nuclear Non-Proliferation Treaty.

These recent accomplishments should allay the suspicions of a number of countries that the nuclear non-proliferation regime is perpetuating a system of unequal responsibility and security. Undermining the NPT would create greater risks and instability. The best guarantee against nuclear adventurism is an indefinite extension of the treaty. Canada will work with its G-7 partners and other like-minded countries to achieve a successful conclusion of the NPT Extension Conference.

Canada recognizes that adhering to the treaty in itself may not prevent clandestine nuclear programs. North Korea and Iraq are cases in point. Stronger measures are needed to deter violation. The case of North Korea has demonstrated the necessity for a coherent system to manage non-compliance and has proved the usefulness of giving the International Atomic Energy Agency (IAEA) the means and the power to carry out safeguards inspections at any installations at any time. Canada will continue to work with the major UN-contributing countries to strengthen the IAEA.

Another element of the Canadian approach to nuclear non-proliferation is to fulfil the NPT stipulation for co-operation and assistance in peaceful nuclear technology. This is why Canada supports an expanded program of technical co-operation within the International Atomic Energy Agency. Further progress on this front would provide another building block toward our long-term goal.

A major problem concerns the potential movement of expertise and technology from countries of the former Soviet Union (FSU) to countries that aspire to produce nuclear weapons. The creation of two International Science and Technology Centres, in Russia and Ukraine, should help to alleviate this problem by creating jobs for scientists in these countries. Canada has contributed to both centres and led in establishing the centre in Kiev. In addition, Canada has provided assistance to a number of states of the FSU to improve nuclear reactor safety. Ukrainian accession to the NPT would permit Canada to tender wider assistance.

Canada believes that efforts to address regional security concerns, which are at the root of proliferation, should also be pursued. The Middle East peace process, the convening of a five-power conference in South Asia, and the range of activities carried out through the Conference on Security and Co-operation in Europe and the North Atlantic Co-operation Council, should help to allay fears and reduce incentives to acquire nuclear weapons.

Peacekeeping

Canada is proud of its distinguished record in preserving world peace and fostering global security. Since 1956, when Lester Pearson, then Canada's secretary of state for external affairs, proposed the idea of a United Nations peacekeeping force to help resolve the Suez crisis, Canada has participated in virtually every UN peacekeeping operation.

In the last two or three years, however, the number of peacekeeping operations under the UN have increased dramatically. Canada has maintained its contribution accordingly; 3.6 per cent of all peacekeepers currently deployed in the world are Canadian. Overall, 2,400 Canadians are participating in peacekeeping missions around the world.

The resources of the UN and participating states are being stretched; the requirement for peacekeepers has grown sixfold in the last three years. The current operations in former Yugoslavia alone require US\$1.5 billion a year. The UN peacekeeping budget in 1993 was US\$2.5 billion. Over the next two or three years, the financial needs of the UN, to cover the costs associated with current and predictable peacekeeping operations, will exceed US\$3.5 billion per year.

The strain on UN resources and management has begun to show. However, Canada believes that the UN still provides the most effective means of achieving global peace and security. That is why Canada supports the secretary general's report, *Agenda for Peace*.

The report captures the complex reality of the post-Cold War era and recommends the instruments—peacekeeping, peacemaking, enforcement, preventive diplomacy and peacebuilding—and the resources needed to prevent, manage and solve conflicts. Implementing these proposals would require member states to share financial and human resources burdens equitably. In this endeavor, the secretary general will need the full support of the main contributors, particularly the G-7 countries, who collectively provide 65 per cent of the assessed contributions to the UN.

In addition to participating in current peacekeeping missions, Canada has already taken a number of other steps to address the secretary general's concerns. We have provided an expert to assist the Secretariat in developing a stand-by program, and we are discussing with the UN a new proposal to provide stand-by forces. Canada is also sponsoring a program to develop the UN's capacity to provide logistical support for peacekeeping operations. In April 1994, we hosted a three-day meeting of 23 member states to discuss peacekeeping issues.

Canada believes that other measures are needed to address the urgent need to ensure that peacekeeping missions operate professionally, both at UN headquarters and in the field: establishment of a clear command structure, standard procedures to avoid waste of time and resources in each new mission, a greater degree of inter-operability among national forces, and, possibly, creation of a UN staff college.

One of Canada's aims is to ensure that the UN can be certain of the forces and resources at its disposal at any time, to improve planning and provide for quick preventive actions. Canada also believes that early-warning and crisis-prevention measures should be enhanced so that the UN can prevent armed conflict.

Canada will continue to contribute its fair share in any action decided on by the UN, but the complexity, scope and sheer number of operations will require greater participation by other member countries as well.

Notes

Notes